



CAHIER DES RÉFLEXIONS

Congrès d'Orientation des 3 et 4 décembre 2016

Version finale

COORDONNÉES DU BUREAU DE L'ASSÉ

2065 rue Parthenais B.P. 383

Montréal, Qc, H2K 3T1

Tél : 514-390-0110

Courriel: webmestre@asse-solidarite.qc.ca

Web : www.asse-solidarite.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
TEXTE DE RÉFLEXION SUR L'ISSUE DU CONGRÈS FEMMES.....	3
SUR LA PERTINENCE DE L'ASSÉ - RÉAPPROPRIATION DES MANDATS ET EMPOWERMENT DES NOUVEAUX-NOUVELLES.....	7
L'ASSÉ EN DEHORS DE L'ÎLE : PERSPECTIVES RÉGIONALES.....	11
Introduction.....	11
Section 1 – Réalités régionales.....	12
Section 2 – Montréalocentrisme entre les assos.....	19
Section 3 – Montréalocentrisme au sein de l'équipe nationale.....	25
Section 4 – Solutions.....	28
Annexe 1 – Avis de motion Conseil des Régions.....	34
Annexe 2 – Avis de motion jumelage.....	35
Annexe 3 – Statuts et règlements du CDR.....	36
APPEL À LA FORMATION DE COMITÉS UNITAIRES SUR LE TRAVAIL ÉTUDIANT.....	40
RECUEIL DE TÉMOIGNAGES - PAR DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS RACISÉ-E-S.....	43
Introduction.....	43
La femme voilée en a marre!.....	43
Blablatage sur le mouvement étudiant blanc comme le lait!.....	44
Témoignage d'une étudiante racisée à l'UQAM.....	47
"Where are you really from?".....	49
Timide, Travailleuse, Tolérée.....	50
Blanche en dedans : accepter ses identités sans se regarder grandir.....	53
Chilienne, l'es-tu?.....	54
À mes frères et sœurs, ces colonialistes qui s'ignorent.....	56
Témoignage d'une femme racisée.....	57
ANGLOS DE CONCORDIA À L'ASSÉ.....	60
LE DÉFI DE LA DÉRÉGLEMENTATION.....	65
LES FEMMES, LE CONGRÈS FEMMES, LE FÉMINISME, LE TRAVAIL INVISIBLE ET LE SEXISME ORDINAIRE À L'ASSÉ.....	69

TEXTE DE RÉFLEXION SUR L'ISSUE DU CONGRÈS FEMMES

*Par le Comité Femmes de l'ASSÉ
(Déposé le 1^{er} novembre 2016)*

1. Issue du Congrès femmes

Lors du Congrès annuel des 25 et 26 avril 2015, nous nous sommes doté-e-s collectivement d'une instance féministe non-mixte : le Congrès femmes. Cette année, nous avons pu tenir la toute première séance lors de la fin de semaine des 26 et 27 mars. Le bilan qui en ressort est mitigé: il y a des fleurs et des pots !

D'abord, le pot. Dû à une perte de quorum, l'instance n'a eu lieu qu'une seule journée. Ainsi, nous avons commencé un peu tardivement le samedi matin, soit vers 10h30, et à quorum serré. Vers la moitié de la journée, nous avons constaté que l'absence d'une partie des délégations le jour suivant nous empêcherait d'avoir quorum toute la fin de semaine. De plus, quelques délégations devaient quitter le samedi vers 17h. Le temps en instance étant compté, nous n'avons pas pu avoir le temps de délibération idéal. À cela s'ajoute un certain manque de préparation. En effet, le nombre de propositions et de textes de réflexions envoyés à l'avance a été moindre. Peu d'associations ont pris des positions en assemblées générales et dans le cas de certaines associations, cela a pris du temps avant de confirmer ou non la participation de déléguées. Finalement, en ce temps d'instance restreint, les discussions sur une campagne ou un plan d'action féministe pour l'année scolaire à venir ont été de très courte durée.

Malgré cette note un peu amère, les fleurs. Il est important de souligner que le Congrès femmes a permis la participation de plusieurs nouvelles militantes qui assistaient à leur premier Congrès de l'ASSÉ. De plus, pour plusieurs délégations, cette participation ne s'est pas arrêtée à la simple observation, mais bien à la prise de parole. Cela est un pas de plus dans l'implication des femmes au sein de nos structures et dans le travail d'externe qui est fréquemment assumé par les hommes militants. Plus largement, la tenue du Congrès femmes a tout de même incité des associations à se doter de positions féministes ou tout de moins à en discuter en instances. Aussi, les propositions traitées ont été fort intéressantes. En effet, des discussions ont pris place en caucus sur les réalités féministes à Montréal, à Québec et dans les régions plus éloignées. Nous nous sommes également dotées de mandats pour la conception de matériel d'information féministe, pour la participation à des mobilisations féministes, et une position bien étayée contre la culture du viol. Les libellés exacts ont été envoyés sur ASSE-SUPPORT dans le résumé des mandats de l'instance.

Pour ne pas rester seulement sur une grise constatation, nous souhaitons présenter les facteurs qui ont mené à cette situation, ainsi que des pistes de solution pour le prochain Congrès femmes.

2. Critique de l'équipe élue

Pour commencer, il serait inutile de nier l'influence que le mouvement de cet automne a eu sur l'organisation des instances d'hiver. Le travail intensif de l'ensemble de l'équipe nationale a mobilisé nos énergies et nous a, visiblement, détourné de la mise en place d'un échéancier réaliste pour la session d'hiver. Avec du recul, nous pouvons dire que le désinvestissement massif d'un nombre impressionnant des élu-e-s suite à la non-grève de l'automne a transféré un nombre de tâches colossal au conseil exécutif. Ce faisant, le Congrès femmes a commencé à être préparé trop tardivement.

De plus, nous nous sommes rendu-e-s compte qu'il y avait trop d'instances à la session d'hiver, ce qui ne favorise évidemment pas la participation la plus large, surtout pour la toute première tentative de cette instance non-mixte. Ajoutons à cela la répartition des tâches au sein de l'équipe élue à l'ASSÉ: non, l'organisation du Congrès Femmes ne devrait pas être seulement la tâche du Comité femmes! En effet, le Comité femmes ayant des effectifs réduits (variant entre 3 et 2 personnes toute l'année, et alors même qu'une de ses membres venait de démissionner à la mi-mars!) et étant composé entièrement de nouvelles militantes, il ne pouvait pas se charger seul de l'entièreté de l'organisation logistique. Le reste des élues et des élus ont commencé à les aider un peu tard.

Une autre erreur de notre part a été de minimiser l'importance des congés fériés dans l'organisation d'une instance féministe non-mixte. Nous avons hâtivement pris pour acquis que le congé de Pâques ne poserait pas de problème à la présence des militantes et à l'atteinte/maintien du quorum. Malheureusement, il est apparu clair, par la suite, que c'était une mauvaise décision. Sans vouloir présumer des raisons de cela, plusieurs militantes nous ont confirmé qu'elles ne pouvaient être présentes précisément à cause du long congé de Pâques. Cette donnée devra être prise en compte à l'avenir.

3. Critique des associations étudiantes

Comme mentionné précédemment, il s'agissait d'une première expérience de congrès pour plusieurs femmes présentes la journée du 26 mars. Bien que cela se veuille formateur pour celles-ci, les dynamiques locales ont pu nuire à une préparation adéquate. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs

1) Le poste de secrétaire aux affaires externe et les tâches associées à celui-ci étant généralement occupé et effectué par les hommes, on peut facilement supposer que l'information à propos des différents débats et tension actuels au niveau de l'ASSÉ n'a pas été transmise (ou que de manière superficielle) en raison d'un désengagement de la part des militants masculin dans le processus de la préparation de congrès, soit parce qu'ils ne se sentent pas concerné par les enjeux féminisme (puisque'il ne s'agit pas d'une réalité leur étant propre) ou par malaise d'y prendre part (afin d'éviter de faire du mansplaining). Quoi qu'il en soit, le résultat reste le même, tout en ayant entraîné un travail additionnel pour les militantes femmes et féministes.

2) Peu d'associations ont réussi à tenir une assemblée générale avant le congrès femmes permettant d'adopter de nouvelles positions féministes. Est-ce parce que les enjeux féministes

sont considérés moins importants et primordiaux que les autres? Nous ne pouvons le confirmer. Notre seule certitude est qu'une fatigue militante est palpable tant au national qu'au local (pour les raisons qui ont déjà été énumérées) et qui résulte par la démobilisation des militant-e-s et de la population étudiante.

Il est à noter que nous ne voulons pas avoir la prétention de savoir avec exactitude les causes de ce manque de préparation de la part des associations locales. Nous avons également conscience que les lacunes au niveau de l'organisation du Congrès femmes par le national ont joué grandement dans le travail de réflexion. Cela dit, les impacts sur le déroulement du congrès femmes sont indéniables. Par exemple, il y a eu des moments de silence nécessitant des interventions fréquentes de l'exécutif national, du CoCo et du le Comité femmes de l'ASSÉ. De plus, peu de réflexion a eu lieu par rapport à la proposition de campagne féministe déposée par le comité femmes dans le cahier de préparation le 17 mars 2016. Arrivé au point « plan d'action » nous étions sur le point de voter sur une campagne annuel féministe sur la question de la culture du viol et des agressions sexuel dans les milieux scolaires sans avoir pris la peine de réfléchir plus profondément à la question.

4. Perspectives de solutions pour le prochain Congrès femmes :

Participation des associations locales

Afin de maximiser la participation des associations locales, nous avons pensé à une liste de solutions. Celle-ci n'est pas exhaustive. Tout d'abord, nous vous proposons d'inclure dans le calendrier une assemblée générale ou un point femmes lors de celle-ci afin de prendre des positions en vue du Congrès femmes dans les semaines précédentes. Ainsi, les femmes présentes en congrès auront une plus grande facilité lors de la prise de position et ainsi éviter la mise en dépôt systématique des propositions amenées en congrès et avoir la possibilité d'apporter des revendications et plans d'actions communs en congrès femmes. En cas de période de fatigue militante et/ou de démobilisation, il est toujours possible de demander soutient à l'équipe nationale ou à d'autres associations étudiantes.

Pour les associations où un Comité femmes est actif ou des féministes sont organisées, stimuler la participation via des textes de réflexion et des positions politiques déposés dans le cahier de préparation à l'avance. Elles peuvent proposer de l'aide aux militantes ayant moins d'expérience pour les aider dans la préparation au congrès. De plus, en collaborant et partageant nos idées aux femmes des autres associations étudiantes, on favorise la réflexion et on alimente les débats.

En ce qui a trait aux hommes, ils doivent prendre conscience qu'ils ont également une part de responsabilités et n'ont pas à agir comme si "cela ne les concerne pas" dû à la non-mixité. Pour ce qui est des hommes occupant le poste externes, il s'agit de transmettre de l'information quant au fonctionnement des Congrès, aux positions de l'association ainsi que sur les débats actuels à l'ASSÉ. Il existe toujours une tension entre être militante étudiante et militante féministe. Les femmes se retrouvent donc souvent avec cette double tâche. Être un allié, c'est

reconnaître cette division du travail et chercher à assumer des tâches invisibilisées pour soulager leurs camarades féminines.

Pour ce qui est des pistes de solutions dans l'organisation de l'instance, quelques unes ressortent.

D'abord, les dates des instances sont à revoir. À cet effet, une planification des dates des instances de l'année est de mise afin de prévoir un échéancier réalisable de leur organisation. Pour permettre une meilleure organisation et une meilleure participation des délégué-e-s, principalement des femmes, elles seraient à mieux espacer tout au long de l'année. Pour ce qui est des instances féministes, une possibilité serait de déplacer le camp de formation féministe, généralement tenu en mars, vers la session d'automne. Cela donnerait le temps de se relayer et de souffler un peu, que ce soit au local comme au national. Bien entendu, éviter les congés fériés pour une instance non-mixte est également de mise.

5. Conclusion

Pour conclure, la répartition du travail d'organisation devrait définitivement se faire différemment. Bien évidemment, ce travail doit se faire en étroite collaboration avec le Comité femmes et en incluant les autres Comités, notamment dans le support logistique, dans le contact avec les associations locales et dans l'élaboration de propositions pour stimuler les débats. Avec ces pistes de solutions, et avec l'expérience (quoique mitigée) d'un congrès Femmes, nous espérons que le congrès Femmes de l'année prochaine sera populeux, plus fécond et d'une durée de deux jours!

SUR LA PERTINENCE DE L'ASSÉ - RÉAPPROPRIATION DES MANDATS ET EMPOWERMENT DES NOUVEAUX-NOUVELLES

*Par le Comité Femmes de l'ASSÉ
(Déposé le 6 novembre 2016)*

Pour que l'ASSÉ demeure pertinente, il faut que celle-ci continue d'évoluer et de bouger, de faire preuve de dynamisme, donc. Cependant, l'ASSÉ, de par sa structure et son fonctionnement ne peut fonctionner avec un chèque en blanc donné à une quelconque bureaucratie. Il n'est pas non plus possible d'engager des gens, comme le font les fédérations étudiantes, pour effectuer toutes les tâches nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation, non seulement faute de moyens financiers, mais également dans un souci de permettre aux militants et aux militantes de s'empowerer. L'ASSÉ s'est donc doté de structures d'implication au niveau national, sous la forme des comités de travail, lesquels forment, avec le conseil exécutif de l'ASSÉ, l'équipe nationale. Cette équipe, formée de bénévoles qui donnent de leur temps gratuitement pour l'association peuvent s'assurer du bon fonctionnement de l'association, mais seulement jusqu'à un certain point. En effet, puisque l'ASSÉ est d'abord et avant tout une association fonctionnant par et pour ses membres, il apparaît problématique que celles-ci et ceux-ci remettent leur responsabilité de faire vivre l'association entre les mains d'au plus quelques dizaines de personnes.

D'abord parce qu'il apparaît plus que paradoxal qu'une poignée de personnes puissent gérer une association se revendiquant comme étant faite par et pour ses membres. Ensuite, parce que cela donne un pouvoir démesuré à cette poignée de personnes alors que l'ASSÉ est une association qui se dit la plus horizontale possible. Cette situation de concentration des pouvoirs entre quelques personnes crée par conséquent une asymétrie particulièrement dommageable dans une association qui a été conçue à l'origine pour fonctionner selon une symétrie des pouvoirs (et donc pour fonctionner de manière horizontale). Parce qu'il est impossible que l'ASSÉ puisse fonctionner seulement par le travail bénévole de quelques personnes, c'était en partie dans cette perspective que le principe d'horizontalité a été mis en place : pour que les militants et les militantes au niveau local puissent également faire vivre l'ASSÉ. Bien que cette raison expliquant l'horizontalité des pouvoirs à l'ASSÉ peut sembler à première vue simplement pratique et pragmatique, elle est également idéologique : comment peut-on demeurer conséquents et conséquents avec nous-mêmes si nous reproduisons une structure similaire à celle que l'on critique, à savoir le capitalisme et les gouvernements qui sont complices de ce système économique ?

Nous aborderons dans ce texte plusieurs enjeux qui nous apparaissent d'importance majeure pour la bonne santé de l'ASSÉ en tant qu'association étudiante syndicale devant demeurer pertinente.

Réappropriation des mandats votés en congrès par les associations locales.

Depuis quelques temps, nous remarquons une tendance à l'ASSÉ qui nous semble problématique à plusieurs égards. La première étant la difficulté ou l'absence de réappropriation des mandats votés en congrès par les associations locales. Il faut comprendre que l'Association pour une solidarité syndicale étudiante est une association qui se revendique de la démocratie participative, laquelle nécessite pour son bon fonctionnement, comme son nom l'indique de la participation des membres. Or, cette participation ne doit pas se cantonner à la prise de décision, puisque la démocratie participative implique la participation des membres à tout les moments du processus, que ce soit lors de l'élaboration de réflexions (dont le présent texte est une démonstration), de décision, notamment durant les congrès, mais également de la mise en application des décisions.

C'est pour cela que lorsqu'une décision est prise en congrès, il faut que chaque association membre votant pour cette décision le fasse en toute connaissance de ses capacités. C'est également un engagement de la part des associations qui votent, selon lequel elles s'engagent à prendre part à la mise en application des décisions prises en congrès.

Pour illustrer notre propos, nous allons prendre un exemple tiré du dernier congrès ayant eu lieu durant la fin de semaine des 8 et 9 octobre 2016 à Montréal :

Que l'ASSÉ coordonne quatre semaines de mobilisation féministe sur l'ensemble des campus des associations membres, soit les semaines du 7 au 11 novembre, des 30 janvier au 3 février, des 27 février au 3 mars et des 27 au 31 mars prochains;

Que les thèmes mis de l'avant lors de ces semaines soient respectivement les suivants:

- Le sexisme ordinaire, la division du travail, et le rôle d'allié;
- La culture du viol au sein des institutions académiques, notamment dans les événements sociaux mais aussi au quotidien;
- La nécessité de mettre en place des politiques adéquates de traitement des dénonciations et d'accompagnement des survivantes au sein des institutions scolaires;
- L'intersectionnalité des systèmes d'oppression.

Que soit produit à l'occasion de chacune des semaines par l'équipe nationale et les associations locales du matériel de mobilisation portant sur la thématique de la semaine, notamment sous la forme de tracts, affiches, textes, zines ou d'autocollants.

Puisque l'ASSÉ est, dans les faits, ce que ses associations membres veulent bien en faire, notre lecture de ce mandat est que les associations membres de l'ASSÉ vont organiser quatre semaines d'action et de mobilisation féministe. Par conséquent, il n'est pas tant question que l'équipe nationale organise la semaine d'action et de mobilisation féministe de A à Z, mais plutôt que celle-ci offre un rôle de soutien et d'aide ou encore de courroie de transmission des informations entre les associations membres qui souhaitent s'organiser, à moins que celles-ci

n'aient un autre moyen de communiquer ensemble.

Par ailleurs, rien n'est spécifié dans ce mandat par rapport aux actions qui peuvent être entreprises. Rien n'empêche une association qui ne se sent pas les moyens en terme de mobilisation pour faire, disons une manifestation, d'organiser une soirée féministe avec micro ouvert, un drop de bannière, de créer des tracts et de les tracter, de faire des affiches et de les placarder partout sur le campus, ou même de faire un mélange de toutes ou de certaines de ces activités, etc. Évidemment, la liste que nous avons donnée n'est pas exhaustive et la seule limite dans les actions possible est la créativité des militants et des militantes. L'escalade des moyens de pression, c'est également de connaître ses capacités et d'agir en fonction de celles-ci. Et si, par exemple, une association est capable de créer une certaine escalade tout au long des semaines, qu'à la première, il y ait un drop de bannière, à la seconde, il y a une soirée de micro ouvert, qu'à la troisième, il y a trois-quatre jours de conférences, et qu'à la quatrième semaine, il y a une manif'action, ça démontre que la mobilisation, ça se fait également à travers les actions de visibilité. Bref, les seules limites aux actions, outre les capacités des associations locales, sont l'étendue de la créativité de ses membres.

Or, nous avons l'impression qu'avec le mandat suivant, qui a été voté au dernier Comité de coordination qui avait lieu le 1er novembre dernier, nous nous éloignons de cette perspective d'appropriation des mandats votés en congrès par les associations locales :

Que le comité femmes et Mireille organisent une rencontre non-mixte femme de l'équipe nationale et de ses collaboratrices le 23 novembre dans un lieu à déterminer afin de coordonner les semaines de mobilisation féministe à venir.

En effet, nous croyons que cela va à l'encontre de la notion de réappropriation des mandats votés en congrès, de même que de souveraineté locale des associations. Si l'équipe nationale se mettait à organiser et coordonner les actions des associations locales, non seulement, nous craignons que cela tuerait la créativité locale, mais également nous craignons que cela ait des effets désastreux de non-empowerment des nouveaux et nouvelles militantes et des militants dans les associations locales qui en viendraient, sur le long terme, à se fier uniquement sur l'équipe nationale pour les différentes campagnes et actions. Or, ça n'est pas cela la combativité dont nous nous targuons de faire preuve dans notre organisation. Celle-ci est multiple et prend sa source dans la volonté commune de se coordonner entre les associations membres, mais de manière à ce que chacune de ces associations fasse preuve d'ingéniosité, de créativité dans leurs moyens d'action, dans une manière profondément locale d'être combatif.

De plus, encore une fois, nous craignons que cela ne crée une hiérarchie entre les gens qui sont sur l'équipe nationale et les gens qui s'impliquent dans les associations locales. Cela nous rappelle qu'une des frustrations exprimées l'an dernier, c'est notamment le fait que les enjeux locaux n'étaient pas pris en compte au sein des luttes à l'ASSÉ. Qui de mieux placés.es pour déterminer les luttes au niveau local que les militants et les militantes locaux ? La réponse à cette question est simple : personne ! Et c'est justement pour cela que les militantes et les militants locaux doivent s'approprier les campagnes et les mandats votés en congrès : puisque leurs enjeux

locaux d'un campus ou d'une association sont différents de ceux d'autres campus ou association, il est possible de s'unir sous une campagne générale, mais dans le cadre de laquelle chaque campus ou association amène ses spécificités et mobilise ses membres en fonction de ses réalités.

Comment les nouveaux-elles doivent reprendre le flambeau et s'empowerer par rapport aux anciens et aux has-been

Les nouveaux et nouvelles militants et militantes apportent du sang neuf à l'association de par leurs nouvelles idées, leurs perspective inédite des choses. Sans changer l'association de fond en comble sur ses principes fondateurs ainsi que les fondements organisationnels et structurels de celle-ci, les nouvelles militantes et les nouveaux militants sont à notre avis le futur de l'ASSÉ. Il est temps pour qu'ils et elles fassent entendre leur voix par rapport à la direction qu'elles et ils pensent que l'ASSÉ devrait prendre. Il est temps de laisser partir le spectre de 2012 et de se tourner vers les prochaines luttes à mener. Que cesse cette glorification de la mobilisation passée et que commence la mobilisation actuelle nourrie des gains et des enseignements du passé.

Sur le plan individuel, il est temps pour les nouveaux militants et les nouvelles militantes n'ayant pas vécu 2012, de cesser de se fier uniquement à la parole et à l'influence des anciens et des anciennes (que l'on nomme aussi has-been) et de développer une culture d'autonomie politique. Bien que leurs enseignements et le partage de leur vécu puisse être enrichissant, les militantes et militants d'aujourd'hui et de demain doivent pouvoir prendre des décisions, sans s'en remettre à des individus dont l'autorité informelle ne serait plus à remettre en question. Toutefois, ils et elles doivent également être en mesure de prendre des décisions de manière la plus éclairée et humble possible. Il faut donc trouver un juste milieu entre l'arrogance militante et la dépendance idéologique et intellectuelle.

L'ASSÉ EN DEHORS DE L'ÎLE : PERSPECTIVES RÉGIONALES

Ce texte a été écrit par deux membres, ainsi que quatre collaborateurs et collaboratrice du CRAMo :

Louis Paulhus (AGECD), Mireille Allard (AECSF), Billy Savoie (collaborateur, AECSF), François Desroches (collaborateur, AGECD), Olivier Gaudreau-Lacasse (collaborateur, AGEEM) et Jane Caron (collaboratrice, AGEEM).

Nous tenons également à remercier les gens qui nous ont aidé-e-s au cours de nos réflexions ou pour la révision externe.

INTRODUCTION

Le Comité ad hoc régional anti-montréalocentrisme (CRAMo) a été créé lors du congrès annuel 2016 de l'ASSÉ, dans le but d'apporter des réflexions et des pistes de solutions au congrès d'orientation afin qu'il y ait une plus grande inclusion des régions au sein de l'ASSÉ.

Il est composé de 11 personnes provenant de différentes associations régionales membres de l'ASSÉ : les associations collégiales de Mont-Laurier (AGEEM), de Valleyfield (AGECoV), de Saint-Félicien (AECSF) et de Drummondville (AGECD), ainsi que l'association facultaire de lettres et sciences humaines de l'université de Sherbrooke (AGEFLESH). Ce texte rassemble les réflexions qui ressortent des nombreuses rencontres du CRAMo au cours des derniers mois. Il se divise en quatre sections : la première section présente des réalités régionales tout en répondant à certaines affirmations qui ont été entendues dans la dernière année; la deuxième section explique en quoi consiste le montréalocentrisme entre les associations étudiantes, en prenant comme exemples le Printemps 2015, la rétention des cotisations pratiquée par les associations des cégeps St-Laurent (AECSL) et Marie-Victorin (SECMV), ainsi que l'avis de motion de la faculté des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM), qui proposait de suspendre les assos qui n'étaient pas suffisamment féministes; la troisième section parle encore du montréalocentrisme, mais cette fois au sein de l'équipe nationale de l'ASSÉ; enfin, la quatrième section présente des solutions afin de réduire la tendance montréalocentriste et d'inclure davantage les régions au sein de l'ASSÉ.

Avant de poursuivre, il est important de garder en tête que les réalités de chaque association étudiante sont différentes, que cette asso se trouve en région, à Québec ou à Montréal. Dans ce texte, nous tentons de présenter des réalités vécues par une majorité d'associations étudiantes de région, bien que celles-ci varient en intensité d'un campus à l'autre, toutes associations confondues. Toutefois, c'est l'addition de ces réalités qui fait en sorte que les assos de régions se sentent parfois, à différents degrés, mises de côté à l'ASSÉ. Le but de ce texte n'est pas d'affirmer qu'il est facile de lutter dans un centre urbain. En effet, les assos des grands centres se heurtent à des difficultés qui ne sont pas toujours partagées par les assos de région. Par contre, ce

texte se veut un step up des régions qui en ont assez que les mêmes problèmes se répètent constamment, comme le montrent d'autres textes des cahiers des mémoires des congrès d'orientation de 2005 et 2013. Il montre également la lassitude qu'ont ces assos de ne pas être écoutées, voire d'être ignorées ou décredibilisées, lorsqu'elles expriment leurs réalités. Malgré cela, et nous ne le répéterons jamais assez, notre objectif est de chercher, ensemble, des solutions afin de permettre une réelle solidarité syndicale étudiante entre toutes les associations membres de l'ASSÉ.

SECTION 1 – RÉALITÉS RÉGIONALES

1.1. « Ce n'est pas à l'ASSÉ de créer une culture militante dans les assos, c'est aux assos d'en avoir une avant de s'affilier à l'ASSÉ »

Afin de déconstruire cette affirmation, voici plusieurs exemples de réalités régionales et d'aide que peut apporter l'ASSÉ afin d'améliorer la culture militante des assos :

D'abord, les associations étudiantes membres de l'ASSÉ sont dans plusieurs cas le regroupement de gauche le plus radical de leur région. Bien qu'il soit concevable de collaborer avec des groupes tels que la coalition main-rouge, les centres de femmes, les groupes communautaires, les syndicats, etc., il reste qu'il est extrêmement difficile de développer un lien fort avec ces organisations, puisqu'elles ne se situent pas forcément à proximité du campus et qu'elles ne sont pas toujours très radicales. Bien qu'il soit tout de même possible de collaborer avec elles pour l'organisation d'événements mobilisateurs et pertinents, des différences notoires persistent, notamment en ce qui a trait à la divulgation de l'itinéraire ou à la priorisation des actions de visibilité plutôt que des actions directes.

À Montréal, les réalités sont bien différentes : les organisations et groupes affinitaires¹ radicaux sont très nombreux, offrant un éventail politique diversifié pour les étudiantes et les étudiants. Ces groupes constituent des espaces enrichissants pour les militants et les militantes qui désirent s'organiser sur des enjeux précis à l'extérieur de leur association étudiante.

Toutefois, à Montréal, il arrive assez fréquemment qu'il y ait des divisions entre les différents regroupements politiques montréalais, fractionnant ainsi la lutte dans son ensemble. Cela n'est pas du tout le cas en région. En effet, comme l'explique le texte *Trop plein drummondvillois*², les différences idéologiques sont certes présentes, mais secondaires. En raison du faible nombre de personnes de « gauche radicale », nous ne pouvons pas nous permettre de nous diviser selon nos différences idéologiques, et devons apprendre à nous serrer les coudes en étant solidaires les uns et les unes avec les autres.

Dû à un nombre restreint de militantes et de militants, nous devons être sur tous les fronts.

1 Un groupe affinitaire est un regroupement d'individus ayant des points de vue idéologiques très similaires. Ils ont souvent une taille réduite, comportant généralement tout au plus quelques dizaines de membres.

2 Ce texte se trouve aux pages 6 à 10 du cahier du congrès annuel des 23 et 24 avril 2016, disponible au lien suivant : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2016/03/cahier-version-18-avril.pdf>

Très souvent, ce sont les mêmes personnes qui siègent sur plusieurs comités afin de les garder actifs. Ainsi, il est fréquent de voir, par exemple, des femmes s'impliquer activement dans le comité femmes, le comité mob, le comité environnemental et le conseil exécutif de leur campus. Dans un tel contexte, il n'est pas toujours possible pour les personnes de déléguer leurs tâches; celles-ci doivent alors toutes les effectuer. Ce phénomène peut très bien se formaliser dans les grands centres, mais surtout lors des forts moments de démobilisation, tandis qu'en région, c'est chose courante. Notons que le portrait n'est pas complètement blanc ou noir. Par exemple, les associations étudiantes modulaires universitaires, qui regroupent parfois moins d'une centaine de membres, peuvent très bien vivre des réalités similaires. Cependant, les causes ne sont pas nécessairement les mêmes qu'en région. Par exemple, à Mont-Laurier ou à Saint-Félicien, l'association étudiante constitue un des seuls endroits pour s'impliquer politiquement, tandis qu'à Montréal, les choix sont plus variés, expliquant en partie le délaissement des associations étudiantes.

Qui plus est, faire connaître l'existence même de l'association étudiante est un enjeu principal. Le fait que les associations étudiantes régionales membres de l'ASSÉ (mis à part l'AGEFLESH) ne sont que des cégeps explique partiellement cette réalité. Considérant cela, il faut prévoir plusieurs semaines de formation et de mobilisation afin qu'un exécutif fonctionnel et une base militante combative puisse se constituer. Le travail est d'ailleurs à recommencer à chaque année, puisque le roulement étudiant est très rapide. Très souvent, cette réalité s'explique par le fait que les étudiants et étudiantes quittent leur région pour aller étudier dans les centres urbains. D'ailleurs, il arrive même qu'au début de la session, le conseil exécutif de l'association étudiante soit complètement vide, comme ce fut le cas à l'association étudiante du collège d'Alma à l'automne 2016. Les personnes qui commencent à s'impliquer sont donc souvent laissées à elles-mêmes, et l'ASSÉ peut jouer un rôle important pour les aider. D'un autre côté, à Montréal, les cégeps et les universités sont rapprochés et communiquent par un système de transport en commun. Ainsi, en moins d'une heure de transport en commun et à moindre coût, il est possible de se rendre sur la majorité des campus montréalais. Il est alors beaucoup plus facile de demeurer en contact avec les anciennes militantes et les anciens militants de son campus. Il n'est pas question ici d'idéaliser les réseaux de transport montréalais, mais bien de prendre conscience qu'ils sont différents que ceux des régions.

À l'inverse, la distance et le coût du transport contribuent à cet isolement des associations étudiantes plus éloignées. Par exemple, il est plus difficile pour les anciens et anciennes de retourner sur leur campus collégial une fois à l'université, car elle se trouve souvent à plusieurs heures de route de celui-ci³. Il est également beaucoup plus compliqué d'avoir accès à des conférencières et conférenciers puisque les contacts sont beaucoup moins nombreux et les déplacements sont plus compliqués. Conséquemment, la formation des nouveaux et des nouvelles doit parfois être prise en charge par l'équipe nationale de l'ASSÉ, entre autres avec ses tournées de formation.

À ce sujet, les camps de formations sont un excellent outil de mobilisation, en plus de

3 À Montréal, au contraire, la proximité des cégeps et des universités fait en sorte que généralement, les anciennes militantes et anciens militants peuvent facilement retourner dans leur ancienne asso et se donner des nouvelles à propos de leur campus, ce qui en vient à créer un réseau de communication informelle entre ces assos.

permettre aux militantes et militants de différents campus de tisser des liens. Ces événements sont un moyen efficace de pallier à l'isolement des associations étudiantes régionales puisqu'ils leur donnent la possibilité de se créer un véritable réseau de contacts. Ces nouvelles relations peuvent les aider de différentes manières : animer des conférences, répondre à leurs questions, collaborer dans l'organisation d'actions, etc. Ils sont aussi souvent d'excellentes sources de motivation et sont revigorants, comme pour tout militant et toute militante épuisé-e. Toutefois, afin qu'un maximum d'entre eux et elles puissent en bénéficier, il est essentiel que les camps de formations se tiennent vers la fin du mois de septembre et le début du mois d'octobre, afin qu'un conseil exécutif ait le temps de se former.

Une autre réalité qui est surtout propre aux régions plus éloignées se rapporte à l'énorme distance des instances externes. Par exemple, lorsqu'un congrès de l'ASSÉ se déroule à Montréal, certaines associations étudiantes doivent faire jusqu'à dix heures de route (aller et retour) afin d'y participer. Celles-ci sont d'ailleurs contraintes de quitter les instances plus tôt, afin d'être de retour à une heure raisonnable. Il est alors justifié pour les personnes de région d'être fâchées lorsque les associations étudiantes montréalaises arrivent une heure et demie en retard aux instances le matin. Aussi, pour les gens de Montréal, travailler le samedi et être délégué-e le dimanche, c'est quelque chose de possible, tandis qu'en région, la distance et le coût du transport font en sorte qu'aller à un congrès, c'est de dédier une fin de semaine entière à son association étudiante. Il arrive donc souvent que les délégations régionales soient moins nombreuses que celles des grands centres urbains, ce qui rend la représentation de leur asso plus difficile.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'il y a du positif!

Tel que mentionné dans le texte *Trop plein drummondvillois*, militer en région, c'est être proche de ses membres puisque le cégep ou l'université sont de plus petite taille. En faisant souvent de la mobilisation, on en vient à connaître pas mal tout le monde et à avoir un feedback constant de ce que la population étudiante pense; le sens d'une communauté étudiante prend alors toute sa forme. C'est aussi parvenir à bloquer complètement la circulation de sa communauté et attirer toute l'attention médiatique en étant seulement cinquante personnes dans les rues. C'est avoir le sentiment que nos actions ont un impact direct sur notre ville et notre région toute entière. C'est rire en voyant des flics confus ne pas trop savoir comment réagir.

Généralement, c'est également plus facile d'avoir des gains locaux, étant donné qu'il y a moins de répression interne, qu'une mobilisation de masse est plus facile et que quelques dizaines de personnes peuvent suffire pour ébranler une administration locale. En effet, les actions radicales sont plutôt rares en région, et dès qu'il y en a une un peu radicale, cela peut complètement la déstabiliser, voire lui faire peur, et ainsi mener à des gains.

Toutefois, pour renchéris sur la question posée au début de la présente section, nous croyons qu'elle peut se reformuler ainsi : **L'ASSÉ doit-elle être purement radicale ou radicalisante?**

La question n'est pas du tout facile. En effet, il existe une tension continue entre l'idée d'une association nationale plus exclusive et plus radicale dans l'application de ses principes, et l'idée d'une association nationale plus inclusive avec des principes appliqués sous la forme de compromis. Cette pression change selon les périodes de mobilisation et se place au cœur des tensions vécues au sein de l'ASSÉ. Il est donc important d'y réfléchir sérieusement. Notre implication dans des associations étudiantes régionales et au CRAMo nous a permis de développer une certaine réponse par rapport à la question.

Pour les raisons expliquées ci-haut, et ce, malgré la motivation des militantes et militants de ces campus, il peut souvent être très difficile de créer une forte culture militante dans les assos de région. Or l'ASSÉ, tout en restant critiquable, peut être bénéfique pour le mouvement étudiant dans son ensemble en fournissant énergie, ressources et connaissances aux associations membres et non-membres, à condition que ces assos mettent déjà de l'avant une culture militante avant même de prendre leur affiliation en compte. Il faut également prendre en considération que cette culture militante peut être moins forte, voire presque absente, durant certaines années ou à certains moments, pour diverses raisons et réalités propres à leur campus. Dans ces moments, l'aide et le soutien de l'ASSÉ sont d'autant plus pertinents et nécessaires.

Les campagnes nationales aident aussi la lutte à l'échelle locale, même si c'est parfois difficile de tout concilier. Elles sont un bon moyen pour les associations locales de se faire voir et de se faire connaître par leurs membres avec du matériel déjà préparé, des actions logistiquement déjà organisées, une escouade de mobilisation nationale expérimentée, etc. En effet, apprendre à mobiliser de façon efficace (comment faire du bon matériel d'information, organiser des tournées de classe, faire de la bonne mob 1 à 1...) peut être plus difficile et plus long pour certaines associations étudiantes avec moins de ressources à leur portée. C'est aussi pourquoi ces campagnes nationales doivent, dans la mesure du possible, être adaptées aux réalités de tout le monde. Il faut cependant faire attention afin que la mobilisation des associations étudiantes régionales ne dépende pas entièrement de l'ASSÉ.

En d'autres mots, l'ASSÉ doit selon nous être à la fois radicale et radicalisante. En ce sens, il faut rappeler que c'est aux associations étudiantes membres de continuellement réfléchir et de décider lorsque l'ASSÉ doit davantage mettre de l'avant ses positions radicales ou miser sur la radicalisation d'associations étudiantes moins mobilisées afin d'augmenter la force du mouvement. C'est une tension continue qui se doit d'exister, mais d'être bien gérée. Par exemple, si une association étudiante aucunement ou peu militante votait de s'affilier à l'ASSÉ, il serait tout à fait légitime pour le reste des associations membres de questionner son membership afin que l'organisation demeure combative. Cependant, il est selon nous primordial de prendre en considération les réalités énumérées dans cette section au moment de prendre ce genre de décision.

1.2. « La hausse des cotisations n'est pas nécessaire »⁴

Les associations étudiantes de région, avec les difficultés financières liées à l'éloignement géographique des grands centres et n'accueillant généralement qu'environ 1000 à 2000 membres, ont souvent de la difficulté à boucler leur budget. Cela les force à faire certains choix difficiles quant à leurs dépenses. Par exemple, l'Association générale des étudiants et étudiantes de Mont-Laurier (AGEEM), qui ne compte qu'environ 350 membres, a un budget annuel d'environ 10 000 \$; il n'est donc pas financièrement envisageable d'embaucher une permanence, ou même de posséder une imprimante. Des dépenses qui vont de soi pour des plus grosses assos peuvent ainsi devenir de véritables enjeux pour celles qui sont plus petites. À ce sujet, pour l'impression des affiches en couleur, l'Association étudiante du cégep de St-Félicien (AECSF) dépend carrément de l'administration! En effet, bien qu'elle charge un prix très bas, il reste toujours le danger qu'elle refuse soudainement ce service à l'asso, ce qui peut s'avérer très problématique. Cela s'est d'ailleurs produit durant quelques semaines l'année dernière, suite aux compressions budgétaires.

Les frais de transport sont également une dépense de taille pour les associations de région éloignée. Ainsi, pour l'AECSF, chaque transport en voiture à Montréal coûte 250 \$⁵, tandis que la location d'un autobus coûte 2000 \$. Avec seulement 950 membres et un budget annuel d'environ 38 000 \$, cette asso est parfois forcée de faire des choix déchirants quant à sa participation à des manifestations ou à des camps de formation qui se tiennent loin de son campus. Par exemple, lorsqu'elle assiste à tous les congrès et participe massivement aux camps de formation, les frais annuels de transport et d'inscription pour ces instances peuvent facilement atteindre de 2000 \$ à 3000 \$. Or la hausse des cotisations lui coûterait moins de 1500\$ par année, réduisant directement ses dépenses si elle était adoptée. La situation à l'AGEEM est encore plus marquante : la hausse proposée lui coûterait moins de 450 \$, et il ne suffirait donc que d'un transport à Québec et d'un transport à Montréal pour qu'elle soit entièrement remboursée. De plus, ces assos bénéficieraient grandement, entre autres, du plus grand budget de mobilisation, qui leur permettrait de recevoir plus de matériel et une aide plus fréquente grâce aux tournées.

À ce titre, la hausse des cotisations serait incroyablement bénéfique pour les petites associations de programme universitaires (présentement situées à Montréal et Québec), pour qui les seuls frais d'inscription aux congrès représentent une dépense majeure pouvant limiter la taille de leur délégation ou peuvent même être un obstacle à leur participation aux instances.

À la lumière de ces considérations, il nous semble urgent que la hausse des cotisations soit adoptée, afin de permettre notamment le remboursement des frais d'inscription et de transport aux instances de l'ASSÉ. La conservation d'un bon fond d'entraide nous semble tout aussi nécessaire, afin de permettre aux assos moins riches de ne pas être restreintes dans leurs luttes par des contraintes financières.

4 Plus d'informations à ce sujet peuvent être trouvées dans le texte de réflexion « L'augmentation des cotisations à l'ASSÉ : une question d'équité ». <http://www.assofxg.com/wp-content/uploads/2016/02/L'augmentation-des-cotisations-%C3%A0-l'ASSÉ-%C3%89-une-question-d%C3%A9quit%C3%A9.pdf>

5 Avec une politique de remboursement de 25 ¢/km, ce qui est une politique un peu moins généreuse que celle de l'ASSÉ, qui rembourse 20 ¢/km en plus de l'essence.

1.3. « Il faut investir davantage les conseils régionaux, c'est la solution à tout »

Comme nous l'avons expliqué plus haut, le nombre limité de militants et militantes dans les campus de région peut également provoquer un désinvestissement des conseils régionaux et ainsi les rendre inefficaces, voire contre-productifs, puisqu'ils demandent beaucoup d'énergie, de temps et d'argent aux associations.

D'abord, l'éloignement des associations régionales les unes des autres entraîne de longs et coûteux déplacements lors de la tenue de conseils régionaux. Par exemple, au Conseil régional avant-gardiste de l'ASSÉ Laval Laurentides Lanaudière (CRAALLL), 182 kilomètres séparent les cégeps de Mont-Laurier et de St-Jérôme. Alors, en plus d'impliquer un très long temps de transport (environ 4 heures pour faire l'aller-retour), ces rencontres s'avèrent très coûteuses, et cette réalité est commune à tous les conseils régionaux en dehors de Montréal et Québec.⁶

Aussi, étant donné le nombre limité de cégeps et d'universités dans une même région, les conseils régionaux n'ont souvent pas d'autre choix que de rassembler des associations plus ou moins combattives ayant des positions et une culture militante parfois très divergentes, et parfois membres d'autres associations nationales comme la FECQ. Il nous est donc nécessaire de travailler avec tout le monde si nous voulons construire un mouvement fort et performatif, car une coopération exclusive avec d'autres groupes radicaux ou associations étudiantes de l'ASSÉ ne suffit généralement pas à avoir un impact suffisant dans nos régions respectives.

De plus, la distance entre les associations peut avoir un effet sur les réalités des différentes associations d'un même conseil régional. C'est donc parfois difficile de trouver une ou des réalités communes pour faire des actions. Aussi, il arrive que certaines associations dans un même conseil régional sont à des stades de mobilisation très différents. Or, vu le nombre très limité d'associations membres d'un conseil régional, la participation de chacune d'entre elles aux actions est presque nécessaire afin que celle-ci soit une réussite. Aussi, les cégeps de région se retrouvent parfois dans des petites villes où il n'y a pas beaucoup de groupes communautaires et d'associations étudiantes à proximité; il est donc plus difficile d'organiser des actions régionales et solidaires avec ceux-ci et celles-ci.

Tous ces éléments font en sorte que les conseils régionaux en région sont bien souvent inefficaces.

Toutefois, notre but n'est pas non plus d'idéaliser les conseils régionaux de Québec et Montréal, qui eux aussi vivent des difficultés et sont composés d'associations plutôt hétérogènes. Ceux-ci ne sont pas non plus toujours actifs, et il peut s'avérer difficile d'avoir quorum lors des réunions. Cela étant dit, malgré le nombre plus élevé de membres, il leur est tout de même possible de mener avec succès et en ayant un impact fort dans leur région respective des actions sans que toutes les associations membres aient besoin d'y prendre part.

6 Par exemple, pour St-Félicien, l'association la plus proche est celle d'Alma, qui se situe à 85 kilomètres de son campus, ce qui représente 2 heures de route pour l'aller-retour.

1.4. « On parle de cet enjeu depuis plusieurs années, vous devriez être au courant »

En temps normal, une permanence peut assurer un suivi et une connaissance des enjeux connus. Néanmoins, il n'est pas possible pour toute association d'en avoir une. On le répète; mais les associations de région ont, la plupart du temps, peu ou moins de membres, alors il y a souvent moins d'exécutantes et exécutants, ainsi que moins de revenus pour l'association sous la forme de cotisations. Cela n'est donc pas toujours suffisant pour embaucher une permanence, et encore moins une permanence socio-politique! En d'autres mots, lorsque le budget est restreint, la permanence n'est plus une priorité et l'argent est dépensé ou investi ailleurs. Dans plusieurs autres cas, l'embauche d'une permanence est possible, mais financièrement très difficile. Par exemple, à Saint-Félicien, même si l'association a réussi à engager une permanence, elle ne peut lui offrir que 20 h/semaine à un salaire d'un peu plus de 15 \$/heure, ce qui ne représente qu'un salaire annuel de 10 000 \$, mais constitue tout de même plus de 25 % du budget de l'association étudiante. L'Association étudiante du cégep d'Alma (AECA), qui partage une réalité financière très semblable, est tout simplement incapable de trouver une permanence, alors qu'elle en aurait grandement besoin. De plus, dans ces circonstances, la permanence est un emploi assez précaire qui n'a pas de très bonnes conditions de travail, tout en nécessitant beaucoup de compétences pour être efficace, ce qui est plutôt ironique considérant les luttes mêmes de l'association contre la précarité.

Un roulement élevé de la base militante contribue au manque d'expérience et de connaissances de certains et certaines membres. De plus, le nombre restreint d'étudiants et d'étudiantes sur le campus fait en sorte qu'il est particulièrement difficile d'avoir un exécutif et des comités fortement investis. Cette difficulté se fait sentir dans la majorité des assos, mais lorsqu'elle est combinée à l'absence d'une permanence, la situation devient extrêmement difficile pour les quelques exécutantes et exécutants élu-e-s.

De plus, un manque de documentation et d'archives nuit beaucoup au suivi des enjeux et à l'enseignement de la culture militante dans certaines associations de région. Souvent, l'exécutif ne compte que quelques membres sans expérience, ce qui fait en sorte que les documents ne sont pas toujours gérés adéquatement et classés de la bonne façon. De plus, l'utilité et la pertinence d'archives ou de documentation peut être incomprise dans certaines associations. Qui plus est, lorsqu'il n'y a pas d'archives préexistantes, il est difficile d'en connaître l'importance et de développer une méthode d'archivage. En outre, si on veut y remédier, il n'est pas évident pour les petits exécutifs, parfois sans permanence, de trouver du temps pour comprendre comment construire de tels travaux, ou pour la rédaction ou le classement de ceux-ci, surtout dans un contexte où les membres sont déjà sur tous les fronts. De tels documents bien identifiés et classés dans les associations de régions seraient aidants et pourraient accélérer l'assimilation d'informations essentielles et pertinentes. Celles-ci pourraient donc s'informer sur d'autres sujets ou enjeux plus rapidement, arriver mieux préparées aux instances, débiter des projets et être des militants actifs et des militantes actives plus rapidement dans leur association respective.

Un manque de suivi de la part de l'exécutif local de ce qui se passe en dehors de son association, souvent dû aux réalités énumérées précédemment, mène à un manque de préparation

aux instances. Les congrès et camps de formation sont souvent les seuls moments qu'ont les délégations pour établir des contacts avec les autres associations membres. Ce sont aussi généralement les meilleurs moments qu'elles ont d'avoir accès à des connaissances historiques sur l'ASSÉ, leur association ou le mouvement étudiant. Il est trop souvent attendu de ces associations étudiantes de région qu'elles comprennent et connaissent les enjeux traités dès le départ, alors que pour celles-ci, les premières instances servent souvent de moments d'apprentissage, et il est parfois difficile pour elles d'en être conscientes et d'y être pleinement préparées. Elles arrivent souvent à leur premier congrès en ne sachant pas à quoi s'attendre et en ne connaissant pas les faits et enjeux traités, souvent discutés dans des congrès antérieurs, tout autant qu'elles ne connaissent pas très bien les règles et procédures encadrant le fonctionnement et le déroulement de ces instances. Le manque de ressources et de documentation, l'absence de permanence, le roulement de l'exécutif et l'exécutif réduit, qui forcent souvent les exécutantes et exécutants à s'occuper de tout dans leur association, n'y est sans doute pas étranger. C'est pourquoi les enjeux dont il est question lors des premiers congrès, par exemple, ne sont souvent appris et compris qu'une fois sur place.

Malheureusement, les associations ne peuvent pas non plus compter sur leur participation à toutes les instances pour s'informer et se tenir au courant. Il peut aussi être effrayant pour des nouvelles exécutantes et nouveaux exécutants de rencontrer des militantes et militants plus expérimenté-e-s, souvent par peur de se faire juger, par exemple sur le fait que son association n'est pas très active, ou encore d'aller à un premier congrès en ne sachant pas du tout à quoi s'attendre. En outre, une fois sur place, il peut être difficile de participer activement aux discussions ou de s'inclure puisque les assos de région peuvent se sentir loin des dynamiques du congrès. On pense par exemple aux gens de Montréal qui se connaissent souvent déjà et ont l'habitude de se côtoyer et de se croiser dans d'autres contextes.

Lorsqu'il nous est reproché de ne pas être au courant des enjeux discutés plusieurs mois, voire années plus tôt, toute prise de parole devient encore plus difficile, de peur que nos interventions puissent être trouvées stupides. Bien sûr, nous sommes conscients et conscientes qu'une bonne préparation au congrès est essentielle afin d'assurer son bon déroulement, mais nous croyons également que les assos devraient faire preuve d'une certaine indulgence lorsqu'une telle préparation n'est tout simplement pas possible.

SECTION 2 – MONTRÉALOCENTRISME ENTRE LES ASSOS

Dans les deux dernières années, certains événements nous ont montré la force du montréalocentrisme au sein de l'ASSÉ. En fait, nous analyserons différents éléments qui constituent à notre sens des manifestations du montréalocentrisme entre les assos à travers trois événements particuliers : le Printemps 2015, la rétention des cotisations du SECMV et de l'AECSL, et l'avis de motion de l'AFESH classifiant les assos selon leur féminisme.

Bien que ces sujets soient délicats et maintenant choses du passé, le congrès d'orientation nous semble une bonne occasion pour faire un retour sur ceux-ci et tenter d'en ressortir des apprentissages pour la prochaine campagne de grève, ainsi que des solutions aux problèmes

soulevés par les associations concernées. Par l'analyse de ces situations, nous souhaitons faire ressortir des comportements montréalocentristes que nous dénonçons.

Printemps 2015

Avant de procéder à l'analyse des événements du Printemps 2015, voici un résumé que nous souhaitons le plus objectif possible de ceux-ci. Cette campagne a surtout été lancée par quelques associations facultaires de l'UQAM à l'automne 2014, notamment avec l'invitation sur assé-support de l'asso des sciences humaines (AFESH) à former des comités Printemps 2015. L'idée s'est rapidement propagée à Montréal, mais très peu en région. Au congrès d'octobre 2014, l'ASSÉ a adopté un mandat d'appeler à la création de comités du genre⁷. Toutefois, elle n'a jamais adopté de plan d'action clair ayant pour but de faire la grève générale reconductible (GGR) au printemps, l'amendement appelant en ce sens ayant plutôt été rejeté à majorité au congrès de février 2015⁸. Au final, le mouvement est très peu sorti de Montréal, car seules quelques assos de programme universitaire de région ont réussi à s'y joindre, mais pour deux semaines seulement. La très forte répression, faite autant par la police que les administrations universitaires et collégiales, ainsi qu'un texte appelant à un « repli stratégique » par le conseil exécutif de l'ASSÉ, ont fortement contribué à mettre fin au mouvement après moins de deux mois. Il s'en est suivi une forte démobilitation de la plupart des assos ayant participé à cette grève. Cette démobilitation s'est particulièrement fait sentir à l'automne dernier, alors que l'ASSÉ avait adopté une campagne annuelle de grève générale contre l'austérité et l'exploitation d'hydrocarbures, avec la fonction publique qui était en négociation de convention collective. Dans plusieurs campus, elle se fait encore sentir aujourd'hui.

Maintenant, nous analyserons ces événements d'un point de vue régional. Nous croyons que si le mouvement est très peu sorti de Montréal, c'est d'une part car il est plus difficile de faire la grève dans les cégeps de région, étant donné les réalités régionales expliquées au début du texte, et d'autre part car le mouvement s'est construit à Montréal et très peu d'efforts ont été faits pour y inclure les régions. En effet, mis à part quelques courriels sur ASSÉ-support, il y a eu très peu de contacts entre les comités printemps 2015 et les assos prévoyant faire la grève, et les autres assos moins mobilisées. En fait, les principaux contacts, qui ont eu lieu au printemps, nous ont semblé avoir surtout pour but de nous inciter à adhérer à la campagne de grève, qui avait été construite à Montréal sans vraiment nous y inclure, et sans qu'il y ait en retour une écoute sur nos réalités locales.

Un cas flagrant s'est produit à Valleyfield. Alors que l'asso cherchait à mobiliser ses membres afin de voter une journée de grève le 2 avril, soit le jour de la manifestation nationale de

7 Extrait de la position adoptée lors de ce congrès : “[...] Que l'ASSÉ fasse la promotion de cette campagne auprès des syndicats, associations étudiantes et groupes communautaires et que l'on appelle à la formation de comités Printemps 2015 dans l'ensemble des institutions d'enseignement et lieux de travail du Québec; [...]” La position complète telle qu'adoptée se trouve au lien suivant : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2014/10/resume-des-mandats-congres-des-25-et-26-octobre-2014.pdf>

8 L'amendement en question se lisait comme suit : “Que l'ASSÉ mobilise toutes ses énergies et ses ressources à supporter les tentatives de grève au niveau local, lequel représente dans les conditions actuelles le seul détonateur possible d'une grève générale.” Le procès-verbal de ce congrès se trouve au lien suivant : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/document/congres-21-22-fevrier-2015/>

l'ASSÉ, des membres d'un comité Printemps 2015 sont débarqué-e-s sans avertissement sur le campus et y ont fait de la mobilisation pour la grève générale illimitée. Cela a complètement détruit les efforts de mobilisation de l'AGECoV pour la journée de grève, car les membres croyaient alors qu'on leur avait menti et que la journée de grève cachait la GGI. La journée de grève a donc été battue, et une démobilitation du campus s'en est suivie. Nous ne pouvons évidemment pas mettre le blâme de cet événement sur l'ensemble du mouvement du printemps 2015, mais ce cas n'est pas le seul exemple de mobilisation malaisante faite dans un cégep de région. Par exemple, à Drummondville, pendant le camp de formation hivernal de l'ASSÉ, les agentes et agents de sécurité ont été attaqué-e-s en plein milieu de la nuit en se faisant lancer des chaises à partir du 2e étage, et des barricades ont été montées à l'intérieur du cégep. Plusieurs classes et salles de bain, ainsi que le local de l'association étudiante, ont été vandalisé-e-s. Par le passé, l'AGECD s'était fait reprocher par des membres des comités Printemps 2015 de ne pas avoir de revendications assez radicales car elle menait une campagne de mobilisation locale pour contrer les coupures dans la bibliothèque de son cégep au lieu de mobiliser pour la GGI. De l'affichage massif pour la grève du printemps 2015 a également été réalisé au cours de ce camp de formation, et cela a d'ailleurs été le seul moment où des militants et militantes de Printemps 2015 se sont déplacé-e-s à Drummondville. Ainsi, alors qu'il y avait une ouverture de la part de l'AGECD face à la campagne Printemps 2015, le fait que les seuls contacts avec les comités printemps 2015 aient été ceux énumérés plus haut ont plutôt entraîné une fermeture de la part de celle-ci. D'une manière générale, toutes ces tentatives de communication avaient pour but de convaincre les assos de région de rejoindre le mouvement sans vraiment écouter ce qu'elles avaient à dire, ce qu'on ne peut finalement pas vraiment considérer comme de la communication!

Toutefois, ce ne sont pas que les comités printemps 2015 qui sont à blâmer. En effet, cette année-là, le conseil exécutif de l'ASSÉ n'a pas non plus fait beaucoup d'efforts afin de communiquer avec les assos membres, et cela s'est particulièrement fait sentir pour les assos de région qui, étant isolées, n'ont pas vraiment d'autres assos à proximité avec qui communiquer pour se tenir au courant. De plus, malgré son mandat invitant à la création de comités Printemps 2015, l'exécutif n'a pas non plus communiqué avec les assos sur ce point (d'ailleurs, comme cela a été montré dans son texte *Retour sur la mobilisation du printemps*⁹, il souhaitait au contraire repousser la grève à l'automne, sans pour autant consulter les assos de région). Par contre, cela restait son seul mandat, et il n'a jamais été décidé en congrès que l'ASSÉ se lance dans une campagne de grève générale illimitée au printemps. Cela nous semble d'ailleurs problématique, car le congrès est l'endroit pour décider ce genre de choses! En effet, bien qu'il y ait en pratique des rapports de domination entre certaines assos de Montréal qui ont un « statut historique » et les assos de région en congrès, cette instance permet d'entendre les réalités de tout le monde, sans laisser Montréal décider seule du mouvement.

Il y a également eu la destitution du conseil exécutif au congrès annuel, destitution qui se discutait depuis un certain temps à Montréal, mais pour laquelle certaines assos de région n'étaient que très peu, voire pas du tout au courant! Par exemple, le délégué de St-Félicien n'a appris qu'au congrès, en voyant les discussions se dérouler sous ses yeux, que cela se discutait

9 Ce texte se trouve aux pages 3 à 6 du cahier du congrès des 4 et 5 avril 2015, disponible au lien suivant : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/document/congres-des-4-et-5-avril-2015/>

depuis un certain temps déjà. Pour un enjeu aussi important, il aurait été essentiel, dans une perspective d'inclusion, de s'assurer que toutes les assos soient au courant et puissent au moins en discuter en exécutif, que ce soit en faisant une tournée d'appels ou, au minimum, en en parlant sur ASSÉ-support ou en envoyant une proposition à cet effet en avance.

Rétention des cotisations

Cette exclusion des régions s'est poursuivie à l'automne, avec la rétention des cotisations faite par le Syndicat étudiant du cégep de Marie-Victorin (SECMV), situation qui faisait en fait suite à des tensions découlant du printemps. Aujourd'hui, cela nous paraît évident, mais sur le coup, nous ne comprenions pas du tout la situation. En effet, ayant été exclu-e-s des dynamiques montréalaises du printemps, nous ne pouvions pas comprendre dans quoi cela s'inscrivait. De plus, la seule information que nous avons alors reçue était la proposition adoptée en assemblée générale par l'association, suivie d'un texte de réflexion qui nous est parvenu quelques jours plus tard. Aussi, la décision de se positionner contre la hausse des cotisations et de suspendre ses cotisations pour les envoyer au CRAM était extrêmement montréalocentriste. Effectivement, les cotisations que reçoit l'ASSÉ sont un des éléments essentiels lui permettant d'appliquer ses mandats et de construire la solidarité syndicale étudiante qu'elle défend. Par ailleurs, cette aide financière lui est en majorité fournie par les assos montréalaises, étant donné qu'elles sont généralement plus populeuses, mais bénéficient en majorité aux assos de région, que ce soit par la distribution de matériel d'information que certaines petites assos de région n'ont pas d'argent pour produire; par les tournées de mobilisation pour lesquelles le transport est particulièrement coûteux (alors qu'il est presque nul à Montréal); ou encore directement à l'aide du fond d'entraide.

De plus, le principal argument du SECMV pour s'opposer à la hausse des cotisations était que la diminution de moitié du fond d'entraide éliminait les effets positifs de la hausse des cotisations, tel que le remboursement des frais d'instance. En effet, selon l'association, même les assos bénéficiant le plus du remboursement des frais d'instance seraient perdantes dans le processus, car elles devraient payer plus que ce qu'elles recevraient au final. Or, cet argument a été donné par le SECMV pour légitimer complètement ses actions, alors qu'il n'a à aucun moment consulté les assos concernées par ces mesures afin de se faire une idée là-dessus. Si l'association l'avait fait, elle aurait réalisé que pour plusieurs petites assos éloignées, comme cela est expliqué précédemment, le simple remboursement des frais d'instance lui rapporterait plus d'argent que ce qu'elle devrait déboursier.

Puis en février, l'association étudiante du cégep de St-Laurent (AECSL) a elle aussi décidé de retenir ses cotisations, cette fois jusqu'à ce que « toutes les associations dites membres de l'ASSÉ [aient] adopté des mandats et des pratiques concordant avec les principes de base de celle-ci, principalement les féminismes ». Elle a également ajouté une deuxième condition, soit la même revendication que le SECMV sur la « décentralisation du pouvoir exécutif à l'ASSÉ ».

Avant de parler des revendications en soi, il nous apparaît essentiel de parler de la rétention des cotisations. Cette décision a comme conséquence très importante de forcer une composante

marchande dans les débats en congrès. En effet, les deux associations en question sont des plus nombreuses parmi les membres de l'ASSÉ. Le montant d'argent que représentent leurs cotisations annuelles est donc substantiel. Pendant ce temps, les plus petites associations (les associations des modules universitaires, ou encore les assos de petits cégeps, généralement en région), se voient privées de moyens financiers qui leur seraient utiles dans une perspective de mobilisation, par exemple! Cela fait en sorte que les associations qui retiennent leurs cotisations, de par leur taille supérieure et leurs moyens financiers élevés, exercent un poids politique sur les petites associations dans le but d'arriver à leurs fins politiques qui, de plus, sont obscures dans ce cas-ci. Également, comme cela est expliqué dans la section sur la pertinence de la hausse des cotisations, ce sont les associations étudiantes de régions qui ont généralement le plus de besoins financiers.

Les revendications ayant mené à la rétention des cotisations nous semblent également problématiques. Premièrement, la demande de « l'ouverture du pouvoir exécutif à l'ASSÉ » était très floue, et faisait référence à des débats ayant eu lieu durant le printemps pour lesquels, comme nous l'avons expliqué précédemment, plusieurs associations étudiantes de région ne comprenaient pas et n'avaient pas été incluses (pensons à la destitution de l'exécutif, par exemple). En plus de ne pas être claire, le genre de débat théorique qu'entraînait cette décision ne touchait pas vraiment les assos de région. En effet, comme cela est expliqué dans la section suivante, l'exécutif de l'ASSÉ est presque toujours composé uniquement de militantes et militants de Montréal. Également, et c'est en grande partie ce qui a mené à la suspension des deux assos ayant retenu leurs cotisations, pendant que toute l'attention était tournée vers ces deux assos et leurs revendications floues, la lutte était paralysée et aucun plan d'action n'émanait des congrès de l'ASSÉ. Or, en région, les militants et militantes sont tellement peu nombreux et nombreuses que la majorité de nos énergies sont tournées vers la lutte, qu'elle soit locale, régionale ou nationale. L'énergie, les ressources et le temps nous manquent souvent pour nous lancer dans des réflexions théoriques sur ce genre d'enjeu. Nous ne disons pas que ces réflexions ne sont pas pertinentes, mais plutôt que lorsqu'elles sont amenées, elles devraient d'abord être accompagnées de solutions et de propositions concrètes, et qu'elles ne devraient pas prendre trop de place dans les instances régulières, par exemple en allant jusqu'à nous enlever le temps de nous organiser au travers d'un réel plan d'action. Bien que ces enjeux puissent s'avérer pressants, le congrès d'orientation nous semble sur ce point être un bon moment pour aborder ces enjeux de fond. En effet, ce type d'instance, notamment grâce aux textes de réflexion qui la précèdent et aux discussions qui ne portent que sur le fonctionnement de l'ASSÉ, permet de prendre le temps de se pencher sur ces questions.

Avis de motion de l'AFESH¹⁰

La question du féminisme, beaucoup plus délicate, a également été amenée à notre sens d'une manière problématique. Avant tout, nous tenons à préciser que nous ne nions pas que certaines associations membres de l'ASSÉ ne respectent pas, de par leurs positions, revendications et pratiques féministes, les statuts et règlements de l'ASSÉ, et cela est fort

10 L'avis de motion en question se trouve à la page 10 du procès-verbal du congrès des 20 et 21 février 2016, disponible au lien suivant : www.asse-solidarite.qc.ca/document/congres-des-20-et-21-fevrier-2016/

déplorable. Toutefois, la façon dont le problème a été combattu, d'abord par l'AECSL, puis par l'AFESH, nous semble problématique. D'abord, nous déplorons l'approche de l'AECSL qui consistait à couper les vivres à des associations qui auraient pu, au contraire, bénéficier de cet argent pour organiser des événements féministes ou diffuser du matériel de mobilisation féministe. Également, le fait de cibler, d'une certaine façon, toutes les assos membres de l'ASSÉ, au lieu de désigner seulement les quelques assos réellement problématiques, mettait en place une attitude répressive à l'endroit des assos membres, au lieu de créer une solidarisation entre elles, ce qui aurait permis d'aider à la mobilisation féministe sur plusieurs campus.

La réponse de l'AFESH, avec son avis de motion qui attaquait plus de la moitié des associations membres de l'ASSÉ pour leur prétendu manque de féminisme, le tout accompagné d'une menace de perte de statut de membre pour ces assos, est venue amplifier cette attitude répressive. De plus, cette catégorisation a été faite d'une manière très abstraite ne considérant pas les réalités régionales, en plus d'être faite sans avertissement. Elle a également été faite par une association de Montréal pleine de capital politique, à l'encontre d'assos étant majoritairement en région. En effet, en région, presque tout est à faire en matière de lutte féministe. Ce sont généralement les quelques militantes qui s'impliquent déjà dans le conseil exécutif de leur asso et dans le comité mob de leur campus, qui doivent porter leur comité femmes et la mobilisation féministe à bout de bras. Encore une fois, cela peut se produire à Montréal également, mais le phénomène a un caractère plus systématique en région. De plus, tout est à organiser : il n'y a pas vraiment de possibilité de se joindre à une conférence ou à une manifestation féministe à proximité de son campus, et lorsque c'est possible, ces activités présentent presque toujours une vision libérale du féminisme. Tout cela, combiné au fait qu'il y a définitivement moins de ressources féministes en dehors des grands centres, rend cette lutte déjà difficile encore plus complexe à mener.

Encore une fois, il est vrai que certaines associations sont réellement problématiques, mais c'est justement celles-ci qu'il faudrait, dans un premier temps, tenter d'aider dans une perspective solidaire et, si l'on constate que l'association n'a réellement pas de volonté à adopter des positions, revendications et pratiques féministes ou si, pire, elle a des comportements antiféministes, alors il devient légitime de lui retirer son statut de membre. Mais cela devrait être fait en dernier recours et, surtout, ce dernier recours ne devrait cibler que les associations réellement problématiques. L'avis de motion de l'AFESH, en ciblant beaucoup trop d'assos, a plutôt eu pour effet de réduire, voire de mépriser le travail (souvent déjà invisibilisé) que font les femmes sur leur campus, sous prétexte qu'il n'était pas assez radical, ou simplement insuffisant.

Nous comprenons tout à fait que la problématique du manque de féminisme à l'ASSÉ n'est pas nouvelle et que plusieurs militantes sont tannées que certaines assos ne fassent pas d'efforts pour être plus féministes et que leurs propositions soient mises en dépôt, mais ce n'est pas à Montréal de dicter aux assos membres comment être féministes. De plus, plusieurs militantes de région sont également fâchées par ce manque de féminisme et tentent d'agir en conséquence, mais cela est incroyablement frustrant pour elles de voir leur travail être complètement passé sous silence par des assos montréalaises plus radicales.

Et pour terminer, nous tenons à citer le conseil exécutif de l'AECSF qui, dans son texte *De l'exclusion à l'union*¹¹, diffusé en février 2016, exprimait très bien le sentiment qui ressort de cette section : « *C'est plus difficile d'amener des idées radicales en région. Donc, il faut que les assos plus mobilisées l'acceptent et aident les assos de région à faire de la mob sur ces enjeux au lieu de les blâmer lorsqu'elles s'abstiennent sur des positions plus radicales, faute de mandat. Car l'ASSÉ devrait permettre une solidarité entre les assos, ce qui implique que les plus grosses assos et les assos plus mobilisées aident les assos plus pauvres et moins mobilisées. Ces plus grosses assos vont finir par en bénéficier, car les étudiant-e-s et les militant-e-s ayant passé par les cégeps de région vont finir par se rendre (souvent) dans les grands centres et les plus grosses assos. [...] Il nous semble totalement légitime que des associations étudiantes plus combatives comme l'AECSL et le SECMV puissent vivre des frustrations en constatant le plus faible niveau de mobilisation de certaines associations membres de l'ASSÉ, notamment celles situées en région. Par contre, au lieu de se refermer et de les menacer, elles devraient les inclure et les aider à atteindre un niveau de mobilisation plus élevé, même si cela peut être long. C'est en étant uni-e-s et fort-e-s que nous obtiendrons des gains concrets et significatifs.* »

Ce qui ressort notamment de ces événements, c'est la grande importance qui est accordée à certaines assos ayant un "statut historique" qui leur est reconnu grâce à leur forte implication dans plusieurs campagnes, ainsi que leur haut niveau de mobilisation. Or, les assos détenant ce statut sont toutes populeuses et situées à Montréal, ce qui n'est pas un hasard. Pendant ce temps, les assos de région, qui sont pour la plupart membres de l'ASSÉ depuis seulement quelques années et ont plus de difficulté à mobiliser leur campus, sont laissées de côté et ne sont pas écoutées à leur juste valeur.

SECTION 3 – MONTRÉALOCENTRISME AU SEIN DE L'ÉQUIPE NATIONALE

L'équipe nationale de l'ASSÉ est une source d'aide des plus importantes pour briser l'isolement des associations étudiantes. Malgré tout, cette structure n'est pas épargnée par les dynamiques montréalocentristes.

Représentation régionale sur l'équipe nationale

Tout d'abord, les régions sont très peu représentées sur l'équipe nationale, et particulièrement au sein de son conseil exécutif. Ce qui peut expliquer cette dynamique est que le temps d'implication et les formations nécessaires pour se lancer sur le national dépassent souvent la durée du parcours « ordinaire » de 2 ou 3 ans du collégial. Bien souvent, les cégeps de région forment donc des *supermilitantes* et des *supermilitants* qui finissent par s'impliquer sur l'équipe ou l'exécutif national seulement lorsqu'ils et elles sont arrivé-e-s à Montréal pour poursuivre leurs études. En d'autres mots, les cégeps de région sont des « fermes à supermilitants et supermilitantes » pour l'équipe nationale et les associations étudiantes universitaires.

11 Ce texte se trouve aux pages 34 à 37 du cahier du congrès des 20 et 21 février 2016, disponible au lien suivant : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2016/01/cahier-version-finale.pdf>

Une autre raison pour laquelle il y a peu de militantes et militants de région sur l'équipe nationale est qu'ils et elles ont peu d'incitation à y aller. En effet, bien qu'il arrive qu'il y ait des militantes et des militants de région qui profitent de la poursuite de leurs études à Montréal pour se lancer à ce moment sur l'équipe nationale, très peu de personnes sont généralement au courant de leur expérience militante de région. Il est donc difficile pour de possibles militants et militantes hors Montréal de se lancer sur l'équipe nationale s'ils et elles sentent que peu ou pas de gens partagent leurs réalités régionales. Également, les dynamiques dont il va bientôt être question ne les encouragent pas à rester sur l'équipe nationale.

Représentation régionale sur l'exécutif national¹²

La charge de travail de toute personne sur le conseil exécutif l'ASSÉ est très importante, et suffit à décourager beaucoup de personnes voulant s'y lancer. Toutefois, venir d'une région vient compliquer les choses. D'abord, la majorité des membres de l'ASSÉ en région sont des cégeps. Ceux-ci, au contraire des universités, vont bien souvent avoir des horaires étalés, qui font en sorte qu'il est très difficile d'avoir plus d'une journée de libre pour les réunions d'exécutif sans rater de cours. Par exemple, aller à une réunion de l'exécutif entre deux cours est possible lorsque l'on vit à Montréal, mais pas lorsqu'on est en région. En effet, les temps de transports deviennent alors très importants. Également, l'accessibilité du transport en commun est loin d'être acquise dans toutes les régions où l'ASSÉ est présente, et il est faux d'affirmer que tout le monde en région possède une voiture. De plus, les transports s'avèrent très coûteux pour l'ASSÉ, qui ne pourrait tout simplement pas se permettre de payer chaque semaine les déplacements de plusieurs exécutants et exécutantes provenant de régions différentes. Ainsi, pour une personne provenant d'une région éloignée, comme le Saguenay-Lac-St-Jean, il est impossible de faire des aller-retours hebdomadaires pour participer aux rencontres d'exécutif, car cela, en plus de ruiner l'ASSÉ, serait beaucoup trop épuisant. Même si *Skype* pourrait s'avérer une solution, les tâches de la plupart des postes de l'exécutif doivent être accomplies à Montréal, (par exemple, les finances qui doivent être faites au bureau de l'ASSÉ, et les rencontres des groupes externes dont est membre l'ASSÉ qui se déroulent presque toutes à Montréal). Également, la participation à des réunions en étant la seule personne à distance deviendrait rapidement très pénible et cela serait probablement peu motivant. Les militantes et militants de région ayant la volonté et le potentiel d'être sur l'exécutif doivent donc souvent se contenter de se lancer dans un comité de l'équipe nationale, avant de potentiellement continuer leurs études à Montréal et d'aller à ce moment sur l'exécutif.

Le principe de *Gang*

Vu la grande quantité de tâches effectuées ensemble et leur proximité géographique, une bonne partie de l'équipe nationale devient ce que l'on pourrait qualifier de *gang*. La proximité individuelle des élu-e-s n'est pas mauvaise en soi et aide à avoir une efficacité accrue dans la réalisation des mandats. Le problème avec cette dynamique est qu'elle mène à une certaine

¹² L'exécutif national est composé d'un maximum de 9 personnes élues à différents postes par le congrès, alors que l'équipe nationale, mentionnée dans les paragraphes précédents, est formée des membres des différents comités de l'ASSÉ (également élu-e-s en congrès, mais pour lesquels il n'y a pas de nombre maximal de postes), ainsi que du conseil exécutif.

exclusion des militants et militantes de région, qui ne peuvent bien évidemment pas *aller à la bière* à Montréal, surtout quand cette bière (ou toute autre activité) est improvisée avec un très court préavis. Et, vu qu'habituellement le nombre d'élue-s hors Montréal est plutôt restreint, très peu de démarches vont être faites pour les inclure dans ces activités sociales informelles. Pour briser cette exclusion des régions au sein de l'équipe nationale, il faudrait penser à l'organisation d'événements rassemblant l'ensemble de ses membres. Par exemple, au début de l'été¹³, il y a généralement la formation des élu-e-s de l'équipe nationale. Continuer à faire ces ateliers avancés et des événements pour rassembler l'équipe nationale permettraient une meilleure inclusion. Cependant, et étonnamment, très peu de personnes de Montréal étaient présentes lors de la dernière formation des élu-e-s, alors que cette formation avait lieu à Montréal. Si on veut que cette solution fonctionne, il faut que les élu-e-s de Montréal s'y investissent autant que les personnes hors Montréal.

La proximité des membres de l'équipe nationale de Montréal et l'effet de gang pourraient contribuer à la centralisation de l'information de l'avancement des tâches dans les mains des personnes vivant à Montréal. Les personnes de région pourraient donc se retrouver sans toutes les informations nécessaires pour avoir une vue d'ensemble de l'ASSÉ. Pour remédier à cela, l'équipe nationale utilise le logiciel de travail *Podio*, qui permet une gestion des tâches adéquate et horizontale, peu importe l'emplacement géographique. Au début du mandat 2016-2017, les espaces *Podio* des différents comités et conseils ont été restreints aux membres des comités et conseils en question. Seul le conseil exécutif avait accès à tous les espaces de travail. Les membres d'un comité ne pouvaient donc pas voir ce que faisaient les autres comités, ce qui rendait plus complexe la collaboration inter-comités, collaboration qui est pourtant essentielle. Il a fallu attendre un mois, au Conseil de Coordination (CoCo), pour faire rouvrir les espaces *Podio*. Ils ont été rouverts suite à un CoCo haut en émotion, où de forts débats ont eu lieu sur la question. Nous avons remarqué que lors du vote sur la proposition, les délégations originaires de Montréal ont voté contre celle-ci, et les délégations hors Montréal ont voté pour, ce qui ne semble pas un hasard. Une possible explication de la situation 'est que les élu-e-s de Montréal n'ont pas besoin que tous les espaces des comités et conseils soient ouverts pour savoir ce qui se passe sur l'équipe nationale, alors que les élu-e-s hors Montréal en ont besoin. Malgré tout, le problème du partage de l'information au sein de l'équipe nationale est désormais affaire du passé, mais le maintien du logiciel *Podio* est primordial pour la continuation des bonnes dynamiques qu'il y a maintenant sur l'équipe nationale.

Les groupes affinitaires

Beaucoup de groupes affinitaires et organisations de gauche sont présents et présentes à Montréal. Le fait de se regrouper de manière affinitaire est bien en soi, et nous comprenons très bien que cela fait du bien de *jaser de l'ASSÉ* avec des gens partageant nos opinions. Toutefois, ces dynamiques deviennent dangereuses lorsque ces groupes tendent à se formaliser. En effet, des groupes affinitaires institutionnalisés vont ramener leurs discussions tenues en vase en clos dans les instances de l'ASSÉ. Il devient alors très difficile pour les personnes n'ayant pas pu participer aux discussions préalables de modifier les idées et les propositions amenées par les membres

13 Il est d'ailleurs envisagé que ces formations aient à l'avenir lieu en début et milieu de mandat.

organisés de ces groupes. Ces discussions retirent donc une partie du processus décisionnel des instances de l'ASSÉ. De plus, l'institutionnalisation de tels groupes affinitaires fait en sorte que ces dynamiques et ces groupes perdurent dans le temps, en devenant ainsi des acteurs politiques permanents à l'ASSÉ, sans redevabilité ni reconnaissance institutionnelle, rendant impossible tout encadrement de ceux-ci. Cela constitue à nos yeux du montréalocentrisme, car les groupes affinitaires qui causent des problématiques au sein de l'ASSÉ évoluent presque uniquement à Montréal. En effet, réussir à rejoindre un groupe affinitaire en n'étant pas géographiquement proche (dans la même ville) est presque impossible, ce qui fait en sorte que les discussions qui ont lieu en cercle clos dans ces groupes s'avèrent inaccessibles pour les militantes et militants de région.

Bien que ce ne soit pas une solution parfaite, ce qu'il est possible de faire pour contrer leur présence, parfois trop importante, est d'inviter les militantes et militants hors Montréal à investir l'équipe nationale. Le but ici n'est pas de vider les assos locales de leurs militants et militantes les plus expérimenté-e-s, mais bien que les personnes qui croient avoir les capacités et l'expérience nécessaires pour être sur le national n'hésitent pas à s'y présenter. Un investissement régional des structures permettrait de réduire la présence des groupes affinitaires à l'intérieur de l'ASSÉ, et ainsi diminuer les tensions entre ceux-ci. En effet, lorsqu'un conflit éclate entre deux groupes affinitaires présents à l'ASSÉ, ces conflits y sont souvent transposés, et c'est très difficile pour les personnes hors Montréal de bien comprendre la situation. Sur une note plus positive, le début du mandat 2016-2017 a vu une majorité de militantes et de militants de l'équipe nationale provenir de régions hors Montréal. Par leur nombre, les militants et militantes de régions hors Montréal ont obligé et rendu incontournable un réinvestissement des structures de l'ASSÉ, telles le CoCo, ce qui est nécessaire à son bon fonctionnement.

SECTION 4 – SOLUTIONS

Bien qu'il n'existe pas de solutions miracles afin d'éliminer le montréalocentrisme, nous avons pensé à plusieurs solutions qui pourraient, nous l'espérons, l'atténuer considérablement, en plus de bénéficier à toute l'organisation nationale. La plupart impliquent surtout de faire attention à certains éléments particuliers et d'adopter certaines pratiques plus inclusives vis-à-vis des régions, mais une de nos solutions implique des modifications importantes aux statuts et règlements de l'ASSÉ. Nous espérons que ces solutions feront l'objet de discussions en congrès, et qu'une suite y sera donnée.

Conseil des régions

Les conseils régionaux, à l'ASSÉ, ont deux dimensions d'action. Une des dimensions est la coordination régionale, pour se mobiliser sur des enjeux propres aux régions où se trouvent les associations étudiantes. L'autre dimension est la coordination entre les associations étudiantes au sein de l'ASSÉ. Toutefois, les conseils régionaux autres que ceux de Montréal et de Québec échouent lamentablement dans ces deux dimensions. Tel qu'expliqué précédemment, les raisons de cet échec sont assez simples : d'abord, il n'y a pas assez d'associations étudiantes membres de ces conseil régionaux, et celles-ci sont souvent séparées par de trop grandes distances pour soit se

coordonner régionalement, soit se préparer efficacement aux instances de l'ASSÉ. Également, vu le fort roulement de la population étudiante dans les régions hors Montréal et hors Québec, les conseils régionaux actuels sont toujours à recréer.

Au cours de l'hiver 2016, les associations étudiantes de région se sont organisées de manière informelle, par vidéoconférence, pour se préparer aux congrès. Cette organisation a été efficace et, pour la première fois depuis longtemps à l'ASSÉ, les associations étudiantes hors Montréal étaient tout aussi, voire davantage prêtes et organisées que les associations étudiantes montréalaises. Il s'agissait là d'une instance informelle qui réussissait là où les conseils régionaux hors Montréal et hors Québec avaient échoué, dans la dimension de coordination inter-assos.

Ce que nous proposons, c'est l'abolition des conseils régionaux hors Montréal et hors Québec, pour les remplacer par le Conseil des Régions (CDR) (voir annexe 1). Il s'agirait là d'un conseil régional regroupant les associations n'étant pas membres d'un conseil régional (Dans le cas présent, du FRAQ ou du CRAM). L'objectif est simple : c'est de donner la capacité aux associations étudiantes hors Montréal et hors Québec de se coordonner entre elles au sein de l'ASSÉ; mais aussi de leur donner une représentativité au CoCo ainsi qu'un budget, comme les autres conseils régionaux. En même temps, cette instance permettrait d'encadrer procéduralement la coordination et d'assurer la redevabilité des personnes s'en occupant.

Le CDR pourrait également permettre aux assos de région combattives de se coordonner afin de mettre sur pied des campagnes ou des actions inter-régionales. Par exemple, il serait possible que plusieurs assos ou régions décident de faire une action semblable simultanément au local, ce qui donnerait plus de visibilité à l'action en question et pourrait s'avérer motivant pour les militants et militantes au local, qui verraient que la lutte a lieu dans plusieurs régions du Québec. À certaines occasions, du matériel de mobilisation davantage adapté aux réalités régionales pourrait également être produit et diffusé. Le CDR permettrait aussi aux assos de région de tisser des liens entre elles, et potentiellement de créer une solidarité inter-assos. De plus, les assos rapprochées géographiquement pourraient s'aider dans la mobilisation ou faire des actions communes.

Par contre, nous sommes conscients et conscientes que le Conseil des Régions rend plus complexe la mobilisation sur les enjeux d'une région précise. La solution que nous voyons à ce problème, c'est l'investissement des structures en général déjà existantes dans les régions, comme les regroupements des groupes communautaires et les branches de la Coalition Main Rouge. Nous croyons donc que les associations étudiantes régionales membres de l'ASSÉ seraient capables de s'organiser beaucoup plus efficacement en investissant ces structures plutôt que d'essayer d'en créer de nouvelles. Bien entendu, ces instances ne sont pas permanentes, et il pourrait venir un temps où les conseils régionaux de l'ASSÉ hors Montréal et hors Québec seraient pertinents. C'est pourquoi nous soulignons ici qu'il est possible, et même nécessaire, de réévaluer la pertinence des conseils régionaux, et même du CDR au fil du temps, et que les Statuts et règlements de l'ASSÉ restent modifiables en tout temps. Les modifications que nous emmenons ici ne sont donc pas « coulées dans le béton ». L'objectif présentement, avec le CDR,

est simplement de donner les mêmes outils et les mêmes chances aux régions de s'organiser entre elles, que Montréal et Québec ont déjà à leur disposition.

Ce que nous voulons également proposer pour le CDR, c'est la création du poste de Secrétariat au Conseil des Régions (voir annexe 2). Il y aurait deux élu-e-s sur ce poste, dont un ou une élu-e par le congrès ou le CoCo, et l'autre par le CDR. L'objectif de ce poste est qu'une personne puisse avoir la légitimité de repartir le CDR s'il venait à être inactif, à organiser les réunions et à le représenter aux instances appropriées. La raison pour laquelle un poste serait élu par le congrès est que nous croyons qu'il est plus difficile à cause de la distance géographique entre les associations étudiantes de région de repartir une instance. En effet, voir les personnes physiquement directement sur les campus serait presque impossible pour les assos membres du CDR, et un des seuls moments où cela arrive, c'est en congrès. Cette instance pourrait donc permettre de créer un certain engouement et de motiver les associations étudiantes à l'investir. Le CRAM et le FRAQ pourraient d'ailleurs faire de même si le principe fonctionne bien. Nous vous référons à la proposition de charte que nous avons construite pour le CDR (advenant sa création), à l'annexe 3 de ce texte de réflexion.

D'ailleurs, à propos du FRAQ, c'est son étude qui nous a permis de mieux saisir le fonctionnement et le non fonctionnement des conseils régionaux à l'ASSÉ. En effet, nous croyons qu'un conseil régional, dans sa forme actuelle, peut fonctionner seulement s'il y a un nombre suffisant d'associations étudiantes qui en sont membres. Le FRAQ est donc capable de fonctionner, contrairement par exemple au Conseil Régional de l'ASSÉ au Centre du Québec (CRACQ) où seule l'Association générale étudiante du Cégep de Drummondville (AGECD) est membre. Toutefois, s'il venait un moment où le nombre de membres du FRAQ venait à chuter, ou si le nombre de membres d'une autre ville venait à augmenter, un redécoupage pourrait être de mise.

Jumelage

Lorsque nous avons pensé à créer le Conseil des Régions, nous avons pensé au risque de polarisation qu'une telle instance pourrait créer. En effet, le but du CDR est d'équilibrer les capacités organisationnelles entre Montréal, Québec et les régions. Une dynamique qui risque d'arriver, si rien n'est fait, est de polariser les associations étudiantes selon l'appartenance à ces blocs, ce qui est complètement à l'opposé de l'objectif du CDR, qui est d'augmenter la communication et la coordination interne à l'ASSÉ. Cette critique ne vient pas rendre désuet le CDR, mais bien montrer qu'il doit fonctionner en synergie avec d'autres initiatives. Ce qui a déjà été fait à l'ASSÉ, et ce que nous aimerions emmener de manière statutaire, c'est de jumeler des associations étudiantes entre elles. Ainsi, des liens pourraient être formés entre les conseils régionaux, et les blocs Montréal/Québec/Région ne seraient plus fixes, mais bien inter reliés entre eux, ce qui éviterait des dynamiques de polarisation.

Ces jumelages seraient adoptés pendant l'été par le CoCo, pour que des liens puissent être créés entre les assos dès le début de l'année, et que le jumelage soit le plus effectif possible. Le jumelage des associations étudiantes pourra prendre en compte les forces, faiblesses et

dynamiques des différentes associations, pour qu'elles puissent être complémentaires les unes aux autres, ce qui nous semble être une excellente façon de favoriser l'entraide. Globalement, le but est que les assos avec un niveau de mobilisation plus élevé puissent venir en aide à celles qui ont un niveau de mobilisation plus faible, et qu'il y ait une communication efficace, et potentiellement des liens d'amitié, entre des associations n'étant pas dans les mêmes conseils régionaux.

Institutionnellement à l'ASSÉ

Afin que cette pratique soit bien implantée dans notre association nationale, il importe d'établir des bases écrites dans nos statuts et règlements. Ce nouveau règlement ne viserait pas à obliger les associations étudiantes locales à se jumeler entre elles ni à leur imposer une manière de le faire, mais bien à mettre de l'avant cette pratique et ses bienfaits. Il s'agirait ici d'une recommandation afin d'inciter deux associations, issues de conseils régionaux différents, à communiquer entre elles. Cette inscription aux statuts et règlements ne désignerait pas une association à une autre, mais favoriserait une pratique qui devrait améliorer la communication interne de l'ASSÉ et qui facilitera le travail au sein des associations locales.

La tâche de créer les jumelages serait remise à l'exécutif avant d'être adoptée en CoCo, qui aurait comme devoir d'établir les meilleurs liens possibles pour chaque association. Pourquoi le CoCo? Parce qu'il regroupe des membres de comités venant d'un peu partout au Québec, et qui ont vécu des réalités fort différentes lorsqu'elles et ils militaient au local. De plus, les conseils régionaux sont membres du CoCo et disposent d'un droit de vote et de proposition, ce qui permettrait d'amener la vision de militantes et militants de chaque région. Le CoCo, qui se réunit mensuellement, pourrait facilement modifier un jumelage ou corriger une situation si l'on se rend compte qu'elle est problématique et qu'elle ne contribue pas à la bonne communication et aux bonnes relations entre les associations. Cela resterait modifiable en congrès, mais nous croyons que le jumelage préalable devrait être fait en CoCo, étant donné qu'il peut prendre un certain temps à décider et qu'il se réunit pendant l'été, contrairement au congrès.

Comment établir la communication entre les associations jumelées :

Bien que l'on jumelle deux associations ensemble, rien ne confirme qu'elles communiqueront entre elles. L'équipe nationale aurait une place importante afin que cette pratique soit implantée et mise de l'avant au local. Les membres du conseil exécutif et du comité de mobilisation qui s'assurent du suivi d'une association devraient les encourager à entrer en contact avec l'association jumelée à la leur. Cette communication peut se faire sous plusieurs formes et à des fréquences différentes, mais nous conseillons qu'elles se parlent au moins une ou deux fois par mois. Il peut s'agir d'une conversation téléphonique ou d'un appel par vidéoconférence, peu importe, mais de mentionner ce qu'il se passe dans notre asso, de nos réalités, de nos plans pour la session permettra d'avoir une autre vision des choses et de se sentir moins seul-e-s, tout en permettant de tisser des liens avec une asso partageant des réalités différentes des nôtres.

Utilisation de *Skype*¹⁴

Afin de mettre en application les deux solutions précédentes, en plus de permettre l'inclusion des militants et militantes de région au sein de l'équipe nationale, une bonne utilisation de *Skype* est essentielle. Et nous insistons sur ce point : une bonne utilisation de *Skype*... En effet, si nous devons communiquer avec une personne par *Skype*, il est essentiel de bien l'inclure, en s'assurant qu'il y ait une bonne qualité de son, une vision de tout le monde avec la caméra pour qu'elle puisse bien voir et entendre ce qui se passe, ainsi qu'un système efficace de tours de parole pour s'assurer qu'elle puisse s'exprimer autant que les personnes présentes physiquement. Trop souvent, l'utilisation de *Skype*, malgré les bonnes intentions des gens qui l'utilisent, se fait plutôt maladroitement, avec un son de piètre qualité et souvent une mauvaise image, voire pas d'image du tout. Or, assister à une rencontre en entendant difficilement ce qui est dit et en ne voyant pas l'expression des personnes qui parlent, est très pénible et nuit beaucoup à la participation au sein de celle-ci. En effet, lorsque nous sommes la seule personne présente par *Skype* et que les personnes présentes physiquement, souvent assises autour d'une table, se mettent à discuter entre eux sans se soucier de nous inclure, par exemple en ne faisant pas attention de parler dans le micro et en ne regardant jamais dans notre direction, la rencontre devient rapidement très désagréable, voire insupportable, et cela rend l'implication plus difficile.

De plus, avec des efforts et une volonté collective, il est tout à fait possible de tenir des rencontres fort agréables à distance. Par exemple, au CRAMo, nous avons fait presque toutes nos rencontres par *Skype*, parfois à partir d'une dizaine de lieux différents, et cela s'est généralement très bien déroulé, malgré les difficultés rencontrées au début. Dans les derniers mois, à notre grande joie, une grande amélioration s'est également faite en ce sens lors des CoCo. En effet, même si le premier CoCo fut très difficile, la cohabitation entre *Skype* et la rencontre physique se déroule maintenant plutôt bien. Nous espérons que cette bonne dynamique perdure, même lorsqu'il y aura moins de militantes et militants de régions au sein de l'équipe nationale. De même, *Skype* devrait être utilisé pour inclure les militants et militantes de régions dans tous les contextes qui s'y prêtent¹⁵, que ce soit les rencontres de l'exécutif national, de comités, les suivis entre l'interne de l'exécutif et les assos de régions (sans diminuer le nombre des tournées, bien entendu!), les projets et rencontres inter-assos diverses... bref, *Skype is the limit!*

Préparation aux congrès

Bien que le CDR et le jumelage des assos devraient aider à la préparation de toutes les assos au congrès, d'autres pratiques devraient être ré-encouragées, telles que l'envoi des propositions en avance afin de permettre aux délégué-e-s d'y réfléchir avant les congrès, et

14 Nous sommes conscients et conscientes que *Skype* est un logiciel propriétaire. Toutefois, notre faible niveau de connaissance dans les logiciels de vidéoconférence fait en sorte que nous nous référons dans ce texte à *Skype* pour ce sujet. Ça pourrait d'ailleurs être un sujet de discussion en congrès!

15 Afin d'éviter toute confusion, nous ne considérons pas que les congrès entrent dans cette catégorie.

idéalement d'avoir des positions d'assemblée générale plus précises; la communication par ASSÉ-support ou les tournées d'appel pour informer les assos sur des sujets spécifiques, ainsi que la préparation par l'interne de l'ASSÉ en charge de faire le suivi avec l'asso des délégué-e-s qui en ont besoin avant le congrès.

Également, une règle d'or pour s'assurer que les congrès soient inclusifs est que si un enjeu ne concerne que Montréal, il devrait être traité autant que possible à Montréal, par exemple au CRAM, et ne pas prendre trop de place dans les congrès de l'ASSÉ. Par contre, si un enjeu est discuté dans les cercles clos montréalais mais qu'il ne concerne pas seulement Montréal, les assos de Montréal devraient s'assurer que les débats sortent de Montréal, notamment avec l'utilisation d'ASSÉ-support et des tournées d'appel. D'ailleurs, idéalement, les enjeux concernant d'autres associations que celles de Montréal ne devraient tout simplement pas être discutés en majorité dans les cercles clos montréalais, et une inclusion de toutes les assos dans les débats devrait se faire, dans la mesure du possible, tout au long des discussions.

Durant les congrès, une attention devrait également être portée aux dynamiques montréalocentristes. Bien que cela soit plus facile à dire qu'à faire, il serait important que le phénomène des dynamiques de couloir soit expliqué au début de chaque congrès. Cela doit commencer par une sensibilisation pour que les délégué-e-s fassent attention afin de ne pas faire référence dans leurs interventions à des éléments que les assos ne peuvent pas toutes comprendre. Mais ce serait également aux autres assos, et potentiellement à la garde du senti, de signaler ces problèmes lorsqu'elles en prennent conscience, et de tenter d'explicitier le tout. L'idéal serait que si une asso sent que des dynamiques informelles se glissent dans les débats, qu'elle puisse le mentionner au micro et qu'autant que possible, une asso prenne l'initiative de nommer et d'expliquer ces dynamiques. Nous vous invitons d'ailleurs à relire la section 3.1 du petit livre mauve¹⁶ sur l'élitisme, qui décrit bien plusieurs des problèmes que nous dénonçons. Nous insistons également sur le fait que, même si cela n'est pas mentionné explicitement dans chaque paragraphe de la section, les assos et les personnes qui profitent de cet élitisme se trouvent bien souvent à Montréal.

Connaissances du fonctionnement et de l'historique de l'asso et de l'ASSÉ

Dans un autre ordre d'idées, il serait intéressant de s'assurer en début d'année que les exécutantes et exécutants des assos savent ce qu'est l'ASSÉ, son fonctionnement avec son exécutif, ses comités et ses instances, les ressources que l'ASSÉ peut fournir aux assos, qui contacter en cas de besoin... Bref, qu'un atelier du genre « ABC de l'ASSÉ » puisse leur être donné si un besoin se fait sentir. Également, des ressources très pertinentes telles que LaTotale.info pourraient être davantage publicisées et le matériel de mobilisation pertinent devrait y être déposé plus systématiquement, à commencer par le matériel de mobilisation des campagnes nationales.

Un autre élément qui pourrait aider les assos à être plus autonomes et à avoir de meilleures

16 Le Petit livre mauve de l'ASSÉ, adopté au congrès d'orientation des 18, 19 et 20 mai 2013, est disponible au lien suivant : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2014/09/petit-livre-mauve.pdf>

connaissances historiques, autant de l'ASSÉ que de leur asso locale, serait d'abord de les aider à développer ce qu'on pourrait nommer une « culture d'archives ». Cela implique de faire, autant que possible, des bilans annuels, des bilans d'instances, d'archiver les documents pertinents... et de bien classer le tout! La création d'un « cahier de succession », qui donne des informations sur les instances, le fonctionnement, les contacts et les documents pertinents de l'asso, est également une solution intéressante. L'AFESH-UQAM vient d'ailleurs de mettre à jour un tel guide, dont le modèle pourrait être partagé et repris par d'autres assos! L'équipe nationale, ou encore l'asso jumelée à une asso qui a moins d'expérience en ce sens, pourraient aider les assos qui en ont besoin à bien s'organiser sur cet aspect. Également, les camps de formation de l'ASSÉ pourraient être une bonne occasion pour transmettre certaines connaissances aux nouvelles militantes et nouveaux militants sur l'histoire de l'organisation. Un atelier à ce sujet pourrait par exemple être donné de temps en temps, par exemple au camp de formation hivernal, idéalement avec un atelier en simultané étant donné que le sujet peut être redondant pour d'autres militants et militantes. D'ailleurs, il faudrait porter attention à la diffusion des camps de formation, car particulièrement pour les assos éloignées qui doivent organiser elles-mêmes un transport, un certain délai d'organisation est nécessaire. Ainsi, même lorsque le lieu précis et les ateliers restent à confirmer, il est important de commencer à diffuser les dates et la région où se déroulera le camp le plus tôt possible.

Contact avec l'équipe nationale

Même avec toutes ces solutions, un contact régulier et de qualité avec l'équipe nationale reste essentiel. En effet, les militantes et militants de l'équipe nationale peuvent apporter une aide précieuse aux assos qui peuvent être en difficulté ou aux prises avec une grosse lutte locale, en plus de les tenir informées et de les aider à s'approprier la campagne nationale. Toutefois, nous sommes conscients et conscientes que l'équipe nationale n'est pas toujours investie autant qu'on le souhaiterait, ce qui fait en sorte qu'il n'est pas toujours possible pour les gens qui la composent d'assurer un suivi idéal et d'apporter toute l'aide dont les assos pourraient avoir besoin. De plus, comme nous l'avons déjà mentionné, la majorité de ses membres vivent généralement à Montréal, et se déplacer en régions éloignées, bien que ce soit nécessaire, s'avère long et coûteux. Ainsi, le but de nos solutions est de trouver des alternatives afin d'améliorer l'inclusion des régions et de faciliter leur mobilisation, mais celles-ci ne remplacent pas pour autant l'équipe nationale, qui continuera toujours de jouer un rôle important pour les assos de région, mais également pour l'ensemble des assos membres de l'ASSÉ!

ANNEXE 1 – AVIS DE MOTION CONSEIL DES RÉGIONS

1. Au Chapitre 5, Article 21.

Que l'on remplace le point 1

(1. Il peut exister jusqu'à neuf (9) Conseils régionaux au sein de l'ASSÉ. Ils sont regroupés de la façon suivante : Sud-Est, Montréal, Québec, Centre du Québec, Laurentides, Est du Québec, Outaouais, Saguenay/Lac St-Jean et Abitibi-Témiscamingue)

par

1. Il peut exister jusqu'à trois (3) Conseils régionaux au sein de l'ASSÉ. Ils sont regroupés de la façon suivante : Montréal, Québec, Régions hors Montréal et hors Québec (Conseil des Régions)

Que la première phrase du point 2 de l'Article 21 se lise comme suit :

À partir du moment où il y a trois (3) associations étudiantes membres dans une des trois (3) régions, un Conseil régional peut être mis sur pied.

2. Au Chapitre 5

Ajouter l'Article 25 suivant et décaler la numérotation des autres articles en conséquence.

ARTICLE 25 : SECRÉTARIAT DU CONSEIL DES RÉGIONS

Il y a deux (2) postes de Secrétaire du Conseil des Régions. Un (1) des postes du Secrétariat du Conseil des Régions est élu en congrès en suivant la procédure d'élections habituelle. L'autre poste est élu selon la procédure d'élections prévue dans la charte du Conseil des Régions. Leurs tâches sont les suivantes :

1. Mettre sur pied le Conseil des Régions lorsque ce dernier est en dormance.
2. Diffuser l'avis de convocation du Conseil des Régions et s'assurer de la présence des délégations convoquées.
3. Représenter le Conseil des Régions dans les instances de l'ASSÉ

ANNEXE 2 – AVIS DE MOTION JUMELAGE

Au chapitre 2

Ajouter l'Article 9 suivant et décaler la numérotation des autres articles en conséquence.

ARTICLE 9 : JUMELAGE

Chaque association membre de l'ASSÉ est invitée à être jumelée à une autre afin d'améliorer la communication, la coordination et les relations inter associations.

1. Le Conseil exécutif définit les jumelages entre les associations durant l'été pour ensuite le faire adopter en Conseil de coordination avant le début de la session d'automne. Ces jumelages sont faits en considérant les réalités et les objectifs de chaque association et afin qu'elles contribuent l'une à l'autre.

2. Ces jumelages peuvent être modifiés en tout temps par le Conseil de coordination, généralement à la demande des associations.
3. Les jumelages se font entre associations de conseils régionaux différents.
4. Le congrès peut en tout temps modifier ou révoquer ces jumelages.
5. Les associations peuvent, à tout moment, révoquer ce jumelage s'il ne leur convient pas.

ANNEXE 3 – STATUTS ET RÈGLEMENTS DU CDR

Statuts et règlements du CDR (Conseil des Régions)

Description générale

1. Les différentes organisations qui acceptent les présents Statuts et règlements sont regroupées dans une organisation qui porte le nom de Conseil des Régions et qui a pour acronyme « CDR ».
2. Le CDR est une organisation qui agit en tant que conseil régional de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) pour les régions hors Québec et hors Montréal. À ce titre, le CDR se conforme à toutes les dispositions des Statuts et règlements de l'ASSÉ, ainsi que les décisions et mandats de congrès le concernant.
3. Le CDR sert à coordonner et à développer le syndicalisme étudiant au niveau des associations étudiantes de région membres de l'ASSÉ ou ayant une culture militante combative, à faire le lien entre les différentes luttes étudiantes à caractère régional ainsi qu'à participer aux mobilisations générales de l'ASSÉ. Pour ce faire, il doit être un lieu d'échange, de discussion et d'action entre les différentes associations locales afin de défendre leurs intérêts :
 - 3.1 Par la promotion, le développement et la protection par tous les moyens nécessaires des intérêts matériels, professionnels, académiques et sociaux des étudiants et des étudiantes;
 - 3.2 En facilitant les relations des différents membres du CDR entre eux ainsi qu'avec les autres organisations étudiantes non membres du CDR;
 - 3.3 En assurant la diffusion d'informations pertinentes à ses membres et au sein des régions;
 - 3.4 Par l'appui et le soutien aux autres luttes progressistes;
 - 3.5 En s'assurant du bon fonctionnement des instances et des comités dont il s'est doté, s'il y a lieu.

Membres

4. Est réputé membre associatif du CDR toute association étudiante située à l'extérieur des villes de Québec et Montréal dont les mandats sont directement reliés à la promotion des luttes

progressistes en solidarité avec les luttes étudiantes, et répondant à l'un des deux (2) critères suivants :

4.1 être affiliée à l'ASSÉ;

4.2 avoir participé à trois des quatre dernières réunions du CDR et avoir été proposé et accepté par le CDR comme nouveau membre.

5. Ont droit de proposition, d'appui et de vote aux réunions du CDR toutes les associations membres du CDR. Ont droit de parole, aux réunions du CDR toute personne qui assiste à une réunion du CDR.

6. Tout membre est considéré l'être tant et aussi longtemps qu'il n'est pas absent à trois (3) réunions consécutives. Les associations membres de l'ASSÉ redeviennent automatiquement membre du CDR dès leur première présence à une de ses rencontres.

Réunions

7. Une réunion ordinaire du CDR doit être convoquée par un ou une des secrétaires de celui-ci avec un préavis minimal de cinq (5) jours. Pour être valide, la convocation doit inclure une proposition d'ordre du jour et être communiquée aux membres.

8. Une réunion extraordinaire du CDR peut être convoquée par la coordination de celui-ci ou à la demande formelle du tiers (1/3) des membres. Le préavis minimal est alors de deux (2) jours, et la réunion ne doit concerner qu'un seul sujet. Ce sujet doit être mentionné dans la convocation, qui doit être communiquée dans les plus brefs délais aux membres.

9. Une réunion ordinaire ou extraordinaire du CDR a les pouvoirs suivants :

9.1 Coordonner des actions inter-régionales;

9.2 Aider à la coordination des mobilisations générales de l'ASSÉ au niveau régional;

9.3 Appuyer et soutenir les membres dans leurs luttes locales;

9.4 Se doter de ses propres publications et organes d'information;

9.5 Créer les comités nécessaires à l'atteinte de ses objectifs (mobilisation, recherche; information, ...);

9.6 Administrer le budget du CDR;

9.7 Élire ou destituer les responsables élu-e-s du CDR.

10. Le quorum pour toute réunion est fixé à 50 % +1 des membres du CDR.

11. Le code de procédures utilisé pour encadrer toute réunion du CDR est celui en vigueur au même moment à l'ASSÉ. Les clauses des présents Statuts et règlements ont préséance sur ce code en cas de conflit

Responsables élu-e-s

12. Le CDR doit élire chaque année (avant le congrès annuel ou dès qu'un poste se retrouve vacant) jusqu'à trois (3) personnes membres en règle de l'ASSÉ comme délégué-e-s au Conseil de Coordination (CoCo) de l'ASSÉ. L'identité de ces personnes doit rapidement être communiquée au Conseil exécutif de l'ASSÉ.

12.1 Chaque délégation de plus d'une personne doit être composée d'au moins une femme et d'un maximum de deux hommes.

12.2 Chaque délégué-e doit se conformer à l'annexe D des Statuts et règlements de l'ASSÉ.

13. Le CDR doit élire chaque année (avant le congrès annuel ou dès que le poste se retrouve vacant) un ou une secrétaire dont les responsabilités, en collaboration avec la ou le secrétaire élu-e en congrès, se résument à :

13.1 Convoquer les réunions du CDR;

13.2 Assurer le suivi des dossiers traités;

13.3 Porter assistance, sur demande, aux associations membres;

13.4 Voir au bon fonctionnement général du CDR;

13.5 Voir à la tenue de livres et autres documents concernant les états financiers du CDR;

13.6 S'assurer de la rédaction et de la conservation de procès-verbaux des réunions du CDR.

14. La destitution d'un ou d'une responsable élu-e doit être votée aux deux tiers (2/3) des membres votants.

Finances

15. Le CDR est responsable :

15.1 d'assurer son propre financement en se conformant aux Statuts et règlements de l'ASSÉ ;

15.2 d'assumer les frais de subsistance et de transport de ses délégué-e-s au CoCo de l'ASSÉ, lorsque la distance géographique le permet;

15.3 d'aviser immédiatement le CoCo de l'ASSÉ dans l'éventualité où de graves problèmes financiers surviendraient.

Documents

16. Les procès-verbaux des réunions du CDR ainsi que les Statuts et règlements de celui-ci sont du domaine public.

17. Les présents Statuts et règlements peuvent être modifiés par avis de motion accepté en

réunion ordinaire par les deux tiers (2/3) des membres votants, parmi lesquelles les deux tiers (2/3) des membres votants qui sont également membres de l'ÂSSÉ.

APPEL À LA FORMATION DE COMITÉS UNITAIRES SUR LE TRAVAIL ÉTUDIANT

*Par les militant.es des comités unitaires sur le travail étudiant
(Déposé le 18 novembre 2016)*

Le mouvement étudiant québécois est à un point tournant de son existence. Depuis la déconfiture de la FEUQ et l'expansion monstre de l'ASSÉ après la grève de 2012, on assiste à une reconfiguration des forces en présence qu'il faudrait être en mesure de saisir avec toute l'acuité qu'exigent les époques de transition. Forte d'une décennie de lutte et d'organisation, l'ASSÉ est parvenue, lors de cette grève, à s'imposer dans le paysage politique du Québec comme jamais depuis sa création. Mais alors que les frais de scolarité étaient indexés suite aux élections qui donnèrent le coup de grâce à la grève, l'espoir engendré par cet élargissement massif de l'ASSÉ se transformerait vite en désespoir. Bientôt les militant.es¹ les plus sincères s'en détourneraient et les autres s'y confondraient entièrement, en faisant de celle-ci un tremplin vers la politique partisane ou le syndicalisme professionnel.

Face au constat que l'ASSÉ n'était plus le véhicule de changement et de lutte sociale qu'elle se proposait d'être depuis sa fondation, des militant.es se sont organisé.es de manière autonome à travers les Comités Printemps 2015. Leur travail a démontré qu'il était encore possible de mettre sur pied une campagne politique à partir de la base militante opérant sur les campus, indépendamment du contrôle des représentant.es étudiant.es. Or, le mot d'ordre de ces comités, à savoir l'opposition aux politiques d'austérité et aux projets d'hydrocarbures, est difficilement parvenu à lier leur projet politique aux éléments les plus concrets de la condition étudiante, ce qui explique en partie les tribulations qu'a connues la grève du printemps 2015. Tout en proposant l'idée d'une grève étudiante qui serait non seulement faite au nom de toute la société, mais qui pourrait déboucher sur une grève de toute la société — la fameuse grève sociale — les Comités Printemps 2015 n'ont pas formulé des revendications permettant de définir la situation de l'étudiant.e à l'intérieur de celle-ci. Ladite société a donc eu le beau jeu, suivant le mépris et l'infantilisation des étudiant.es qu'on lui connaît, d'affirmer que les grévistes se mêlaient de choses ne les concernant aucunement, les marginalisant et les livrant ainsi à une forte répression. Il est vrai qu'une grève étudiante a le potentiel de dépasser les enjeux strictement corporatistes et d'avoir un impact sur l'ensemble de la vie sociale, mais pour ce faire, elle doit être en mesure d'articuler à travers ses revendications le rapport social en vertu duquel les étudiant.es contribuent à cette vie, et donc à partir duquel il leur est possible d'avoir un impact sur elle. Comme il sera affirmé tout au long de cette publication, ce rapport social en est un de production, dans le cadre duquel l'activité des étudiant.es est utilisée, voire exploitée par la société. Par conséquent, s'il est vrai que la population étudiante a la possibilité et le devoir d'intervenir politiquement, par la grève ou par d'autres moyens, c'est en tant que productrice

1 L'ensemble des textes du CUTE Magazine ont été féminisé selon un mode de féminisation par extension. Deux références pour en savoir davantage sur les modes de féminisation et la pertinence des pratiques de féminisation au quotidien: <http://feminetudes.org/le-langage-nest-pas-neutre-petit-guide-de-redaction-feministe/> ; <http://www.instances.uqam.ca/Guides/Pages/GuideFeminisation.aspx>

qu'elle doit le faire, c'est-à-dire en mettant de l'avant sa contribution concrète à la mise en oeuvre de la vie sociale. C'est dans cette optique que ce magazine pose la question du travail étudiant, et par extension, du salaire que mérite ce travail.

L'hiver dernier, le Syndicat étudiant du cégep Marie-Victorin (SECMV) a adopté un mandat de campagne politique portant sur l'enjeu du travail étudiant. Parmi les éléments revendiqués dans le cadre de cette campagne, on trouve « le plein salaire pour tout.es les étudiant-es en situation de stage à tout ordre d'enseignement », « l'abolition de la contribution parentale dans le calcul de l'aide financière aux études », « la gestion collégiale (entre étudiant-e-s, professeur-e-s, et employé-e-s) des institutions d'enseignement » ainsi que « la valorisation et l'utilisation concrète de la production étudiante par la mise en place d'un programme à cet effet au collégial comme au niveau universitaire »; le tout « dans une perspective de reconnaissance des études comme un travail intellectuel méritant un salaire et des conditions convenables ».

Suite à l'adoption de ce mandat, un comité a été créé par la base militante du campus, tout en demeurant indépendant du Syndicat étudiant — le Comité unitaire sur le travail étudiant (CUTE). L'objectif du CUTE Marie-Victorin est de démystifier certains aspects méconnus de la condition étudiante, particulièrement sa situation financière et les conséquences sociales et psychologiques qu'elle implique. La première mission du comité est de faire prendre conscience à la population étudiante que les stages non rémunérés, qui sont la norme au Cégep et dans bon nombre de programmes professionnels, ne sont rien de moins que des situations d'exploitation qui doivent être dénoncées haut et fort. Le temps passé en stage est un temps travaillé qui mérite d'être considéré au même titre que dans n'importe quel emploi rémunéré. La cueillette de témoignages et l'organisation de séances d'information et de mobilisation sur la condition des stagiaires et sur la revendication d'une rémunération pour tous les stages seront donc à l'ordre du jour dans les prochains mois à Marie-Victorin. Le comité a d'ailleurs l'intention d'appuyer activement la grève des stages et de l'internat en psychologie et travaillera à l'élargissement du mouvement dans les autres programmes techniques et professionnels. À plus long terme, le comité travaillera aussi sur la revendication du salariat étudiant universel, c'est-à-dire d'une rémunération pour quiconque fait des études supérieures, revendication parfois discutée à travers l'histoire du mouvement étudiant mais vouée à l'oubli depuis maintenant trop longtemps.

Le CUTE-MV est un comité entièrement autonome, autant par rapport aux différentes organisations étudiantes nationales que par rapport au SECMV. Les militant.es qui s'y impliquent ne le font pas sur la base d'un quelconque parti pris institutionnel (comme c'est le cas dans les associations étudiantes, dont la plupart sont membres de fédérations nationales) mais en vertu de leur intérêt pour la question du travail étudiant et pour la revendication du salariat étudiant universel. Ce mode d'organisation comporte l'avantage inestimable de permettre une décentralisation de la vie politique au sein du mouvement étudiant. Plutôt que de centraliser les budgets dans un comité de mobilisation menotté aux mandats d'AG et donc à la tradition et au statu quo d'une association étudiante particulière, différents groupes politiques s'identifiant à différentes tendances pourraient coexister et bénéficier de support logistique pour leur activité.

Tout cela afin de rendre possible une vie politique animée par la confrontation entre elles de tendances conflictuelles au sein des instances telles que les AG, les comités de mobilisation et les conseils exécutifs².

Dans la mesure où l'on souhaite provoquer un changement social d'envergure, le stade affinitaire de l'activité politique doit nécessairement être dépassé par l'action collective des organisations de masse. Cependant ces dernières, en vertu de leur logique interne, sont conduites à faire taire les débats entre tendances politiques conflictuelles sans lesquels la force du nombre devient le poids écrasant de l'hégémonie et du statu quo. Voilà une contradiction bien réelle qu'il faudrait regarder en face plutôt que tenter d'en disposer à l'aide d'un tour de passe-passe logique, aussi habile soit-il. L'union de tendances politiques potentiellement conflictuelles autour d'un enjeu rassembleur tel que le travail étudiant, et la création d'espaces — les CUTE — au sein desquels ces tendances pourront intervenir en leur nom et indépendamment de toute affiliation syndicale est notre proposition provisoire en vue de relever ce défi.

Penser la situation présente du mouvement étudiant dans son actualité demanderait précisément qu'on se projette dans le passé, lorsque la frange la plus progressiste de celui-ci occupait une position minoritaire au sein d'un paysage politique largement dominé par les fédérations étudiantes. C'est à une période historique semblable que nous sommes confrontés, bien plus qu'à la maturité sûre d'elle-même pour laquelle on voudrait faire passer le vide politique actuel au sein du mouvement. Peut-être faudrait-il réapprendre à occuper une position minoritaire à l'intérieur d'un mouvement contrôlé majoritairement par des bureaucrates à la remorque des partis politiques ou des syndicats. Mais pour être davantage qu'une nouvelle lubie opposée de manière abstraite aux lubies bureaucratiques, une telle position doit se démarquer par une culture organisationnelle si démocratique qu'elle fera apparaître la puissance quantitative des grosses organisations comme politiquement dérisoire. La forme que pourrait prendre une telle culture organisationnelle est encore à inventer. Parmi les bases minimales sans lesquelles on ne saurait y parvenir, la critique du centralisme démocratique et la nécessaire remise en question du concept de syndicalisme de combat ne sont pas les moindres.

Mais si le mouvement étudiant a besoin d'une reconfiguration complète de ses structures décisionnelles, il doit aussi réapprendre à être le véhicule d'un projet politique inspirant, qui ferait plus que réagir de manière ponctuelle et corporatiste aux coupures en éducation. Il lui faut pour cela une campagne incluant des revendications claires, mais détaillées à l'extrême, jusque dans leurs contradictions, afin de briser les séparations et de faire apparaître une véritable continuité entre la lutte étudiante et la lutte plus générale contre l'exploitation et les oppressions de toutes sortes. C'est dans le but de poser les bases d'une telle campagne que nous lançons cet appel à la création, sur le plus de campus possible, de comités autonomes dont l'objectif sera de promouvoir la reconnaissance des études comme travail et la nécessité d'une rémunération pour ce travail.

2 Instances qui servent trop souvent à relayer telles quelles les lignes politiques élaborées en vase clos par l'exécutif national de l'ASSÉ.

RECUEIL DE TÉMOIGNAGES - PAR DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS RACISÉ-E-S

*Témoignages recueillis par le Comité Antiraciste de l'ASSÉ
(Déposé le 24 novembre 2016)*

INTRODUCTION

Ceci est un recueil de témoignages d'étudiant-es et camarades racisées rédigé suite à l'appel de texte envoyé par le comité ad hoc antiraciste de l'ASSÉ (CAR) en vue du congrès d'orientation du 3 et 4 décembre prochain. Il vise à mettre en lumière l'expérience des personnes de couleur trop souvent invisibilisées par la blancheur du mouvement étudiant et par la société colonialiste dans laquelle nous vivons. Le CAR cherche également à réitérer la nécessité d'un comité antiraciste pérenne. Dans le souci de conserver l'authenticité des témoignages, aucune correction n'a été effectuée sur les textes envoyés, si ce n'est que de la mise en page et notre ami Antidote. Le CAR tient particulièrement à remercier celles et ceux qui ont contribué-es en témoignant. Les propos tenus peuvent être de nature sensible, vous êtes averti-es!

LA FEMME VOILÉE EN A MARRE!

L'autre jour, j'ai rencontré une de ces personnes qui regarde TVA et qui lit Le Journal de Montréal. La femme est arrivée à ma caisse et au lieu de me saluer, elle m'affirma sans gêne : « Moi, ça m'rend triste de voir des femmes voilées ». Cela l'attristait, car à son avis, la femme voilée est une femme soumise et opprimée. Ah la la, normalement je me retiens pour ne pas trop en dire, surtout s'il y a beaucoup de clients, mais là, j'en avais plus que marre.

À tous les gens qui pensent comme cette femme, j'ai plein de choses à vous dire:

Premièrement, si tu es triste de voir une femme voilée, eh ben sois triste autant que tu veux, parce que la femme voilée en n'a rien à faire de ta tristesse.

Deuxièmement, si ça te rend aussi triste de voir une femme voilée, ben pourquoi tu nous regardes? Tu pourrais peut-être rester chez toi, enfermé, comme ça tu es certain de ne pas en voir.

Troisièmement, l'argument « il fait chaud en été, t'as pas chaud toi avec ça? », ben dis-toi que j'ai chaud, tu as chaud, nous avons chaud, tout le monde a chaud en été! Ouais pis? En quoi ça te regarde si j'ai chaud? En rien. Apprends à te mêler de tes affaires.

Quatrièmement, je ne sais pas si tu sais c'est quoi de l'ethnocentrisme (je ne pense pas qu'on apprenne cela sur TVA ou dans le Journal de Montréal), mais je vais te l'expliquer. L'ethnocentrisme c'est le fait de penser que ta culture ou ta religion ou ton pays ou la société dans laquelle tu vis est meilleure, voire supérieure aux autres cultures, religions, pays, sociétés, etc.

Arrête d'être ethnocentrique, de te comparer au reste du monde et de vouloir tout le monde comme toi. Chaque être humain est différent et unique. C'est la beauté de la planète.

Cinquièmement, l'argument « ouain, mais tes parents t'ont sûrement forcé à l'mettre ». Oh please. Ma mère n'est pas voilée et mon père n'est pas pantoute pratiquant. On ne m'a jamais forcée à le mettre. Là tu vas me dire : « ouain, mais toi t'es une exception ». Non, je ne suis pas une « exception ». Premièrement, je ne connais pas une seule femme voilée qui a été forcée de le mettre. Deuxièmement, je connais plusieurs femmes qui l'ont mis sans même que leur mère soit voilée. Et troisièmement, je connais des femmes qui l'ont mis sans que leurs parents soient d'accord. Alors s'il te plaît, ton argument « ouain, mais tes parents t'ont sûrement forcée à l'mettre », arrête-moi ça. S'il y a des femmes qui sont forcées de mettre le voile, ce n'est vraiment pas au Canada. Et vouloir le contraire, c'est-à-dire que la femme voilée enlève son voile, c'est aussi pire.

Sixièmement, si me voir te rend triste parce que tu penses que je suis opprimée, ne pense pas que je vais attendre après toi pour me libérer. Et la seule personne qui a besoin d'être libérée, entre toi et moi, c'est bien toi. Libère-toi de cette mentalité, de cette vision que tu as envers les femmes voilées.

Bon, c'est assez, je pense que tu as compris mon message. J'espère en tout cas.

De la part d'une femme voilée qui #enamarre.

BLABLATAGE SUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT BLANC COMME LE LAIT!

Ceci est un préambule pour garder un cadre d'analyse cohérent, tout au long de la lecture. Une oppression possède un aspect systémique qui place en position de supériorité un groupe social face à un autre, établissant un rapport de domination, par exemple dans les relations hommes-femmes ou encore entre personnes blanches et personnes racisées. *Ipsa facto*, certains groupes détiennent des privilèges, fruits des systèmes d'oppressions, qu'ils ont avantage à conserver par le maintien du *statu quo*. Les différentes composantes de l'identité deviennent un déterminant de l'expérience, permettant ainsi de mettre en lumière les privilèges et les oppressions vécu-es par chacun-es dans la société.

Premièrement, il y a une prévalence des étudiant-es racisé-es dans les programmes de sciences pures, de génie ou d'administration. En d'autres mots, des programmes possédant une tendance plutôt carriériste. Cela pourrait être essentiellement dû au contexte socio-économique des personnes de couleur. En effet, ces dernier-es sont généralement des immigrants de première génération ou issu-es de l'immigration, ce qui implique un manque de temps pour accumuler des richesses/obtenir des conditions matérielles d'existence suffisante pour accéder ou maintenir son statut dans la classe moyenne. La non-reconnaissance des diplômes du pays d'origine a aussi son rôle à jouer. La nécessité de rétablir un statut est souvent associée à une pression parentale très forte quant à ce genre de choix de carrières. Considérant le prix de l'éducation, il y a

évidemment l'instauration d'une image de celle-ci comme un investissement à rentabiliser. D'où l'intérêt central de la gratuité scolaire pour contrer la marchandisation de l'éducation, surtout dans ce contexte précis.

De plus, en tant que personne de couleur, il y a toujours une contrainte à la performance. Il faut nécessairement fournir plus d'effort afin de compenser tous les effets du racisme institutionnalisé, comme la discrimination à l'emploi ou au logement. Il y a aussi une sorte de devoir de contrer les stéréotypes imposés par la société, prouver que nous ne sommes pas des paresseu-ses-x, des voleu-ses-rs de job, des terroriste-s ou pire encore. Pour beaucoup d'étudiant-es racisé-es, la contrainte d'être une minorité modèle pèse lourd dans la balance de nos «choix».

Au sein de la sous-culture du mouvement étudiant, le positionnement anticapitaliste implique souvent un refus du carriérisme. Plutôt que de reconnaître que ces gens sont aliénés au même titre que tous ceux qui participent d'une manière ou d'une autre au capitalisme par le simple fait de vivre sous ce système, on exprime simplement un rejet total pour cette frange de la population étudiante... Assez contre-productif à mon sens. Cela a pour effet de renforcer la blancheur du mouvement étudiant, générant le cercle vicieux du *white club*. Un peu comme le concept du *boys club*, le *white club* implique que **plus** les associations et autres instances sont exclusivement composées de personnes blanches, **moins** les personnes racisées sont à l'aise de s'impliquer ou de se sentir incluses. Effectivement, le sentiment d'être un-e intru-e, une personne qui s'est perdu à la mauvaise place, ou simplement la seule personne de couleur dans la pièce, ne contribue pas à générer un désir d'implication ou une impression que les personnes racisées ont leur place au sein du mouvement étudiant.

Devoir se battre pour prouver sa valeur en tant que militant-e découragé en décourage beaucoup à s'impliquer. Sinon il y a encore là une contrainte à la performance, à devenir un-e supermilitant-e pour démontrer qu'on est une bonne minorité. Pas seulement ça, mais si on ne l'est pas, supermilitant-e, notre travail d'implication n'est pas reconnu ou simplement invisibilisé. Je veux bien qu'on revendique un changement social en adoptant une stratégie de syndicalisme de combat, mais ça ne veut absolument rien dire si on reproduit exactement les mêmes schémas contre lesquels on désire lutter et qu'en plus, ça passe complètement en sourdine.

D'ailleurs, une fois qu'on réussit finalement à se faire une place, sans se sentir aliéné-e par l'absence d'autres militant-es racisé-es et sans se faire invisibiliser, on se fait critiquer de tout part si on adopte un cadre d'analyse intersectionnel. «La race n'existe pas», «on devrait tous lutter en tant qu'humains», «la lutte des classes est la seule chose qui compte», «vous atomisez la lutte», «les *cultural studies*, c'est juste de l'*identity politics*» et j'en passe. Tout ça, c'est des trucs que des hommes, généralement blancs, m'ont dit quand je parlais d'antiracisme. La lutte antiraciste se résumerait donc aux *identity politics*? Ne prendrait pas en considération une analyse de classe? Elle atomiserait la lutte en générant une désolidarisation au sein du mouvement étudiant? Cette manière de voir les choses me fascine. Pour tous les points que j'ai soulevés précédemment, les personnes racisées devraient justement avoir une conscience de classe exacerbée. La lutte des classes est un aspect tout aussi central, mais plutôt que de canaliser un potentiel militant chez des gens des plus stigmatisés, on les rejette, comme d'habitude.

Beaucoup d'autres phénomènes racistes se manifestent lorsqu'on milite en tant que personne de couleur ça va de l'exotisation, sur nos origines ou quant à notre apparence «différente», à la surprise de voir une personne racisée sur l'exécutif. En effet, l'image du militant de base, c'est l'homme blanc. Quand on sort de ce portrait, on est l'*Autre*. De plus, généralement, les militant-es racisé-es ont un champ d'expertise militant restreint à l'antiracisme, ce n'est pas eux qu'on viendra voir pour des questions d'organisations, de comment organiser un référendum ou donner un atelier Mob 101. On en sait beaucoup plus que n'importe qui d'autre sur le racisme, certe, mais ça ne signifie pas que nos connaissances se résument à ça.

En ce qui a trait au féminisme, il est souvent d'une blancheur décevante. Par exemple, suite à l'élection de Donald Trump, un élan de compassion s'est manifesté sur les réseaux sociaux, à l'égard « des femmes et des personnes de couleurs », à mon plus grand étonnement. N'y a-t-il pas bien des femmes qui sont également racisées? La nécessité de toujours établir une distinction entre LA femme et les personnes racisées revient à différencier les deux oppressions, racisme et sexisme, comme influençant deux groupes distincts. Or, les femmes racisées ont la chance incroyable de vivre un contexte social tel, les obligeant à se battre pour leurs droits sur plusieurs fronts. Dans cette perspective, seule l'oppression des femmes blanches et des hommes racisés est mise de l'avant, ce qui finit par invisibiliser les femmes de couleur. Il est important de réaliser que les oppressions, tous comme les identités, sont plurielles. En ce sens, l'émancipation des groupes opprimés ne peut être atteinte en dissociant les réalités oppressantes. Dans l'ouvrage *Ain't I a Woman? Black Women and Feminism*, Bell Hooks sous-tend la nécessité d'une sororité ou *sisterhood* pour mener à bien la lutte féministe. Son existence serait déterminée par « la rupture de l'allégeance à une race, à une classe ou à des préférences sexuelles sur la base d'une conviction politique commune »¹⁷, c'est-à-dire le besoin d'une révolution féministe pour obtenir justice et égalité pour tout-es. Il est important de réaliser que le féminisme blanc est un obstacle concret à la solidarité et à l'accomplissement de la lutte. Malheureusement, l'intersectionnalité n'est pas considérée comme un moyen d'unification, mais plutôt comme quelque chose qui divise la lutte... Fascinant!

Ceci n'est pas une supplication au nom de la sacrosainte inclusivité qu'on vante tant. Les personnes racisées ne seront pas libérées par les personnes blanches. Les personnes blanches échouent continuellement à être plus «inclusives», souvent par manque de compréhension pour la réalité d'autrui. L'émancipation des personnes racisées sera atteinte par et pour les personnes racisées, mais la nécessité demeure d'établir une solidarité afin de combattre ensemble le monstre du capitalisme. L'*allyship* reste une bonne option pour l'instant, afin de générer une certaine ouverture dans le mouvement étudiant. Ainsi les personnes racisées pourront s'occuper de *s'empowerer*, prendre la place qui leur reviens afin de mener à bien la lutte afin que le mouvement étudiant représente enfin leurs intérêts. Dans cette perspective, les personnes blanches doivent commencer par déconstruire leurs privilèges. Cet effort n'est pas vraiment fait dans la vie en général, parce que le *disempowerment* implique de perdre les avantages inconsciemment acquis par l'oppression systémique d'autres groupes.

Signée *Je suis brun pi ton baby itou il va être brun*

17 HOOKS, B. (1982) *Ne suis-je pas une femme? Femmes noires et féminisme*. Éd. South End Press, Boston. p.286

TÉMOIGNAGE D'UNE ÉTUDIANTE RACISÉE À L'UQAM

Dans la TRÈS grande majorité de mes cours, les rares exceptions étant les cours en études féministes, les auteur-e-s que je vois en classe sont des hommes blancs et occidentaux.

Presque la totalité des théories et des concepts que j'apprends a donc été formulée par des hommes blancs et occidentaux! Certains-ne-s professeur-e-s essaient de se « rattraper » en mettant un cours dans le plan de cours sur les féminismes, mais ce cours se donne souvent à la fin de la session et j'ai remarqué que les cours qui sont placés dans la dernière partie de la session sont les plus susceptibles d'être coupés en cas de grève. Ça m'est arrivé plus d'une fois. Dans les cours en études féministes, bien que ça semble s'améliorer de session en session, la majorité des auteur-e-s lu-e-s ou vu-e-s sont des femmes blanches et les cours sur les féminismes intersectionnels sont placés dans la dernière partie de la session et sont aussi plus susceptibles d'être coupés en cas de grève.

C'est sans parler des cours offerts qui sont très occidentalocentrés. Pourquoi les deux seuls cours qui se donnent sur l'histoire de l'Afrique dans une perspective non colonialiste ne se donnent qu'une fois tous les deux ans ? Il y aura enfin un cours sur l'afroféminisme à la session d'hiver 2016, mais j'espère sincèrement que ce n'est pas un cours qui ne va se donner qu'une fois. J'espère aussi qu'on va continuer à rendre plus intersectionnelle la matière des autres cours qui se donnent déjà.

Il est difficile de s'engager dans des groupes militants à l'UQAM lorsque la majorité et parfois même la totalité des membres de ces groupes est Blanc-he-s. Personnellement je ne suis vraiment pas confortable lorsque je ne suis entourée que de personnes blanches, surtout dans un milieu militant.

Dans mes interactions avec les étudiant-e-s, j'ai remarqué le refus par certain-ne-s étudiant-e-s à l'UQAM de reconnaître que le racisme est un système d'oppression au même titre que les autres systèmes d'oppression comme le capitalisme ou le patriarcat. Après les élections de Trump, dans une discussion en classe, un homme blanc s'exprime en disant qu'on ne devrait pas parler en termes de race et de genre (ces points avaient été soulevés par d'autres étudiant-e-s) mais d'économie...que seuls les facteurs économiques devraient être utilisés dans l'analyse des élections américaines. La chargée de cours lui répond que son discours nie l'importance d'une analyse intersectionnelle ☹️. L'étudiant répond en commençant par dire « personnellement » et en reproduisant le même discours qu'auparavant. Je l'interromps en lui disant qu'il devrait aussi dire « personnellement, en tant qu'homme blanc »...à la pause, il vient me voir et il me demande quel est le problème que j'avais avec son discours. Avec quelques étudiant-e-s, qui ont aussi trouvé son discours problématique, on passe au moins 10 minutes à lui expliquer à quel point son discours nie les autres formes d'oppressions en prenant pour acquis que l'économie capitaliste est la source principale d'oppression. Après ces 10 minutes, il n'avait pas l'air de comprendre (ou ne voulait pas comprendre) nos arguments. Il m'affirma d'ailleurs à la fin que le fait que je lui ai dit qu'il devrait dire « personnellement, en tant qu'homme blanc » lui semblait être une attaque. Comment dialoguer lorsqu'on est confronté à cette fragilité blanche où remettre en cause les

idées de certaines personnes blanches est interprété comme une attaque personnelle?

Je suis féministe et je souhaiterais vraiment que le milieu féministe uqamien soit beaucoup plus intersectionnel et moins blanc. Un jour, j'ai passé plus d'une heure à expliquer à une féministe blanche et étudiante l'intersectionnalité et le féminisme postcolonial. Mais, est-ce à moi d'éduquer? J'apprécie que cette personne ait voulu en connaître plus sur l'intersectionnalité, mais devoir donner bénévolement plus d'une heure de mon temps pour « éduquer » une personne sur des notions qu'elle peut (si elle veut) comprendre si elle lit quelques articles dont elle a accès ou même en regardant quelques vidéos sur YouTube, c'est épuisant, ça fait chier et j'ai subi des multiples microagressions pendant cette conversation. Il m'est déjà arrivé de répondre à des étudiant-e-s de l'UQAM d'aller s'éduquer ou de les rediriger vers des sources qui leur permettraient de comprendre quelques notions en lien avec le racisme parce que je n'avais pas nécessairement le temps de leur expliquer. Leur réponse fut assez négative. Tandis qu'un-e étudiant-a m'a affirmé qu'il-elle trouvait insultant de se faire dire d'aller s'éduquer, un-e autre m'a répondu que je la mettais dans une « case d'enfant gâté » et « de blancs qui ne peuvent pas comprendre ».

Bref, je sais que dans les autres universités les problématiques entourant le racisme existent aussi, mais je ne sais pas si j'ai envie de poursuivre mes études supérieures à l'UQAM après la fin de mon bac parce que j'ai l'impression qu'on n'a pas encore commencé à avoir ces débats et que c'est plus difficile d'en discuter lorsqu'on est confronté à de l'ignorance ou à la fragilité blanche.

Quelques propositions pour l'UQAM

Que les associations étudiantes diffusent les démarches à suivre et les recours possibles lorsqu'on est victime d'un acte raciste, que cet acte soit perpétré par un-e enseignant-e ou un-e autre étudiant-e. Personnellement, je ne sais pas à qui je pourrais m'adresser et d'autres étudiant-e-s racisé-e-s de l'UQAM dans mon entourage ne connaissent pas non plus les démarches à suivre.

Que les associations étudiantes reconnaissent qu'elles ont un problème d'inclusion et qu'elles réfléchissent à comment être plus inclusives.

Qu'il y ait plus de conférences en français à l'UQAM sur le racisme, l'islamophobie, le colonialisme, l'intersectionnalité, etc.; préférablement avec des conférencières-ers non blanches.

Qu'il y ait plusieurs ateliers sur l'intersectionnalité, l'antiracisme, l'appropriation culturelle, les expériences des femmes racisées et la culture du viol, l'anticolonialisme, l'anti-islamophobie, etc., à l'UQAM et que les personnes qui donnent ces ateliers ne soient pas des personnes racisé-e-s qui font encore une fois le travail d'éducation bénévolement et gratuitement. Qu'il y ait même des campagnes sur le campus qui ciblent ces problématiques.

“WHERE ARE YOU REALLY FROM?”

The uneasy question “Where are you really from?” usually comes up after “Montreal” is not a satisfactory answer. The interrogation becomes steeped in euphemism, an attempt to pry out the information by going through your family tree. Despite how my personal history and self-identification are large parts of me, so are my sexual orientation and my religion. Disclosing this information is a choice, but the people who ask me do not see it that way.

There seems to be a sense of entitlement towards visible minorities’ so-called origins. The dominant group feels a right to question an “Other” that does not fit with their narrative of national belonging, reducing many to permanent immigrants. It reinforces the idea of Canada as a White country and denying the history of its eurocentric construction and discriminatory policies. However, even racialized minorities have given me the question, leading to the issue of exotification.

A few weeks ago, a security guard in school saw me passing by the hall and yelled from his enclosed office: “Are you Chinese?!” Far from being a strange case, these common questions and their subtler variations punctuate my experience living in Montreal as a visible minority. Sometimes it happens with new friends, but other times it is manifested in catcalls from strangers. In an intersection of gender and race, there is an ethnic component to the sexual harassment. In the rise of so-called yellow fever, the exotification of East Asian women has added fuel to the entitlement to know what “kind of Asian” I am. Along with it comes the horrific guessing game that reveals their preferences and pre-conceived notions of race and ethnicity. A hierarchy of countries becomes apparent in their reaction, steeped in colourism and economic status: “You’re so pale and well put together. You must be Japanese or Korean!”

Due to these prodding questions over the years, I have developed an aversion to mentioning where I am really from, just to fight this sense of entitlement. Instead, I shoot back the same questions in an effort to turn the Othering gaze back on the person who asked, hopefully prompting a realization of their prejudice.

However, my attitude towards multigenerational displacement is a not monolithic representation of immigration. Some people may take more pride in identifying with their ethnic culture rather than their national culture or vice-versa. There is no way of dealing with integration that is better than others. However, these choices are personal and should be treated as such. “Where are you [really] from?” should be kept unspoken until the person in question brings it up on their own terms.

Florence Yee

October 16th 2016

TIMIDE, TRAVAILLANTE¹⁸, TOLÉRÉE

« Elle se conforme, pour se mettre à l'abri dans la mesure du possible. C'est parfois une conformité léthargique, en quel cas les exigences masculines la circonviennent progressivement, comme une enterrée vive dans un conte d'Edgar Allan Poe. Et c'est parfois une conformité militante. Elle sauvera sa peau en se montrant loyale, obéissante, utile et même fanatique au service des hommes qui l'entourent. Elle devient la putain heureuse, la ménagère comblée, la chrétienne exemplaire, l'universitaire désincarnée, la camarade accomplie, la terroriste par excellence. Quelles que soient les valeurs ambiantes, elle les incarnera avec une fidélité sans faille. »

Andrea Dworkin, **Les femmes de droite**, 2012

Le mouvement étudiant est un monde étrange. Rempli de codes, de réseaux d'affinités, d'éternels débats. Telle une orchestre en éternelle répétition, il fait collectivement vibrer le sol d'un tintamarre, dans un incessant effort de changement social. Et collectivement, il façonne ce changement à son image : durci par le dos d'une femme, sculpté comme un poing d'homme, peint à l'acrylique blanche sur un tissu de couleurs qui transparaissent en petites taches éparpillées, celles qu'on s'acharne maintenant à appeler diversité.

Ceci est mon expérience de petite tache.

J'ai commencé à militer il y a près de trois ans dans un syndicat étudiant d'un cégep tricoté coloré.

Dès le début de mon militantisme, une impression m'a marqué sans que j'aie les mots pour la décrire. Attentes intériorisées, stratégie d'inclusion, exagérations de ma part? Je n'en suis pas sûre. Malgré tout, quelques phrases résonnent en moi pour exprimer ce qui ne m'a jamais vraiment quitté. Les voici.

Tant et aussi longtemps que je prendrais peu de place, que je ferais les tâches que la plupart ne veulent pas faire, et que j'acquiescerais aux opinions des hommes blancs d'expérience, les autres m'accepteront, me feront une espace dans leurs cercles militants – principalement pour que j'assume des tâches invisibilisées –, et se réjouiront qu'une femme racisée s'implique, telle une goutte de peinture sur des *bancs* de neige ô combien décisionnels.

Tant que je jouerais un rôle qui m'est si familier que je l'ai surnommé *identité*, j'aurais un espace dans ces milieux auxquels la plupart de mes sœurs racisées n'ont visiblement pas accès.

Sans que mes camarades me l'aient imposé consciemment, j'ai agi et je continue à agir en douceur, avec gentillesse et conciliation, en questionnant constamment mon temps de parole, mes prises de position, l'espace que je prends.

18 Ironiquement, le féminin de « travaillant » est considéré une erreur orthographique par mon ordinateur.

Car est-ce vraiment une possibilité de prendre le même espace que les autres, alors que nous tentons tant bien que mal de ne pas être les stéréotypes auxquels nous ne pouvons pas échapper, car ils si souvent appelés *traits de personnalité*?

Ces traits de personnalité ou stéréotypes, en tant que femmes, nous sont bien trop familiers. Dès petites, nous apprenons, nous sommes forcées ou accusées de les jouer. Dans notre société, si libre et occidentale, ils nous sont posés comme des choix entre deux adjectifs prédéfinis. Ainsi, nous les femmes, sommes soit putes, soit prudes. Soit froides et égocentriques, soit collantes et pathétiques. Souvent, nous sommes soit trop, soit pas assez : trop intelligentes ou pas assez, trop sexuelles ou pas assez, trop affirmées ou pas assez. Ces rôles et ces insultes permettent aux hommes de décider si nos comportements sont bons ou mauvais. Malgré tout, peu importe comment nous agissons, aucun d'eux n'est gagnant, car chaque rôle est conçu pour nous garder à *notre place*.

À ces rôles de femmes, le racisme aime y apporter son piquant. Ainsi, nos peaux, nos yeux, nos vêtements, tous considérés étrange-r-s, sont un rappel que nous avons des rôles précis à jouer. Deux de ces rôles s'opposent et se complètent parfaitement : la sauvage et la soumise.

La femme sauvage est celle qui parle trop et trop fort, une main sur la hanche et l'autre dans les airs, criant ses opinions peu pertinentes ou exprimant une sexualité débridée. C'est celle qu'on voit dans les films, les caricatures, la pornographie, et qui n'est jamais assez articulée, calme, éduquée, docile, assimilée. Telle une bête, elle agit selon ses impulsions, différente de la femme blanche plus respectable, plus belle, plus féminine.

La femme soumise, de plus en plus médiatisée, est celle qui est destinée à être sauvée de sa famille, de sa religion, de sa communauté, de sa culture. C'est celle qui est cantonnée dans des idées conservatrices, voire quasi primitives, qui se fatigue sans relâche dans trois emplois sans dire un mot, et qui attend la délivrance occidentale pour, ultimement, avoir exactement les mêmes conditions, mais avec l'obligatoire sceau d'approbation *en français*.

Ces rôles ne sont pas nouveaux. Ils ont justifié notre colonisation en affirmant que nous étions naturellement ou culturellement inférieures, arriérées, différentes. Ils ont justifié des remèdes pour nous en sortir, versés à même les mains du colonisateur : tuer, esclavager, ségréguer, assimiler, et euphémiser le tout, juste au cas.

Être racisée, c'est ne jamais échapper à ces rôles, car ils sont encastrés dans un système colonialiste bien huilé qui n'a pas arrêté de rouler. La preuve?

Les épices n'ont pas arrêté d'être vendues du Sud vers le Nord. Elles sont dans vos épiceries fines préférées et dans nos Maxis, tout comme notre chocolat (« suisse » ou « belge »), notre café, notre quinoa, nos aliments cultivés à faibles coûts dans le Sud, et vendus à faibles salaires dans le Nord, dans les deux cas nos sœurs et frères racisé-e-s.

Les Africaines et les Africains n'ont pas perdu leurs chaînes. Celles-ci sont devenues les

salaires minimums souvent non respectés, les armes des policiers braquées comme des épées, les heures de travaux communautaires qui s'accumulent chaque année, et les prisons qui nous sont bien trop familières.

Pocahontas et son peuple n'ont pas eu *vérité et réconciliation* avec les envahisseurs. Ses sœurs et ses frères sont par milliers dans les rues de métropoles occidentalisées, et un film a réinventé sa vie et ses violences comme une histoire d'amour racontée aux petites filles.

Et j'en passe, car c'est présent dans toutes les sphères de la société. C'est pourquoi mon expérience militante n'est pas séparée des expériences des autres femmes racisées. Et c'est pourquoi je ne peux pas être uniquement une militante étudiante, uniquement une militante féministe, uniquement une militante antiraciste, car je ne vis pas d'oppressions en alternance. Je les vis ensemble au quotidien.

Je les vis lorsque j'assume des tâches masculines – mobilisation, rencontre avec d'autres militantes et militants, participation à des manifestations – et que j'ai constamment peur du racisme des inconnu-e-s, de marcher seule la nuit, de croiser un homme qui se conforte à savoir que son élite politique pense comme lui.

Je les vis lorsque je suis soulagée et exagérément reconnaissante pour une seule once de respect accordée par une personne blanche, car ma simple existence me semble à la fois trop dérangeante et pas assez.

Je les vis en ne sachant pas comment parler de mon homosexualité avec ma famille, car que nos seuls repères et ressources sont les hommes blancs gais d'une parade marchandisée.

Je les vis en sachant que le choix entre études et militantisme implique aussi un choix impossible entre race, sexe et classe, et implique exceller jusqu'à l'épuisement, car nous savons que nous devons être «twice as good as them to get half of what they have».

Écrire ces lignes a été un ensemble de questionnements. Suis-je chialeuse, égocentrique, impertinente, exagérée? C'est exactement cela qui m'a motivé à écrire, car aucun homme blanc que j'ai croisé ne s'est autant questionné, et chaque sœur racisée que j'ai rencontrée s'est fait apposer au moins l'une de ces insultes comme trait de personnalité. Et je suis fatiguée de me censurer, d'attendre d'être validée, de me taire pour ne pas déranger, ou pour bien déranger.

C'est donc à vous, **sœurs racisées**, peu importe nos différents politiques, que je m'adresse.

Nous n'avons jamais trop parlé. Vous n'avez qu'à ouvrir la télévision, aller à une réunion militante, poser les pieds dans une bibliothèque, pour vous en rappeler.

Il est donc temps d'oser **crier, la main sur la hanche et l'autre dans les airs, poing fermé.**

Sororalement, *Filomena*

BLANCHE EN DEDANS : ACCEPTER SES IDENTITÉS SANS SE REGARDER GRANDIR

cw : racisme et queerphobie intériorisés + mention de violence

1. Pendant la majorité de mon enfance et de mon adolescence, j'ai refusé de me regarder dans le miroir. Évidemment, je ne pouvais pas m'empêcher totalement de *catch a glimpse* de mon visage lorsque je devais péter des boutons ou laver le chocolat autour de ma bouche, mais je sais que je ne me regardais pas dans les yeux.

Je n'osais pas.

Je me souviens encore du moment où j'ai pris la décision de ne plus croiser mon regard. J'avais quatre ou cinq ans et je me brossais les dents dans la salle de bain, tête baissée. En relevant la tête, j'ai fait le saut; je n'étais pas blanche! Mon apparence ne *fittait* pas avec celle que j'avais de moi-même dans ma tête. Terrorisée par cette expérience *out-of-bodyish*, j'ai décidé de ne plus la recommencer.

Comme la plupart des personnes ayant toujours vécu en *so-called* Amérique du Nord, mon monde était composé de visages blancs signifiant « bons », « généreux », « sauveurs ». Et pour moi, c'était encore plus personnel. Blanc voulait dire « papa, maman », « grands-parents », « cousin.e.s », « heureux.se.s ». « Riches ». « *The good side, the side you should always take* ». Ne pas posséder les traits liés à ce groupe de personnes a été choquant, *heartbreaking* pour moi. Être enfant et ne plus vouloir de mon visage, quel épouvantable vœu. Si je ne pouvais pas avoir les yeux verts et les cheveux bruns que j'enviais tant, autant ne plus rien avoir du tout. J'étais trop foncée pour cette vie. Je ne riais même pas jaune parce que je ne riais pas, jamais.

Alors je ne me suis plus regardée dans le miroir. C'était trop dur pour mon petit cœur sensible et j'étais déjà assez triste. Je ne me suis pas vue grandir, littéralement.

Ça a duré jusqu'à mes 14 ans, pendant cette longue et douloureuse année où j'ai dû faire mon *coming out* à moi-même. Secondaire 3. L'année sans répit.

Flash-back : Mercredi 19 janvier 2011. Un autre soir dans ma maison, la seule personne encore réveillée vers onze heures ou minuit, incapable de dormir. Les ronflements de mes parents de nouveau la trame de fond de mon insomnie anxieuse. Je devais avoir prié à Dieu de ne pas me faire gay ou quelque chose d'également triste pour être encore debout. Je suis allée dans cette même salle de bain, avec toutes ces pensées confuses comme seules compagnes et j'ai décidé de me regarder dans les yeux pour la première fois depuis des années. Un long regard perçant, sans cligner des yeux ou me détourner de leurs formes bridées, MES yeux bridés, MES cheveux noirs, MA peau jaune. C'était à moi, à moi seule. Ma *queerness* aussi était à moi, mais je ne le savais pas encore. Je me suis demandée à voix haute : « Qui es-tu? » et la vérité m'a répondu : « Tu es toi. Et tu ne ressembleras jamais à personne d'autre qu'à toi-même. Tu sauras un jour que tu n'as pas besoin d'être blanche pour être heureuse, ou avoir des ami.e.s. Tu n'auras jamais les yeux

verts, ou bleus ou même bruns pâles, mais tu pourras voir le monde avec tes yeux à toi, tes yeux uniques de survivante, de personne racisée, mais blanche à l'intérieur, de personne *queer* en grande partie cisgenre, de survivante, de SURVIVANTE de ton père et de ses violences. 14 ans sans répit, mais tu peux te donner une pause, maintenant. Accorde-toi une pause. S'il te plaît. »

J'ai fermé les yeux, j'ai pissé, et je suis allée me coucher.

Bonne nuit.

2. Encore aujourd'hui, je n'arrive pas à décider si j'aime mon visage ou pas. Il y a une raison à mon choix de photo de profil, ma première depuis plus d'un an : moi, tête baissée, n'osant pas regarder en face. C'est parce que c'est dur de me trouver attirante, ou *hot*, ou belle et de croire les personnes qui pensent que je le suis. Il y a très peu de photos de moi depuis que j'ai fait mon *coming out*. Peut-être parce que je suis devenue encore plus invisible qu'avant, que j'ai perdu encore plus de privilèges (même si je reconnais les multiples privilèges que je possède encore et que j'aurai toujours). C'est une image intéressante : avant de faire mon *coming out*, on me prenait très souvent en photo, alors que je ne voulais pas me voir et maintenant, ouvertement *queer*, le nombre de clichés faits de moi se comptent sur les doigts de la main, et mon visage me manque un peu. Je ne sais plus à quoi je ressemble. Peut-être que c'est ça, être une Asiatique adoptée et *queer* : vivre sur une fine balance entre être là et ne plus l'être, entre avoir une maison et l'abandonner/la perdre d'un coup, exister sans certitude d'un lendemain, restant seulement *on the edge of everything*. *Mid-air. Awake at midnight, waiting.*

CHILIENNE, L'ES-TU?

C'était un party dans la Petite Patrie juste après le rush de la fin de session. Un ami qui voulait qu'on vienne chez lui depuis un bout dans une de ses soirées hyper groundées. Dans le fond je connaissais à peine 5 personnes dans la liste d'invité-es, mais ça ne me stressait pas plus que ça. J'aime bien rencontrer du nouveau monde.

Au milieu du party, je jaisais avec mes cinq visages familiers puis, d'autre monde se sont embarqués dans la conversation. Un gars bien sympathique s'est inclus dans le cercle juste au moment où je parlais de mon programme d'étude. Blabla... sociologie... blabla... concentration féministe... Ça faisait quelques minutes que le dit gars m'observait sans rien dire avec les sourcils froncés. Je pouvais voir le gros point d'interrogation sur sa face. Je me disais que peut-être qu'il avait pensé m'avoir vu quelque part d'autre, après tout, le monde est petit. Suite à ma présentation, il s'introduisit lui aussi. La soirée continuait, et à un moment donné, quand je parlais de je ne sais plus quoi, il m'interrompit sans même s'excuser pour me demander :

« Es-tu Chilienne? »

Ma première réaction est la surprise. En général, se faire interrompre c'est quand même

dérangeant. Ensuite, il y a la surprise suite à cette question. Est-ce que je suis Chilienne? Bin la réponse est pas mal plus compliquée. Mes parents sont Chilien-nes, illes ont vécu-es au Chili. Moi, je suis bien leur fille, oui je connais la culture chilienne et je suis allée là-bas une coupe de fois. Mais bon, lui trouvait la question pas mal plus simple que moi.

« Euh...oui..? »

Ma réponse sonnait presque comme une question. Fallait-il que je le félicite? Tu as trouvé le mystère de ma non-blanchitude? Voila une médaille! Dès que j'avais répondu, mon malaise s'était amplifié. Pourquoi cette question était si urgente au point de m'interrompre? Je veux dire je suis une femme donc ça m'arrive souvent de me faire couper la parole, c'est jamais agréable, mais quand c'est en lien avec le fait que je suis une personne racisée, c'est encore encore plus lourd.

« Comment tu as deviné? »

Les mots sont sortis de ma bouche. Je savais que la réponse allait pas me plaire, je veux dire, c'est sûr que cela allait être n'importe quoi. Comme s'il y avait un guide « comment identifier un chilien.ne en trente secondes ».

« Je ne sais pas tu avais une vibe de chilienne, ils sont tous comme ça, je connais beaucoup de Chiliens. »

Eh bin. Ça à l'air que j'ai une vibe particulière relié à ce pays du Sud du continent. Pis le gars devant moi à l'air d'avoir un doctorat en identification du Chilien type.

« Haha... c'est cocasse... Sinon ma fin de session se rapproche de plus en plus, je suis un peu dans le déni...bla-bla-bla »

Bin oui, j'ai juste changé de sujet. J'étais venue pour avoir une bonne soirée et disons que de parler du racisme banal et du pourquoi demander mes origines out of the blue est problématique Ben faisait pas parti de mon plan de la soirée. Je me fatigue déjà tellement pour argumenter avec du monde que dans ces moments là je veux juste une soirée tranquille. En ai-je le droit?

Ce genre d'histoire m'arrive bien trop souvent. Pis non, je n'exagère pas en me frustrant sur le sujet. Me demander mes origines, devinez d'où mes gènes viennent, c'est problématique. Après cette rencontre, j'avais juste l'impression que ce gars-là me voyait comme la Chilienne de service. Et après, il allait juste m'associer à tout-es ses soi-disant-es ami-es chilien-nes : Vous êtes tout-es les mêmes.

Bravo homme blanc, tu as réussi résoudre le mystère de ma non- blanchitude, veux-tu une médaille?

Signée quelqu'une qui est tannée

À MES FRÈRES ET SŒURS, CES COLONIALISTES QUI S'IGNORENT.

Pire que de se savoir colonisé-e, il y a ne pas le savoir ; pire qu'être colonialiste, il y a l'ignorer.

J'écris ce texte pour les colonisateurs et colonisatrices et leurs enfants, pour les colonisé-es et leurs descendances. Peut-être croyez-vous que ces catégories sociales sont dépassées, que nous avons tournées ces longues pages de l'histoire ? Alors vous sous-estimez la mémoire humaine et vous avez une perception biaisée du monde actuel. J'écris ce texte pour les « colonialisé-e-s » que nous que nous continuons tous d'être.

Durant les siècles derniers, l'humanisme européen se voulait universel. On y renonçait progressivement aux pratiques les plus brutales, leur préférant une modernité civilisée. Bien sûr ces sociétés nouvellement industrialisées sont violentes envers les classes ouvrières, plus vulnérables. Mais ne pouvant les exclure complètement de leur époque, on prendra tout de même soin de les inclure dans l'espèce humaine. Ceux-ci et celles-ci doivent être libres pour vendre leur force sur le marché du travail.

Dans les colonies, de l'autre côté des mers et des océans c'est différent. Avec le travail forcé, pas de contrat. Les colons repoussent les limites de l'universalisme (et oui c'est possible). Puisqu'il est un crime d'asservir et de dépouiller son semblable, et que cette contradiction est insupportable à l'homme moderne, le colonisé ne doit plus être plus un semblable.

De prime abord il n'apparaît pas impossible de transformer l'homme en bête. Pour cela la violence est indispensable, mais les coups ne suffisent pas. La déshumanisation requiert la dénaturaion des traditions, la substitution du langage, la destruction de la culture. Dans cette opération il faut cependant prendre soin de ne pas administrer accidentellement une trop grosse dose de « civilisationisme universaliste », cela pourrait se retourner contre vous. Le colonisateur n'a jamais été motivé par autre chose que le profit par la surexploitation. Il ne peut pas exploiter des cadavres. Le voilà pris au piège, le massacre (physique et culturel) est nécessaire au maintien de l'ordre colonial, mais par souci de rentabilité, on ne peut pas toujours le pousser jusqu'au génocide (physique et culturel).

La décolonisation est donc autant un rapport de force physique avec le colonisateur, qu'un combat entre le colonisé et sa propre déshumanisation. Pour vaincre, le colonisé a dû et devra se battre contre lui-même, ces luttes n'en font qu'une.

Mais le colonisé n'était pas le seul sujet de la colonisation, comment pourrait-il être le seul sujet de la décolonisation ? Dans tout rapport d'oppression, l'opresseur croit toujours qu'il va s'en sortir indemne. Mais on ne fait rien sans se façonner soi-même en même temps. On ne peut aliéner, sans s'aliéner par la même action. Sartres, qui était lui-même « un français d'Algérie », écrivait : « il suffit que les victimes (du colonialisme) nous montrent ce que nous avons fait d'elles, pour que nous connaissions ce que nous avons fait de nous ». Comment imaginer que nos cultures, nos inconscients collectifs, nos pratiques puissent être débarrassés du racisme qui les a

soutenus pendant des siècles d'esclavage et de colonisation, pendant des décennies de guerres coloniales et de néocolonialisme ?

La décolonisation intégrale n'est possible que si le colonisé et le colonisateur se « décolonialisent ». Pour cela il est vital de nourrir une culture postcoloniale.

À l'époque, Frantz Fanon mettait en garde les jeunes sociétés décolonisées contre la tentation du retour vers une culture originelle perdue. Cette « culture » que l'on croit pouvoir ressusciter. On la regarde avec tellement de tendresse et de nostalgie qu'elle est figée, pétrifiée. On la maintient en vie, sous perfusion. Elle finit par n'être que l'expression formelle de ses traditions. Elle se meurt. Alors on veut la protéger, voilà le traditionalisme. Puis les jeunes se rendent compte de la supercherie, ils la compromettent, voilà le conservatisme. Arrivent des éléments étrangers perçus comme une menace culturelle, voilà les réactionnaires qui débarquent. Pour Frantz Fanon, la culture postcoloniale des nouvelles nations libres devait être puisée dans l'expérience collective de la révolution qu'était la décolonisation. L'identité nationale devait être une chose en mouvement, dirigée vers les mêmes idéaux de liberté, de justice et de dignité. Si c'eut été le cas peut-être que le nationalisme n'aveuglerait pas autant de nations décolonisées sur leurs penchants inégalitaires, racistes et patriarcaux. Face à cela, la passivité des anciens opprimés fait d'eux de nouveaux oppresseurs. La contradiction est tellement insupportable qu'ils devront trouver une idéologie menteuse pour soulager, à leur tour, leurs consciences d'hommes modernes.

Pour ce qui est des anciennes sociétés coloniales, les sentiments de déclassement et de culpabilité sont inévitables. Contraint d'affronter le spectacle du strip-tease de son humanisme, l'occident ne se trouve plus si joli. Marx disait de la honte qu'elle est un sentiment révolutionnaire, en effet elle est à la base de l'indignation. Mais elle n'en demeure pas moins pénible. Et certains-es ne la supportent pas : « nous n'étions pas là, et nous réprouvons les excès de nos ancêtres ». Vrai, vous n'étiez pas là. Mais les institutions que vous continuez de plébisciter, elles oui, elles étaient là. Et ont elles véritablement changé ? Peut-être... Quoi qu'il en soit, vous avez la responsabilité d'y veiller. Car sinon votre passivité vous place dans la continuité de vos ancêtres oppresseurs.

Toutes les constructions de toutes les identités nationales sont basées sur des perceptions sélectives de leurs histoires et de leurs présents. Généralement on y voit les vainqueurs d'hier et d'aujourd'hui. Il est de notre responsabilité à tous, d'opposer à la sélectivité subjective, une objectivité militante. Cela nécessite une vigilance de tous les instants à l'égard de toutes les discriminations d'aujourd'hui, d'hier, et de demain.

TÉMOIGNAGE D'UNE FEMME RACISÉE

Petite introduction à mon sujet : Je suis une femme racisée. Je me considère comme Amazight ; des peuples autochtones d'Afrique du Nord. Je vis au Québec depuis 16 ans déjà, et je milite dans les mouvements étudiants depuis 5-6 ans déjà. J'ai passé la plupart de mon enfance dans mon pays d'origine, donc j'ai plutôt gardé un grand lien avec ma culture arabo-berbère.

Malgré ce lien avec ma culture, je n'ai compris ma racialisation, et mis des mots dessus que dernièrement. Je ne dirais pas qu'avant je me considérais blanche, mais que naïvement même si je voyais et je vivais du racisme et de l'islamophobie dans la société québécoise, ça a pris plus de temps à me rendre compte que ce n'était pas des anecdotes : que cela découlait de quelque chose de beaucoup plus gros. Je pensais, à tort, que les événements racistes que j'ai vécus au long de mon primaire et de mon secondaire n'étaient que le fruit d'enfants malveillants, qui répétaient ce qu'ils entendaient à la maison sans trop savoir la portée de leurs mots.

J'ai cru, pendant longtemps que si la société était empreinte de racisme systémique ; les mouvements militants et anti-oppressions dans lesquels je militais ne le seraient pas. La première fois que j'ai réalisée mon erreur, c'était en 2013 pendant le débat « de société » entourant la fameuse charte des valeurs. Il faut dire que même si la plupart des associations étudiantes se sont positionnées contre ; dans les faits j'ai dû supprimer au minimum une centaine d'individu-e-s que j'avais connue pendant la grève étudiante de 2012, qui se disaient de gauche et antiracistes. Quand les premiers débats ont commencé, cela n'a pas pris beaucoup de temps avant que je commence à voir leur jupon raciste ressortir. C'est là que ça m'a frappé. Ce que je voyais c'était des gens, blanc-he-s pour la plupart, débattre de l'avenir des Québécoises musulmanes, comme s'ils donnaient leur avis sur la pluie et le beau temps. Et pouvoir parler d'un sujet aussi important, qui touche et pourrait chambouler la vie d'individu-e-s ; avec une telle légèreté : c'est un énorme privilège. Et plus ça avançait, plus je remarquais que quand les questions antiracistes étaient abordées, c'était toujours de façon malaisante. Des débats dans des locaux d'assos, ou tous.t.es et chacun-es donnaient leur avis tout en se masturbant intellectuellement ; en citant des grands noms de théoriciens du siècle dernier pour appuyer leurs propos. D'ailleurs ça ne cite que des hommes blancs pour la plupart. Comme si aucun auteur-e racisé-e ne s'était jamais penché sur la question. Et au bout d'une heure ou deux à débattre et à discuter : ça finit par se tourner vers moi pour me demander mon avis ; en tant que seul-e personne non blanc-he dans la salle, à l'attente de ton approbation. Je me suis souvent sentie comme une token, « l'amie arabe » de la plupart. Mais qui d'entre vous s'est vraiment intéressé de près à ma culture ? Bruits de criquets.

Encore dernièrement, une amie semblait estomaquée de savoir que je parlais arabe, car elle ne m'avait jamais entendue parler ma langue. Je comprenais pas trop à quel moment ni pourquoi, je me serais mise à parler ma langue maternelle, surtout si je suis entourée que de personnes qui ne la comprennent pas. Et c'est là que j'ai réalisé : les gens inconsciemment me blanchisaient dans leur tête. Peut-être parce que je ne rentre pas dans les stéréotypes de la femme immigrée. Certain-e-s pensent peut-être que je suis née au Québec. Pourtant je suis une immigrante de « première génération ». Même si je n'ai pas d'accent, même si je suis située à l'extrême gauche de la boussole politique , même si je ne suis pas pratiquante de ma religion , même si mes parents sont des parents « ouverts », même si je suis capable de faire la fête avec vous; je reste et resterais toujours une femme racisée dans un milieu militant majoritairement blanc.

Quand je regarde la société québécoise d'aujourd'hui, les gouvernements en place, les acteurs et actrices à la télévision, dans nos médias : je vois très peu de personnes issues de la diversité. Et pourtant quand je marche dans la rue, quand je suis au cégep/ université : je vois une ville très multiculturelle. Et c'est là que je me demande : Ces personnes-là se sont perdues? Pourquoi plus on monte haut dans les sphères de la société, moins il y a de personnes racisé-e-s

qui s'impliquent? Même en regardant nos associations étudiantes, peu de personnes racisé-e-s militent ou se font élire sur des postes d'exécutant-e-s . Je me pose la question depuis quand même un bon moment déjà : Est-ce que le problème c'est la mobilisation? Est-ce que les mobeuses ne vont pas approcher ces personnes? Est-ce que les personnes racisées ne se sentant pas incluses dans le Québec, pas assez québécois-e-s, ne ressentent pas le besoin de s'impliquer dans des luttes qui ne seraient pas les leurs? Si c'est le cas, ne pourrait-on pas inclure les luttes antiracistes dans nos luttes étudiantes? Parler d'intersectionnalité? D'appropriation culturelle? De comment la précarité étudiante pourrait frapper plus fort chez les étudiant-e-s racisées? De la hausse des frais de scolarité chez les étudiant-e-s étrangères?

Car vraiment, ce n'est que quand nous, les personnes racisées nous sentiront incluses réellement (et pas que par des positions de PV d'ag qui ne restent que sur papier) dans les luttes étudiantes, que nous nous impliquerons, et arrêteront de n'être qu'une poignée de personnes. Ce n'est qu'un début de réflexion, sur des malaises que j'ai depuis un moment déjà. La création d'un comité antiraciste est déjà un bon début, encore faudrait-il qu'il devienne permanent. Encore faudrait-il que les questions que ce comité traiterait ne se retrouvent pas en deuxième plan après les luttes étudiantes, et que les personnes qui s'y impliquent ne se voient pas tirailler à devoir choisir si elles doivent s'impliquer dans les luttes antiracistes ou les luttes politiques. Et que les personnes non- racisé.es soient des véritables allié-e-s en venant en aide au comité , en en parlant autour de soi, en allant aux conférences organisées par les personnes s'impliquant dans la lutte antiraciste et en se déconstruisant, car peut-être parfois c'est ce manque de déconstruction qui éloigne des personnes racisé-e-s des milieux militants.

ANGLOS DE CONCORDIA À L'ASSÉ

Patrick Blair—membre de FASA (Fine Arts Student Alliance)
Aouatif Zebiri—membre de SCPASA (School of Community and Public Affairs Student Association)
Marion Miller—membre de FASA (Fine Arts Student Alliance)
Aloyse Muller – membre de LAS (Liberal Arts Society)
Gabriel Velasco—membre de SCPASA (School of Community and Public Affairs Student Association)

Après une grande mobilisation à Concordia durant la grève de 2012, l'affiliation du SCPASA à l'ASSÉ à l'hiver 2013 suivis de FASA à l'hiver 2014 et LAS à l'automne 2014 ont été une expérience d'apprentissage intéressante autant du côté de l'ASSÉ que des trois associations membres à Concordia. Par contre, l'implication de Concordia dans l'ASSÉ n'est pas si nouvelle, car le Concordia Student Union en a été membre fondateur en 2001 au moment des grandes mobilisations à Concordia autour du Sommet des Amériques. Également, plusieurs militants de Concordia ont été impliqués dans ses structures depuis 2010 en préparation pour la grève de 2012.

Pour créer le contenu de cette lettre, les militants de Concordia impliqués à l'ASSÉ ont invité des personnes qui l'ont été par le passé ainsi que les délégués nouvellement élus à se rassembler pour discuter des enjeux auxquelles les Concordiens ont historiquement fait face à l'ASSÉ et nos perspectives de l'avenir en tant que militants à Concordia et/ou anglophones. En fin de compte, nous étions 12 qui ont passé l'après midi à faire du brainstorming collectif, une passation de savoir et laisser émerger des idées pour le future de Concordia dans l'ASSÉ. Plusieurs critiques on fait surface, mais dans l'ensemble nous sommes repartis avec de l'espoir et de l'énergie pour continuer de travailler comme participants dans cette structure vers des objectifs et gains importants du mouvement étudiant. Ce texte à été préparé par un petit groupe de ces participants pour résumer nos discussions et propositions. Nous toucherons aux particularités de la culture anglophone de Montréal, nos aspirations pour un féminisme intersectionnel et une dimension significative d'anti-racisme dans le mouvement étudiant, des solutions logistiques qui pourraient permettre une meilleure inclusion d'anglophones et nos idées de futures campagnes qui pourraient être menés par l'ASSÉ.

Culture anglo....

Les étudiantEs de Concordia qui s'impliquent à l'ASSÉ ont une variété de parcours militants. Puisque Concordia a un fort programme en Beaux Arts, presque 60% des membres de FASA sont francophones, la plupart qui ont étudié au CEGEP à Montréal. D'autre sont des anglophones qui ont grandi au Québec, qui viennent d'hors- province ou sont des étudiantEs internationales. Mais ceux qui ont l'expérience des deux mondes peuvent confirmer que les communautés militantes francophones et anglophones à Montréal ont de très différentes réalités. Notre but n'est pas de 'convertir' les autres associations à notre façon de faire, mais plutôt de discuter de certains points de tension et proposer des pistes de solutions qui pourraient concilier

certaines différends et favoriser la participation des associations étudiantes anglophones à l'ASSÉ.

Traduction du matériel

Une réalité de notre campus reste qu'une grande partie de nos membres ne sont pas au courant des objectifs ou activités courantes de l'ASSÉ. De notre côté, les associations étudiantes à Concordia reconnaissent que nous avons du travail à faire au quotidien pour relayer l'information des délégués aux membres et activement promouvoir une reconnaissance de l'ASSÉ dans les activités de nos assos. Par contre, cette tâche est plus difficile due à une pénurie de matériel d'information et de mobilisation en Anglais.

Nous tenons vraiment à remercier les personnes responsables pour la grande augmentation du matériel traduite à cours des trois dernières années, et nous reconnaissons qu'avant l'embauche d'un traducteur, ceci se faisait beaucoup bénévolement. Par contre, nous croyons qu'une traduction simultanée pour les Congrès et Camps de Formation est d'une plus grande nécessité puisque nous ne pouvons pas garantir que nos délégués seront capables de parler et comprendre le Français, ce qui peut être une grande barrière à leur participation. Nous avons souvent pu emprunter le kit de traduction du Concordia Student Union, mais ce kit a été beaucoup moins disponible depuis que la participation du CSU aux instances de l'AVEQ chevauche souvent les instances de l'ASSÉ. Nous croyons que l'achat d'un kit de traduction simultané serait nécessaire à une participation significative des associations anglophones à l'ASSÉ.

Une autre suggestion que nous aimerions apporter serait qu'une certaine proportion des ateliers donnés aux camps de formation soit donnée en Anglais. Ceci pourrait beaucoup motiver la participation des membres de notre campus, et pourrait diversifier l'offre et les thématiques des ateliers et peut être habituer les autres membres de l'ASSÉ à travailler ensemble efficacement au delà la barrière de la langue.

Féminisme intersectionnel

Nous réalisons que le discours féministe discuté et exploré à travers l'ASSÉ n'a pas toujours été totalement inclusif d'une variété de courants et idéologies féministes. Les discussions entre délégués de l'ASSÉ ont souvent été axées sur les aspects traditionnels du féminisme ou les conceptions de base du sexisme et les relations de pouvoir. Ceci exclu d'autres enjeux du féminisme que nous voyons comme vitales et qui nécessitent une attention particulière puisqu'elles font partie des dynamiques de notre société.

Nous croyons que le féminisme n'est pas un mouvement qui porte seulement sur les femmes blanc et les gains qu'elles essayent d'atteindre : les femmes queer, racisées, de religions diverses et les femmes marginalisés par la société doivent aussi en trouver leur place en ayant un lieu pour faire entendre leurs voix et valoriser leurs droits et leur inclusion. Nous encourageons fortement à ce que les discussions qui ont lieu dans les Congrès, camps de formations, instances féministes, et tous les positions adoptés à l'ASSÉ soient inclusifs de cette diversité de luttes de

tous les femmes.

En se sens, l'ASSÉ que nous envisageons, à travers toute ses instances et plateformes, en Congrès, ateliers, camps et campagnes, serait solidaire des femmes racisées dans leur lutte contre le racisme et la discrimination. L'ASSÉ qu'on aspire de créer serait en solidarité avec les femmes musulmanes qui luttent à maintenir leur affiliation religieuse et ne peuvent pas toujours s'exprimer librement. Pour nous, il serait important d'être solidaire avec les femmes musulmanes qui cherchent à avoir les mêmes libertés que toutes femmes, incluant celle de porter ou ne pas porter le hijab ou la burqa. Plusieurs femmes musulmanes au Québec font face à l'islamophobie dans la forme d'une discrimination constante et un profilage menant au harcèlement public du à leur code vestimentaire. Nous espérons que l'ASSÉ puisse, à travers ses camps, ateliers et campagnes, être en solidarité avec les femmes queer qui recherchent un statu d'égaux en société, réellement les inclure dans les discussions, et respecter leur liberté de choix. Nous avons vu un progrès au niveau de l'inclusion des personnes trans à l'ASSÉ au courant des dernières années, mais nous trouvons que ceci est encore un enjeux sur lequel nous devons continuer de nous éduquer et continuer de questionner comment les structures de l'ASSÉ pourraient être plus accueillants pour la participation de la population trans et genderqueer.

Nous arrivons à la conclusion que le féminisme est un mouvement qui doit inclure une panoplie d'enjeux et se positionner en solidarité avec les femmes qui luttent pour l'équité salariale, contre la violence conjugale, le racisme, la discrimination et l'harcèlement au niveau de l'ethnicité ou l'affiliation religieuse. Nous exigeons que l'ASSÉ continue de s'examiner et s'autocritiquer pour éviter que les militantes impliqués fassent face à ces dynamiques de pouvoir à l'interne. À part cela, nous espérons que l'ASSÉ continuera de se positionner publiquement en solidarité avec les diverses luttes féministes et continuera de mettre de l'avant l'inclusion de différentes perspectives féministes lors des Congrès, camps et campagnes.

Dans la même veine, nous appuyons fortement la proposition que le Congrès femmes et minorités de genres tienne les mêmes pouvoirs décisionnels que tout autre Congrès de l'ASSÉ. Nous croyons que d'investir plus d'importance dans cette instance non-mixte dans la structure de l'ASSÉ affirme l'importance de la mobilisation féministe à l'ASSÉ et montre notre engagement à défaire les dynamiques de pouvoir patriarcales qui existent dans la culture militante.

Formation anti-oppression et dynamiques de pouvoir

Une proposition qui vient de nos discussion et l'importance d'une plus grande formation auprès des délégués qui pourrait faciliter un changement de culture à l'ASSÉ permettant de prendre d'avantage au sérieux le féminisme intersectionnel et le travail anti-raciste. Nous amèneront bientôt un dépôt d'avis de motion qui ajoutera une formation de 3 heures obligatoire sur l'Anti-oppression et les dynamiques de pouvoir qui aurait lieu deux fois par année, en début de chaque premier Congrès des session d'automne et hiver. Notre vision de cette formation serait qu'elle prenne la forme de petits groupes de discussion, animés par des personnes externes qui proviendraient d'organismes comme les GRIP par exemple (Groupe de recherche d'intérêts publiques, tel GRIP-UQAM ou QPIRG Concordia). Nous imaginons que la logistique de ces

formations pourrait être ajoutée comme tâche au comité formation.

De plus, nous envisageons qu'à de futurs camps de formation, plus d'ateliers pourraient être donnés par des membres d'assos locaux, qui ont les expériences et perspectives directes d'une variété d'identités ou comme participants à de campagnes locales. Par exemple, nous imaginons des camps de formation qui incluraient des parents étudiants, des étudiantEs raciséEs au CEGEPs de région, ou des étudiantEs qui font face à des limitations d'accessibilité physique dans leur institution. Sachant que cela à toujours été un point de litige à l'ASSÉ, nous croyons fortement au besoin de fournir des honoraires pour reconnaître le temps, l'expérience et l'expertise de ces personnes, surtout quand nous invitons des personnes de populations marginalisés.

Futurs campagnes

Nous sentons que depuis la mobilisation de 2015 qui s'est plus ou moins matérialisé, il y a une confusion au sein de l'ASSÉ pour ce qui est des prochains projets du mouvement étudiant. À travers nos discussions, nous avons identifié quelques enjeux qui pourraient être d'intérêt pour nous et possiblement d'autres campus dans le futur.

Un enjeu important auquel font face les étudiantEs de Concordia, et certains autres campus au Québec est celui de programmes déréglementés. (Le Concordia Student Union a produit un texte dénonçant la déréglementation pour les étudiantEs internationales et le schéma de 'tarification par cohorte' que vous pouvez lire ici <https://csu.qc.ca/tuitionhike>.) La mobilisation autour de cet enjeu à déjà débuter au sein de certains de ces programs. FASA, LAS et SCPA ne sont pas touchés par ces mesures pour l'instant, mais comme le mentionne CSU dans leur texte : 'la déréglementation à été introduite par le gouvernement du Québec avec le plan explicite de l'appliquer à un plus grand nombre de programmes dans le futur'. De plus, la déréglementation des frais de scolarités pour les étudiantEs internationales ne représente qu'un pas de plus par le gouvernement du Québec et l'administration de Concordia vers la privatisation des institutions d'éducation publiques. Nous croyons que de laisser passer ces mesures sans nous opposer signifierait notre consentement ou approbation de ce processus. FASA prendra bientôt position contre ces hausses et nous invitons les autres associations étudiantes à en faire autant—qu'elles soient affectés ou non par ces déréglementations.

Nous avons discutés aussi d'enjeux féministes autour desquels il serait possible de monter de plus grandes campagnes, par exemple le problème des agressions et la violence sexuelle sur nos campus. Une idée qui est venu serait de mener une campagne qui présente une vision plus critique situant les agressions sexuelles dans la culture de viol et le patriarcat et critiquant la faiblesse des politiques institutionnels et les piètres ressources disponibles pour les personnes survivantes. Pour revenir sur les pratiques du féminisme intersectionnel, nous avons discuté de comment les associations étudiantes peuvent mieux se lier d'alliances avec leurs propres membres qui eux et elles s'impliquent dans des mobilisations anti-racistes dans leurs communautés et milieux. Beaucoup d'étudiantEs impliqués dans diverses associations à Concordia consacrent de l'énergie à un travail anti-raciste qui aurait le potentiel de chevaucher

les activités des associations étudiantes. Nous croyons qu'il vaudrait la peine de concilier les connections entre le militantisme anti-raciste qui existe déjà sur nos campus et le travail de nos associations étudiantes, ce qui pourrait éventuellement mener à une pratique anti-raciste plus efficace au sein de l'ASSÉ.

Enfin, nous avons discuté d'enjeux d'environnementalisme et de solidarité avec les peuples autochtones. Le lien entre ces deux enjeux est de plus en plus apparent au courant des dernier mois, quand les personnes autochtones et leurs allies à travers l'Amérique du Nord se sont rassemblés à la réserve de Standing Rock au Dakota du Nord pour résister la construction du Dakota Access Pipeline, faisant face à une répression policière énorme. La nation Sioux et leurs alliés résistent l'appropriation colonialiste de leur territoire ainsi que la destruction continue de l'environnement au nom du profit qui est incarné par l'oléoduc Dakota Access. Le mouvement de solidarité avec Standing Rock continue de s'élargir, et nous croyons qu'une discussion à l'ASSÉ à voir comment nous pouvons intégrer ses enjeux dans nos mobilisations à venir serait bien pertinent.

LE DÉFI DE LA DÉRÉGLEMENTATION

Aouatif Zebiri—membre de SCPASA (School of Community and Public Affairs Student Association)

Marion Miller—membre de FASA (Fine Arts Student Alliance)

Aloyse Muller – membre de LAS (Liberal Arts Society)

Ce texte est inspiré de la réalité locale et les défis rencontrés dans l'expérience de Concordia cette année. Cet automne à Concordia, l'administration nous a admis avec réticence qu'ils planifient une augmentation des frais de scolarités, à partir de l'automne prochain pour les étudiantEs internationaux dans les programmes déréglementés. Ils ont le plan d'implémenter ce qu'ils appellent la 'tarification par cohorte', un schéma dans lequel chaque nouvelle année académique sera une nouvelle cohorte, avec chaque cohorte ayant des droits de scolarités plus élevés que la précédente. Les nouvelles étudiantEs internationaux (par exemple la cohorte 2017/2018) suivront leur cohorte et paieront le même montant fixe à chaque année au lieu de voir leurs frais de scolarités augmenter avec l'inflation à chaque année ce qui est le cas en ce moment. C'est en effet une 'stabilité de prix' achetée au coût de plusieurs milliers de dollars de plus en frais de scolarité à chaque année!

Un autre danger de la tarification par cohorte est que jusqu'à présent l'administration refuse de nous donner une réponse à savoir si un étudiantE inscritE dans une cohorte (par exemple celle de 2017/2018) sera déplacé de cohorte si ille prends plus de temps pour terminer son BAC ou décide de changer son programme en cours de route. Est ce que cette personne devra se retrouver dans ce cas dans une cohorte plus chère (celle de 2019/2020)? Il pourra y avoir en fait une pénalité financière si l'on décide de changer de chemin d'étude ou de prendre plus de temps pour terminer ses études. Si c'est bien le cas, cela représente pour nous un dangereux alignement avec une vue de commodification du système d'éducation postsecondaire. Inscris-toi, étudie et rien de plus, ne change pas de concentration, ne prend pas un régime d'études temps-partiel, et continue tout droit vers le 'marché du travail'.

Le but de ce texte n'est pas de discuter de la situation spécifique à Concordia, mais de traiter de la dérégulation des programmes plus globalement, et la menace que nous voyons s'approcher contre nos institutions publiques et une éducation postsecondaire accessible. Nous tenons à noter que plusieurs textes ont déjà été produites à ce sujet, notamment par le CRAA: Mémoire sur le rapport Tremblay-Roy.

Depuis 2008, six programmes d'études--génie, sciences informatiques, gestion, mathématiques et sciences pures--ont été dérégulés pour les étudiantEs internationaux, mais cette déréglementation n'a pris vraiment effet qu'à partir de 2014¹⁹. C'est à dire que ces programmes ne sont plus réglementés par le gouvernement, leurs frais de scolarités ne sont pas déterminés à chaque année par le gouvernement du Québec, mais laissés à la discrétion de

19 Ceci n'inclut pas les étudiantEs FrancisEs, qui de leur part ont vu leurs frais augmenter de ceux du niveau résidents du Québec au niveau hors-province en 2015.

l'Université²⁰. En même temps, le gouvernement a graduellement mis moins de financement dans ces programmes entre 2008 et 2014, et ils ne se font maintenant plus alloués de financement gouvernementale. Ceci pose plusieurs problèmes:

- The plus évident problème est que les universités ont avantage à augmenter les frais de scolarité dans ces programmes, ce qui les rend moins accessible. Ceci est empiré par les difficultés financières auxquels font face les universités après des années de coupures et le plus récent régime d'austérité. Ils cherchent désespérément des sources additionnels de revenu, et de passer par les étudiantEs internationaux semble être la voie de la moindre résistance.
- The forfaitaire²¹ international ramassé par les universités dans les programmes réglementés est alors transféré au gouvernement, qui les redistribue à travers le réseau des universités. Ce mécanisme de redistribution fourni un financement aux institutions qui attirent moins d'étudiantEs internationaux. Par contre, dans les programmes déréglementés, les universités gardent entièrement les forfaitaires, ce qui permet aux grandes universités métropolitaines qui ont la capacité d'attirer une grande population internationale de bien se remplir la bourse. Les plus petites universités de région, qui sont déjà frappés plus forts par les mesures d'austérité, sont définancés encore une fois par la dérégulation.
- Dans des programmes d'études contingentés, la dérégulation peut avoir comme effet de fermer la porte aux étudiantEs québécoisEs, car ils font rentrer moins de profits pour l'université. Nous avons déjà un soupçon que cela pourrait être le cas à Concordia, qui a déjà 17% d'étudiantEs internationaux. Dans la présentation du budget de cette année, l'administration a explicitement spécifier qu'ils ne cherchaient pas à augmenter le nombre d'inscriptions globale mais à augmenter le ratio d'étudiantEs internationaux car ils représentent une 'opportunité de financement' pour l'institution.

La déréglementation de ces six programmes est en lui seul source de grave inquiétude. Nous sommes témoins d'une situation où tout un segment de la population étudiante du Québec aura l'expérience d'une version utilisateur-payeur de l'université. Nous croyons que la hausse des frais de scolarité doit être combattue dans chaque institution locale où elle est proposée. Ceci peut être difficile parce que les programmes affectés sont traditionnellement moins militantes. De plus, nous avons l'impression que l'information sur les dangers de la déréglementation est plutôt mal disséminée à travers le mouvement étudiant en ce moment, précisément dû à la nature des programmes qui sont affectés. Nous croyons qu'il est important de pallier rapidement à ce manque et établir un discours ainsi que des mobilisations concrètes. D'un côté, les étudiantEs internationales vivent souvent dans la précarité, faisant face à d'autres coûts associés à des processus d'immigration, les plans d'assurance santé obligatoires, des difficultés de logement and

20 Les universités ont le pouvoir d'augmenter les frais de scolarités pour ces programmes autant qu'ils le veulent, la seule contrainte est qu'ils ne peuvent pas fixer un montant qui est plus bas que les frais de scolarités pour un programme équivalent réglementé.

21 La différence entre les frais de scolarités payés par les étudiantEs internationaux et les résidentEs du Québec.

leur statut de non-résident rend ça plus difficile de participer à des activités militantes. Plaidoyer le cas des étudiantEs internationaux--si cela était nécessaire--prendrait un autre texte au complet, mais nous savons que trop souvent illes ont été mis de côté ou sacrifiés²². Mais en fait, nous croyons que la situation présente n'est que le premier pas vers une plus grande privatisation du système universitaire Québécois et serait peut être la seule menace directe envers l'accessibilité à l'éducation du moment présent.

Quand la déréglementation de ces six programmes a été implémentée en 2008, le rapport du gouvernement spécifie explicitement qu'il s'agissait d'un projet pilote, et qu'éventuellement on proposerait la déréglementation pour tous les programmes d'études. Nous pouvons alors nous attendre à ce qu'il y ait une tentative d'expansion de la déréglementation pour couvrir d'autres programmes d'études dans les années à venir. Nous craignons aussi que ce modèle d'utilisateur-payeur sera élargi d'une forme ou d'une autre pour les autres catégories d'étudiantEs, menant à une éducation postsecondaire au Québec de plus en plus privatisée.

Maintenant que la déréglementation de ces programmes d'études à été implémenté, ce même modèle pourrait être utilisé pour augmenter les frais de scolarités pour les résidentEs du Québec ou étudiants canadiennEs hors-Québec via la déréglementation de certaines institutions, tel le HEC. De la même façon que certaines universités tel McGill ont appelé à la déréglementation pour les étudiantEs internationaux, certaines institutions comme le HEC ont appelé à adopter un système d'université à deux niveaux, semblable à ce qui est retrouvé en France. Le système Français des Grandes Écoles (surtout des écoles de génie et gestion) permet un système publique postsecondaire (presque) gratuit, jumelé aux Grandes Écoles qui chargent des frais de scolarités annuelles de 15 000 et plus (et qui sont en augmentation).

Depuis la mobilisation de 2012, il est peu probable que le gouvernement tentera encore de hausser d'un coup frais de scolarités dans un futur rapproché. Les frais pour les étudiantEs hors-Québec sont presque à la hauteur du reste du Canada, et suivront surement la médiane du pays. Nous croyons que le mouvement étudiant devra plutôt faire faire à l'expansion des programmes régulés au courant des prochaines années. Cette initiative servira non seulement à augmenter les frais de scolarité, mais au lieu de promouvoir la relation de l'utilisateur-payeur au niveau du gouvernement, le redirige pour établir cette relation au niveau des institutions, ce qui s'aligne en fait mieux avec la vision néolibérale d'une 'livraison de la marchandise' de l'éducation.

Nous avons devant nous un défi significatif au niveau de la mobilisation. Il sera surement plus difficile de se mobiliser contre la loi de la dérégulation que contre une hausse plus 'honnête' des frais de scolarité. Si ces mesures sont implémentées, les luttes seront surtout au niveau d'une confrontation entre les étudiantEs et leurs administrations, et non face au gouvernement. Voilà pourquoi nous considérons qu'il est important que l'ASSÉ développe rapidement un discours solide contre la déréglementation et qu'elle soit partagée et discutée entre les associations membres. Créer des liens avec les programmes actuellement affectés semble aussi un pas nécessaire.

22 Tel qu'en 1996, quand la FEUQ a obtenu le maintien du gel des frais de scolarités pour les résidents du Québec en échange de laisser place à l'augmentation des frais pour les étudiants internationaux. Avant cela, il n'y avait qu'une seule catégorie de frais de scolarités au Québec pour toute la population étudiante.

Pendant que la mobilisation est déjà en cours à Concordia, nous invitons les autres associations membres de l'ASSE à travailler sur la sensibilisation face à ces récentes mesures, et de considérer les tactiques que nous pouvons utiliser pour avoir une plus grande solidarité lors de l'élargissement de ces mesures et des luttes à venir!

LES FEMMES, LE CONGRÈS FEMMES, LE FÉMINISME, LE TRAVAIL INVISIBLE ET LE SEXISME ORDINAIRE À L'ASSÉ

*Par le Comité Femmes de l'ASSÉ
(Déposé le 29 novembre 2016)*

Ce texte fait sans aucun doute écho à plusieurs autres qui ont été écrits par nos prédécesseuses concernant le travail invisible effectué par les femmes au cours d'organisation d'événements et d'instances à l'ASSÉ. À cet égard, en lisant ces textes, nous ne sommes pas surprises de nous rendre compte que peu de choses ont réellement changées depuis les textes datant du dernier congrès d'orientation qui avait lieu en 2013, voire même en 2005. Considérant cela, nous croyons qu'il serait faire de l'angélisme que de croire que l'ASSÉ est une association féministe à part entière, excepte de rapport de domination masculine. Dans le chapitre intitulé «La démocratie directe en mouvement» du livre collectif Un Printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012, Marco Ancelovici et Maxime Roy-Allard ont noté au sujet de la CLASSE et de l'ASSÉ de 2012 que:

Il ne fait aucun doute, et cela est à leur honneur, que l'ASSÉ et la CLASSE sont plus pro-féministes que les fédérations étudiantes. Cependant, à l'interne, les militantes féministes de la CLASSE ne sont pas aussi enthousiastes que Poirier St-Pierre et Éthier. Sans vouloir réitérer ici l'ensemble des critiques qui ont déjà été émises, y compris dans des rapports internes à l'ASSÉ, nous voudrions souligner la persistance de la division sexuelle du travail militant et les effets mitigés des mécanismes mis en place pour essayer de corriger le sexisme au sein de la CLASSE. Selon Danièle Kergoat, la division sexuelle du travail « a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le principe hiérarchique (un travail d'homme «vaut» plus qu'un travail de femmes)». Elle implique une naturalisation des tâches et des activités militantes selon le sexe des personnes ainsi que des rétributions matérielles et symboliques inégales qui reflètent la faible reconnaissance dont souffre le travail auquel les femmes sont souvent cantonnées²³.

Toutes ces attitudes et comportements font partie de ce que l'on appelle le sexisme ordinaire. En effet, le sexisme ordinaire est l'ensemble des stéréotypes et des représentations collectives qui se traduisent par des mots, des gestes, des comportements ou des actes qui excluent, marginalisent ou infériorisent les femmes. Or, la séparation genrée du travail militant fait exactement cela, marginaliser et inférioriser les femmes, comme le montre la citation plus haut. Ainsi, comme l'indiquent Ancelovici et Roy-Allard, les femmes dans les milieux militants souffrent d'un double problème : Premièrement, elles sont souvent cantonnées à des tâches et activités catégorisées comme étant typiquement féminines, lesquelles les empêchent d'avoir le temps ou l'énergie pour accéder aux activités typiquement masculines. Deuxièmement, non

23 Ancelovici, Marcos et Maxime ROY-ALLARD, 2014, « La démocratie directe en mouvement », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (sous la direction de), Un Printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012, Montréal, Les Éditions Écosociété, p. 107-108.

seulement elles ne peuvent pas faire réellement ce qu'elles souhaitent, mais en plus, elle n'ont aucune reconnaissance pour leur travail, celui-ci étant à la fois invisibilisé et pris pour acquis, de par notre socialisations et les codes sociaux que nous avons appris. À cet égard, en 2013, un homme ayant rédigé un mémoire pour le congrès d'orientation de cette année-là, intitulé Les critiques féministes des syndicats étudiants, écrivait ceci :

Les féministes l'affirment depuis longtemps déjà, la séparation entre privé et politique est une construction sociale bourgeoise et patriarcale qui nie à la sphère privée son caractère politique, et le « droit de cité » du vécu des femmes. Qui plus est, comme le travail domestique et le travail politique invisible est encore et toujours le plus souvent assuré par les femmes, cette « double tâche » mis sur les épaules des unes libère du temps aux hommes dominants pour les activités les plus lucratives au niveau du capital social, culturel et symbolique, ainsi qu'au niveau de l'accès aux ressources et aux espaces de pouvoir²⁴.

Or, le travail invisible, c'est toutes ces choses **nécessaires**, et nous mettons ici l'emphase sur le terme nécessaire, pour le bon fonctionnement de l'organisation qu'est l'ASSÉ, mais qui ne sont pas pris en considération ni valorisées au sein de l'organisation. Il est plutôt paradoxal de constater que des activités et des tâches nécessaires au bon fonctionnement d'une organisation telles que les considérations logistiques et autres tâches attribuées aux femmes sont aussi peu considérées. Qu'arriverait-il si du jour au lendemain, les femmes effectuant ces tâches essentielles, et préalables à tout exercice politique devaient décider de faire la grève tant que la domination masculine sur leur travail invisible se perpétue? Notre avis serait que l'ASSÉ serait dans une situation inédite d'instabilité et de difficulté.

Évidemment, on nous dira que nous ne sommes pas obligées, nous en tant que femmes, de nous occuper de ces tâches et de la logistique. Cependant, force est de constater que lorsque nous remettons ces responsabilités entre les mains des hommes, bien souvent ceux-ci se retrouvent à nous demander de les aider, ce qui signifie que nous devons indiquer étape par étape aux hommes ce qu'il faut faire. Et tant qu'à dire à des hommes comment il faut faire quitte à presque les prendre par la main et le faire à leur place pour leur montrer, aussi bien le faire, point, hein ? Et même, bien souvent, lorsqu'un femme vient aider de la sorte un homme, celui-ci, loin de rester à côté de la femme et de chercher à apprendre de celle-ci, finit par tout simplement se désintéresser et s'éloigner. Et ça, c'est dans le meilleur des scénarios, car il arrive bien souvent que lorsqu'il est question de prendre en charge de telles tâches, personne ne se manifeste, tant et si bien qu'au final, ce sont des femmes qui sacrifient de leur temps, comme le démontre un témoignage qu'ont recueillis Ancelovici et Roy-Allard :

Les femmes ne se sentent pas incluses dans cette démocratie directe. Un cercle vicieux se met en place, qui les pousse à ne pas faire d'actions directes ou à essayer d'atteindre un haut niveau décisionnel pour plutôt, d'elles-mêmes, se concentrer sur des tâches traditionnellement «féminines», comme découper des tracts, imprimer les

24 LÉVESQUE-NICOL, Frank. «Les critiques féministes des syndicats étudiants» Cahier des mémoires, Congrès d'orientation 2013 de l'ASSÉ, p. 107

journaux, organiser la bouffe durant le Congrès, etc. On le dit et on en rit souvent de cette division sexuelle des tâches, mais elle est encore très présente. Lors du Congrès de la fin de semaine dernière, c'est encore moi et une autre fille qui avons fait la bouffe. Ce n'est pas la première fois ! Après, on essaie de rationaliser les choses, on essaie de se dire que c'est un hasard qu'il n'y ait pas eu d'hommes disponibles pour venir faire la bouffe ce weekend là; mais quand ça fait 19 fois que ça arrive... tu te dis qu'il y a un problème²⁵.

De plus, nous ajouterons à cela que dans le pire des cas, il s'est déjà vu des hommes qui s'étaient portés volontaires pour effectuer des tâches, mais qui ont soit jamais donné signe de vie au moment où ils étaient nécessaires, créant du coup un sentiment d'urgence chez les femmes ou encore qui se sont présentés au lieu convenu, mais qui ont fini par laisser les femmes à elles-mêmes pour qu'elles finissent le travail qu'ils avaient entamés.

C'est de cette manière, que par exemple, lors de la préparation préalable de la nourriture lors du camp de formation féministe au cégep de Limoilou à l'hiver 2016, une équipe bouffe composée d'hommes était censée s'occuper de faire la nourriture et de la préparer le vendredi soir, mais qu'au final, les hommes qui s'étaient présentés pour aider à faire la bouffe sont justes partis en laissant le travail aux femmes. Cette journée-là d'ailleurs, certaines de ces femmes, n'ont été libérées de ces tâches que très tard le soir, faute d'aide de la part des hommes, alors qu'elles n'avaient pas pris la peine de bien s'alimenter durant la journée, à cause de l'impossibilité de prendre le temps de se nourrir convenablement. Il s'est également vu lors du dernier camp de formation féministe, que des femmes se trouvant dans un état d'épuisement ont dû reprendre des tâches qui devaient être effectuées à l'origine par des hommes. Ainsi, non seulement cela affecte-t-il nos possibilités d'action politique, en nous empêchant de prendre part aux activités plus visibles, mais également cela a un impact sur notre bien-être physique et mental. Parce que nous ne pouvons aller nous coucher ou nous nourrir comme bon nous semble, même si on se le fait dire par un homme (et que nous nous faisons dire que nous sommes lib, si nous n'avons pas la garantie que nos responsabilités seront prises en charge par quelqu'un d'autre (et nous insistons ici sur le quelqu'un). Bref, tout ça pour dire que si effectivement, on ne nous tord pas un bras pour effectuer les tâches invisibles et typiquement «féminines», il va sans dire que lorsqu'aucun homme n'est intéressé à les faire, ce seront évidemment des femmes qui vont prendre le flambeau.

Mais ce travail invisible, quel est-il ? À première vue, on peut penser très rapidement aux tâches qui sont généralement dévolues aux femmes dans la sphère privée telle que de faire la nourriture et la servir, faire le ménage, laver la vaisselle, mais ces tâches invisibilités sont bien plus nombreuses et bien plus complexes que simplement cela. On peut penser à toutes ces tâches de la plus importante à la plus infime qui permet de s'assurer qu'une instance aura bel et bien lieu. C'est de penser au lieu d'hébergement des militantes et militants lors des instances, de gérer l'hébergement militant s'il y a lieu, de s'assurer que tout le monde qui s'est inscrit à une instance a un transport, de gérer les manques de matériel de dodo pour ceux-ci, des salles où tenir les instances, les caucus, les ateliers de formations, etc. C'est de gérer préalablement à l'achat de la

25 Ancelovici, Marcos et Maxime ROY-ALLARD, 2014, Op. Cit., p. 108-109

nourriture, les recettes, les quantités optimales pour que tout le monde puisse manger à sa faim, faire la liste d'épicerie et mettre à côté les quantités pour que les personnes qui vont faire l'épicerie sachent quelles quantités de quel ingrédient acheter. C'est également de s'assurer d'avoir une équipe pour faire la nourriture avant et durant l'instance, d'avoir un transport pour amener tout le matériel nécessaire et s'il y a lieu, des démarches pour en louer un, etc. Ce sont toutes des choses anodines, mais tellement essentielles pour le bon fonctionnement des instances. Tellement anodines qu'elles vont de soi pour nous, les femmes, mais tellement anodines qu'on a l'impression que pour les hommes, tant qu'ils ne connaissent pas l'envers du décor, il s'agit presque de magie.

Du travail invisibilisé, dont personne n'est content

Mais sans doute le plus difficile dans le fait d'effectuer du travail militant qui est invisibilisé, c'est que souvent, non seulement ce travail n'est pas reconnu et invisibilisé, mais que lorsque celui-ci est dés-invisibilisé, c'est pour que l'on se permette de le critiquer plutôt que de s'offrir à donner un coup de main, à décharger de leurs responsabilités des femmes qui en ont déjà beaucoup sur les épaules (et pas seulement au niveau de leurs responsabilités militantes, mais également à titres d'étudiantes, et de femmes de qui on attend d'être disponibles pour faire du *care* ou des tâches ménagères dans leur vie privée). Dans un milieu se disant féministe où nous parlons souvent d'*empowerment* des femmes, que l'on cherche à les amener à s'affirmer politiquement, tout en étant conscients.es que le travail invisible en question est fort souvent le fait de femmes, nous ne pouvons nous empêcher de souligner le caractère particulièrement ironique de ce genre de situations.

Bien que nous critiquons la séparation genrée des tâches militantes menant à l'invisibilisation de certaines tâches, notre propos ici est surtout de critiquer que le travail d'organisation d'instances, qui est souvent le fait des femmes, est invisibilisé, tout en étant essentiel. Certaines femmes peuvent peut-être se sentir plus à l'aise de commencer à s'impliquer en faisant de telles tâches (puisque après tout, nous sommes socialisées à les faire, c'est en quelque sorte une zone de confort) et par conséquent, nous ne sommes absolument pas d'avis qu'il soit positif de critiquer le «travail mal fait» des femmes, pour la simple et bonne raison que certaines femmes, avant de s'affirmer haut et fort et de participer politiquement aux instances, vont préférer faire de telles tâches. Pour certaines femmes (pas toutes, nous en convenons), c'est à grâce à une prise de conscience s'effectuant à travers de telles tâches et activités qu'elles vont décider de s'empowerer, et le fait de critiquer et de dégrader de manière tout sauf positive ces tâches ne ferait, à notre avis, que retarder, voire empêcher le processus de certaines femmes vers cette prise de conscience.

Le monopole du travail féministe au comité femmes

«Des question femmes? Délègue au comité femmes!»

Cette dynamique est récurrente au travers des affaires de l'ASSÉ depuis de nombreuses années. Toute question féministe se doit d'être totalement prise en charge par le comité femmes

sans que personne des délégations ou du reste de l'équipe nationale se questionne sur la faisabilité de la tâche ou de l'énergie demandée pour faire ces tâches.

Considérant les ambitions que certaines associations avaient pour le comité femmes l'an dernier lors des différents congrès, il nous semble particulièrement symptomatique que lors de l'ouverture des candidatures pour les comités, il n'y ait que quatre femmes qui se soient portées volontaires. Bien que nous étions au début de notre mandat toutes les quatre très motivées à travailler, maintenant, nous ne sommes plus que deux femmes actives sur le comité, et cela depuis plusieurs mois. L'une des membres s'étant présentée au dernier congrès annuel n'a d'ailleurs jamais à toutes fins pratiques, effectué de tâches au sein du comité femmes en plus d'être très tellement difficile à rejoindre que nous n'avons été en mesure de la contacter pour lui demander de démissionner officiellement que très récemment. Par conséquent, il nous apparaît clair que nous ne pouvons abattre tout le travail qui a été demandé au comité femmes de l'an dernier et qui nous sera également demandé au cours de l'année, non pas seulement pour mener à bien des tâches récurrentes année après année du comité femmes (telle que l'organisation du camp de formation féministe, la journée du 6 décembre ou du 8 mars, ou encore du congrès femmes), mais également pour mener à bien les mandats votés en congrès. Il semble donc que l'on nous demande de faire l'impossible. Or, réaliser l'impossible, n'est-ce pas souvent quelque chose que l'on exige de la part des femmes d'effectuer diligemment et sans faire de vagues ?

On peut penser aux exigences incombant aux mères qui doivent non seulement s'acquitter plus souvent qu'autrement du travail du *care* à l'égard des enfants, des parents vieillissants, etc, mais qui doivent également être des travailleuses accomplies dans le cadre de leur emploi. Pour notre part, en plus du travail de militantes (ou de super-militantes, devrions-nous dire, considérant tous les projets que nous devons mener à bien en même temps et qui nous épuisent) nous avons également un travail, des études à mener à bien, des travaux long ou un mémoire de maîtrise à mener à rédiger, en plus de notre vie sociale et de nos occupations pour prendre soin de nous-mêmes. Et comme nous ne sommes que deux, ce ne sera pas surprenant si nous ne parvenons pas à mener à bien tous les projets qui nous incombent. C'est pour cela que nous **enjoignons non plus seulement l'équipe nationale de l'ASSÉ, mais également les associations membres de l'ASSÉ à collaborer avec nous pour mener à bien les mandats votés en congrès.** D'ailleurs, nous prôtons une appropriation bien plus large des mandats votés en congrès par les associations locales, dans un soucis, non pas seulement de préservation de notre bien-être (ainsi que de celui de l'équipe nationale), **mais également dans un soucis d'horizontalité des hiérarchies à l'ASSÉ et de démocratie participative. Ce sujet a d'ailleurs été plus approfondi dans un texte de réflexion précédent que nous vous avons envoyé via ASSÉ-support.**

Peut-être que le soucis d'être un bon allié et d'éviter de *mansplainer* les femmes est pour beaucoup dans cette situation où ce sont les comités femmes qui sont mis en charge de la gestion de toutes les questions féministes, mais malheureusement, dans le cas du comité femmes de l'ASSÉ, celui-ci, contrairement au comité mobilisation de l'ASSÉ, est rarement celui qui est le plus rempli. Par ailleurs, le comité de mobilisation est (trop) souvent composé presque uniquement d'hommes, ce qui fait en sorte que trop souvent, les enjeux féministes sont mis de côté, soit par crainte de *mansplainer* ou de mal expliquer les question féministes, au mieux, et au pire, parce que les membres du comité mob n'en ont rien à faire des enjeux féministes. Bien que

nous condamnons sans équivoque la dernière position, et que si par hasard des hommes se trouvant sur le comité mobilisation ont cette attitude, nous les invitons féroce­ment à démissionner, nous tenterons plutôt ici d'adresser brièvement la première, c'est-à-dire la position de crainte de *mansplainer* ou de mal expliquer les enjeux féministes.

En effet, il y a moyen pour les hommes d'agir en tant qu'allié de manière à éviter de *mansplainer* les femmes. Tout d'abord, il faut évidemment éviter de dire aux femmes ce qu'elles devraient ou ne devraient pas faire. La question d'être allié pour un homme, c'est surtout de se demander et de demander aux femmes de leur entourage ce qu'ils peuvent faire pour leur venir en aide. Ainsi, des membres de comités de mobilisation locaux peuvent très bien aller voir leur comité féministe local afin de lui demander ce qui peut être fait pour aider ce dernier à mener à bien ses tâches, mandats, campagnes, etc. Et ne pas adopter une attitude simplement passive, mais proactive dans l'aide offerte par les hommes aux femmes. Par exemple, s'offrir de soi-même, plutôt que d'attendre que l'on sollicite son aide pour décharger les femmes des tâches et activités qui sont habituellement leur fardeau afin de leur permettre de se libérer pour mener à bien des choses qu'elles ont envie de faire. Être allié, c'est également ne pas hésiter d'utiliser les privilèges masculins afin de faire en sorte que les espaces dans lesquels vous évoluez en tant qu'hommes soient accueillants pour les femmes, notamment en callant out les hommes ayant des attitudes problématiques. Le fait de *schooler* les hommes plutôt que de laisser les femmes le faire est également bénéfique pour celles-ci, parce que ce sont des choses qui sont particulièrement épuisantes physiquement en plus d'être très demandantes en terme psychologique. En effet, lorsque nous faisons la leçon aux hommes, nous parlons de notre point de vue personnel et des situations de la vie réelle que nous vivons, ce qui peut s'avérer parfois voire souvent très difficile de le faire sans se fâcher ou sans devenir émotives.

Lorsqu'on présente le féminisme dans l'ASSÉ sur le site internet officiel de l'ASSÉ, on stipule que le féminisme se démontre dans les pratiques organisationnelles et se reflète dans l'ensemble du fonctionnement de l'ASSÉ:

Depuis ses premiers balbutiements, l'ASSÉ s'est définie comme une organisation féministe prônant un système d'éducation auquel est intégrée une analyse féministe et appuyant les luttes féministes, qu'elles soient étudiantes ou non. De telles positions s'affichent en parfaite cohérence avec plusieurs des principes à l'origine des structure de l'ASSÉ : l'égalité et la solidarité.

À l'ASSÉ, les positions féministes constituent bien plus que de simples principes; elles se reflètent à travers différentes procédures et pratiques organisationnelles.

Or, nous en doutons pour plusieurs raisons. La première étant que si le féminisme se reflétait réellement dans les pratiques organisationnelles de l'ASSÉ, chaque question féministe ou presque ne serait pas systématiquement reléguée aux comités femmes, tant au niveau local qu'au niveau national. Or, c'est bel et bien le cas. Un exemple tout récent qui est parvenu à nos oreilles est celui de l'Association des parents-étudiants de l'Université Laval (APÉTUL), qui a contacté à la fois le comité femmes de l'ASSÉ et l'ASSÉ pour savoir ce qu'il pourrait être fait concernant

leur campagne actuelle concernant les revendications pour une politique familiale à l'UL permettant de concilier études et famille. Alors que nous avons été très promptes à répondre à la demande, en leur répondant qu'il serait sans aucun doute possible de lier cela avec notre campagne par rapport à la précarité (qui de plus précaires dans les études que des parents-étudiants, dites-nous ?), parce que la précarité, ça n'est pas seulement une question d'argent, mais également une question de situation peu avantageuse par rapport aux aléas de la vie, ce à quoi un.e parent.e étudiant.e doit faire face sans doute à de plus nombreuses reprises qu'un.e étudiant.e sans enfants. Par ailleurs, ça prend plus de temps aux parents.es-étudiants.es pour terminer leurs études, souvent ces parents.es-étudiants.es sont monoparentaux, etc, ce qui implique un endettement souvent plus grand que les autres catégories d'étudiants.es. Bref, quelques temps plus tard, nous avons vu passer un commentaire de la membre de l'APÉTUL qui avait fait les démarches auprès de nous et auprès de l'ASSÉ écrire au comité femmes de l'Université Laval pour dire qu'à l'ASSÉ, on l'avait renvoyé vers le comité femmes de l'ASSÉ et le comité femmes de l'UL. Bref, du sexisme primaire qui consiste à renvoyer les enjeux touchant la parentalité aux femmes, comme si ceux-ci n'étaient pas des enjeux qui touchent le groupe étudiant général. Comme si être des femmes, c'était nécessairement parler de parentalité et se sentir concernées et qu'être des hommes, ce serait nécessairement de ne pas s'en préoccuper et ne pas être touché par cet enjeu. Il a fallu que cette femme explique, que par exemple, le comité femmes de l'UL et de l'ASSÉ sont déjà occupées à faire autre chose et que si elle s'adressait à l'ASSÉ, ce n'était pas pour se faire référer à d'autres groupes/organisations, mais bien parce qu'elle voulait parler à l'ASSÉ. Au final, il aura fallu qu'elle insiste pour que finalement, elle obtienne des engagements de rencontrer des exécutants ou des représentants de l'équipe nationale.

Si le féminisme se reflétait réellement dans les pratiques organisationnelles de l'ASSÉ, nous n'aurions pas eu à écrire le présent texte qui avait à l'origine pour but de dénoncer uniquement la séparation genrée du travail militant, mais qui s'est élargi, à force de discussion. Bien que l'alternance des tours de parole homme-femmes, que la féminisation des textes et des discours soient une base, à l'ASSÉ, c'en est devenu la norme, tant et si bien que cela n'est plus suffisant. C'est bien beau l'alternance homme-femmes et la féminisation des discours, mais cela ne règle pas bien des questions telles que :

- Comment se fait-il qu'il y ait encore et toujours plus d'hommes dans les instances de l'ASSÉ ?
- Comment se fait-il qu'encore aujourd'hui, les hommes prennent systématiquement plus la parole que les femmes, sauf lorsqu'arrive le point femmes, où les interventions hommes-femmes ont tendance à être égales en nombre (et encore) ?
- Comment se fait-il que souvent les hommes parlent plus longtemps en terme de temps que les femmes ?
- Comment se fait-il qu'encore aujourd'hui, il y a une division genrée du travail militant ?
- Comment se fait-il que les hommes pour la plupart ne prennent pas en charge de manière

proactive leur rôle d'alliés et qu'ils n'effectuent pas l'opération de step back pour laisser la place aux femmes ?

- Comment se fait-il que les hommes, quand ils font des tâches et des activités traditionnellement attribuées aux femmes, reçoivent et s'attendent de recevoir de la reconnaissance pour cela alors que nous, les femmes, n'en avons aucune, voire pire, nous faisons critiquer pour notre travail ?
- Comment se fait-il que les hommes semblent être moins efficaces et moins penser à ces détails logistiques importants que les femmes pour effectuer des travaux qui sont généralement associés aux femmes et que, par conséquent, par manque de motivation, de simple réflexion (ou des deux), les femmes finissent souvent par passer en arrière du travail «botché» des hommes pour tout refaire ?
- Comment se fait-il que sous prétexte qu'un homme est un super militant, on va passer par dessus le fait que celui-ci est un agresseur dénoncé par une femme ? Cela signifie-il que le militantisme de cet homme vaut plus que celui de la femme qu'il a agressé et du bien-être de celle-ci ?

De telles questions, il y en a tellement d'autres. Ce sont toutes ces questions qui nous amènent à nous poser réellement la question par rapport au féminisme à l'ASSÉ.

Certes, il y a de la place pour des comités femmes, mais ces questions sont encore une fois reléguées aux comités femmes, et nous avons l'impression parfois qu'il s'agit d'une concession que les hommes à l'ASSÉ ont fait aux femmes pour avoir, en quelque sorte, la paix. Mais ce féminisme de façade n'affranchit pas les hommes d'avoir à se rendre compte de leurs privilèges par rapport aux femmes et à agir en fonction de ceux-ci pour venir en aide aux femmes et adopter une attitude d'alliés qui soit proactive plutôt que simplement passive. Cette prise de conscience et les attitudes d'alliés à adopter vaut également, par ailleurs en regard de toute autre oppression (racisme, capacitisme, classisme, etc) dans une perspective intersectionnelle (C'est la perspective selon laquelle des personnes ont des vécus se situant à l'intersection de systèmes d'oppression, rendant ceux-ci spécifiques à ce *stand-point* en particulier).

Mon féminisme est meilleur que le tien

Le féminisme est défini comme un mouvement pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. Évidemment, considérant les différentes mouvances dans le féminisme, il serait plus à propos de parler de féminismes au pluriel que de féminisme au singulier. En effet, si les différentes mouvances s'entendent sur l'objectif (quoique cela puisse être à discuter) à atteindre, il est évident que les moyens par lesquels y parvenir ne sont pas tous les mêmes.

À l'ASSÉ, ces différentes mouvances sont représentées entre les différentes militantes qui y participent, menant parfois à des frictions entre femmes, au point parfois où des tensions très fortes se font sentir entre les associations qui se posent comme «gardiennes» du féminisme à

l'ASSÉ à l'égard d'associations considérées par celles-ci comme pas suffisamment féministes.

Puisque le féminisme est un mouvement de lutte contre l'oppression que vivent les femmes, il semble étrange de lutter dans le cadre de celui-ci en établissant de nouvelles oppression. Or, le fait qu'une association se soit posée l'an dernier comme gardienne du féminisme, comme déterminant ce qui faisait qu'une association est féministe ou ne l'est pas ne nous semble pas être très fructueux pour de nombreuses raisons. Évidemment, nous ne défendons pas pour autant les associations qui ont eu des comportement ou des attitudes foncièrement antiféministes (par exemple, en faisant des affiches de *party* objectifiant le corps des femmes ou participant à la culture du viol), loin de là. Il apparaît en effet, qu'à la fois la lutte féministe en général, de même que l'organisation politique de l'ASSÉ en particulier, prêtent à la prudence lorsqu'il est question de se poser en tant que défenderesse suprême et indiscutable du féminisme.

D'abord, parce que l'objectif du féminisme est de faire cheminer les gens évoluant en son sein, notamment par le dialogue, l'échange et les apprentissages. Il ne faut pas oublier que les théories féministes sont essentiellement le fruit de la mise en commun des expériences de nombreuses femmes qui en sont venues à réaliser que leurs expériences, bien qu'étant individuelles, se recourent et sont similaires à plusieurs égards, au point de permettre de réaliser que ces expériences désagréables sont vécues de manière systémiques par les femmes. Or, sans mise en commun, sans dialogue, sans échange, rien de tout cela n'aurait pu être possible.

Ensuite, parce que les associations membres de l'ASSÉ n'évoluant pas en vase clos de la société québécoise en plus de vivre un constant renouvellement des militants et militantes, il est évident que ces processus d'apprentissages sont constamment à refaire. L'ASSÉ, en ce sens est un véhicule permettant d'offrir des moyens aux militantes et militants de trouver des informations pertinentes sur le sujet. Que cela soit durant les camps de formation (féministes ou non), durant les congrès, où il est possible d'entendre les argumentaires féministes et de faire des caucus non-mixtes pour discuter des enjeux féministes, l'ASSÉ permet, par ses pratiques, et par les sensibilités se trouvant en son sein, de conscientiser les nouveaux et nouvelles aux enjeux féministes.

Également, parce que s'attendre que chaque association membre de l'ASSÉ qu'elles aient les mêmes moyens et outils de lutte en matière féministe est au mieux, vain, au pire, contreproductif. En effet, chaque association ayant ses spécificités militantes, un contexte spécifique dans lequel elle évolue, ses membres sont sans doute les plus aptes à définir la manière dont elles souhaitent mener leur lutte féministe que des femmes se situant à l'extérieur de leur association. Par exemple, s'il n'y a pas de comité femme reconnu par une association et garanti par les statuts et règlements de cette association, cela n'empêche pas, par exemple la création de groupes affinitaires féministes non-officiel pour, par exemple, mener des actions risquées, frôlant la limite de l'illégal, si l'envie s'y trouve. Si plusieurs petites associations se trouvent sur un même campus et ressentent le besoin d'unir leur force pour créer un comité commun, qui ne relève réellement d'aucunes d'entre elles, mais qui leur est plutôt indépendant, pourquoi critiquer l'absence de comité femme dans chacune de ces associations ? Comme dit précédemment, cela est au mieux, vain, puisque les associations s'auto-gèrent et sont souveraines

de leurs actions, et au pire, contreproductif, parce que niant et invisibilisant le travail militant des féministes au sein de leurs associations locales.

Il apparaît particulièrement dérangeant que des femmes se posent en gardiennes du féminisme au point de nier le féminisme d'autres femmes. Il ne nous semble pas approprié et plutôt ironique d'adopter une attitude oppressive à l'égard d'autres femmes dans le cadre d'une lutte contre une oppression que chacunes d'entre nous vivons. Il serait très malavisé, selon nous, que dans le cadre d'une lutte afin de nous émanciper socialement et politiquement, nous en finissions par créer une nouvelle oppression.

Concernant le congrès femmes et l'avis de motion envoyé

Cette section est à la fois le résultat de notre réflexion plus haut tout en étant en dialogue avec celui-ci. En effet, si les femmes sont souvent reléguées aux questions féministes, nous voulons qu'elles puissent en parler, évidemment, mais nous ne voulons pas qu'elles demeurent circonscrites à ces questions. Parce qu'il nous apparaîtrait que de reléguer les femmes au sein du congrès femmes aux questions et enjeux purement féministes aurait pour effet de créer une nouvelle division genrée militante, c'est-à-dire celle d'uniquement et seulement pouvoir parler de ces enjeux sans possibilité de discuter et débattre d'autres enjeux. Parce que nous croyons que les questions politiques en général sont des enjeux féministes à plusieurs égards; dans la prise de décision comme dans la mise en application.

Dans la prise de décision, les questions politiques sont éminemment féministes par leurs objectifs. Ceux-ci ont-ils pour but de mener à bien plus de l'avant la lutte pour l'égalité entre les genres ou non ? Le statut quo est, à notre avis, une posture antiféministe, puisque le statut quo, c'est la perpétuation et la normalisation de nos oppressions, non seulement dans la société dans laquelle nous évoluons, mais également au sein même de l'organisation dans laquelle nous militons, qu'est l'ASSÉ. Et si nous osons monter le ton et critiquer cette absence de lutte féministe, nous nous faisons souvent, en tant que femmes, dire que nous sommes rabat-joie, que la lutte viendra un jour, mais qu'elle n'y est pas. Et c'est, historiquement, un argument qui ne date pas d'hier, alors qu'en est-il réellement ? Nous croyons que ce sont plutôt des arguments d'hommes qui ne cherchent pas à sortir de leur confort privilégié pour comprendre les motivations et les oppressions vécues par leurs camarades féminines.

Or, comme il a été dit plus tôt, ce sont à vaste majorité des hommes qui assistent aux congrès et donc, qui peuvent prendre part aux débats et aux prises de décision.. Nous avons donc décidé d'agir et d'offrir aux militantes de l'ASSÉ un espace pour elles, pour qu'elles puissent faire entendre leur voix sans peur ni gêne, et sans note discordante de la part d'hommes s'objectant par rapport à nos vécus et à nos préoccupations, pour qu'elles puissent elles aussi s'émanciper politiquement et prendre en main les luttes de demain. C'est pourquoi, nous avons décidé, le comité femmes de l'ASSÉ, de proposer un avis de motion donnant les mêmes pouvoirs au congrès femmes qu'à n'importe quel congrès ordinaire.

Certes, avec un congrès femmes disposant des mêmes pouvoirs qu'un congrès ordinaire, les

questions féministes ne sont plus les seules sur lesquelles un congrès femme pourrait statuer et nous entendons déjà la critique selon laquelle nous diluerons par la présente, les possibilités du congrès en matière féministe, à travers les autres questions, d'ordre budgétaire et autres. Cependant, nous croyons que dans une assemblée de femmes, les questions qui nous touchent à titre de femmes, même si elles ne se trouvent pas formellement écrites dans les statuts et règlements de l'association, demeureront. Par conséquent, nous ne croyons pas qu'il soit dangereux pour les luttes des femmes au sein de l'ASSÉ de donner au congrès femme les mêmes pouvoirs que les congrès ordinaires. Et au contraire, nous croyons que cela risque de donner plus de raisons et de motivation aux femmes d'y participer parce qu'elles vont collectivement disposer du même pouvoir que les hommes dans les congrès ordinaires.

Il s'agit d'une question à la fois pratique et symbolique qui nous a animé puisque lors du dernier congrès, que nous nous sommes butés-es au problème de la tenue du présent congrès d'orientation, de nombreuses propositions ont été émises. D'abord, on a proposé d'enlever le congrès de février pour y mettre le congrès d'orientation. Le problème alors soulevé a été qu'il n'allait pas y avoir de congrès avant très tard dans la session d'hiver pour rendre compte de la campagne et ajuster le tir, si besoin était. Et le congrès femmes n'ayant pas les mêmes pouvoirs qu'un congrès ordinaire, il n'était pas considéré comme valide pour effectuer ce retour sur la campagne. Au point qu'il a été proposé d'enlever le congrès femmes pour mettre le congrès d'orientation, puisqu'il n'est pas considéré comme étant performatif à même titre qu'un congrès ordinaire. À quoi bon avoir un congrès qui est considéré à moitié performatif parce qu'il ne dispose pas des mêmes statuts et pouvoirs que les congrès normaux ? C'est, à nos yeux, l'expression à la fois symbolique et concrète de l'infantilisation des luttes féministes ainsi que des femmes qui les animent. Alors que les congrès ordinaires sont à vaste majorité animés par les propos et les décisions des hommes (mis à part les points Femmes), on ne souhaite pas que les femmes puissent prendre des décisions en non-mixité ? La belle affaire, le beau double standard !